

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET
D'APPUI À LA RÉFORME DE
LA JUSTICE (CP-PRODEJ)

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

PROGRAMME DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA JUSTICE (PRODEJ)

- POLITIQUE GÉNÉRALE-
- PLAN D'ACTION-
- STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE-
- PLAN D'INVESTISSEMENT-

Décembre 1999

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I : Politique générale de la Réforme

INTRODUCTION	1
1. LE SYSTÈME DE JUSTICE AU MALI	2
2. CONTEXTE	4
2.1 Des dysfonctionnements prononcés en dépit d'une volonté politique marquée	4
2.2 Planification de la Réforme	6
3. LES ENJEUX DE LA RÉFORME	9
3.1 Accessibilité et efficacité du service public de la Justice	9
3.2 Confiance des populations	10
4. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE LA RÉFORME	11
- Renforcement de l'ancrage de l'Etat de Droit	11
- Garantie de la paix sociale	11
- Promotion du développement	11
5. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET AXES D'INTERVENTION	13
5.1 Amélioration de l'accessibilité et de l'efficacité du service public de la Justice	13
1) Révision de la Carte judiciaire	13
2) Suppression ou révision à la baisse des frais de Justice	13

	Pages
3) Renforcement des infrastructures, de l'équipement, de la logistique et du budget	14
4) Simplification des textes et harmonisation	14
5) Information, Education et Communication	15
6) Documentation	
5.2 Restauration de la crédibilité et de la confiance tant des populations que des partenaires techniques et financiers	15
1) Ressources humaines et Formation	15
2) Lutte contre la corruption	16
3) Promotion des droits de la personne	16
6 Stratégie de mise en œuvre du programme décennal	18
SECTION II : Plan d'Action	
Présentation	20
Volet A : Ressources humaines	22
Volet B : Formation du personnel	22
Volet C : Documentation	22
Volet D : Législation	28
Volet E : Droits de la personne	47
Volet F : Lutte contre la corruption	55
Volet G : Information – Education – Communication	80
Volet H : Infrastructures	69
Volet I : Logistique	69
Volet J : Equipement	69
Volet K : Budget	69

SECTION III : Stratégie de mise en oeuvre

1.	Principes directeurs de la Stratégie de mise en oeuvre	80
2.	Structure de mise en oeuvre	80
2.1	Mandat	80
2.2	Objectifs	80
2.3	Composition	81
2.4	Rôles et responsabilités	81
2.4.1	Le Comité d'orientation et de suivi	81
2.4.2	L'équipe de gestion	81
2.4.3	Concernant l'assistance technique	82
2.5	Organigramme de TUC-PRODEJ	83
3.	Séquences de mise en oeuvre	84
3.1	Phase de démarrage	84
3.1.1	La mise en place de TUC-PRODEJ	84
3.1.2	L'élaboration des outils de gestion	84
3.1.3	Développement du Programme Décennal	84
3.2	Exécution du premier programme triennal	84
3.3	Elaboration et exécution du second programme triennal	84
3.4	Elaboration et exécution du troisième programme triennal	84
3.5	Echéancier	84
4.	Cadre de suivi et d'évaluation du rendement	85
4.1	Suivi	85
4.2	Évaluation	85
4.3	Rapports	85
5	Éléments pour une stratégie de gestion du changement	86
6	Gestion de l'information interne	86
7.	Structures responsables de la mise en oeuvre des activités	87

Section IV : Chronogramme

Volet A :	Ressources humaines	101
Volet B :	Formation du personnel	101
Volet C :	Documentation	101
Volet D :	Législation	101
Volet E :	Droits de la personne	102
Volet F :	Lutte contre la corruption	105
Volet G :	Information – Education – Communication	106
Volet H :	Infrastructures	108
Volet I :	Logistique	108
Volet J :	Équipement	108
Volet K :	Budget	108
Volet L :	Gestion du programme	109

Section V : Plan d'investissement

Présentation		
Volet A :	Ressources humaines	110
Volet B :	Formation du personnel	116
Volet C :	Documentation	116
Volet D :	Législation	117
Volet E :	Droits de la personne	118
Volet F :	Lutte contre la corruption	119
Volet G :	Information – Education – Communication	120
Volet H :	Infrastructures	122
Volet I :	Logistique	123
Volet J :	Équipement	123
Volet K :	Budget	123
Volet L :	Gestion du projet	124
Notes Explicatives		125
Annexes		131

SECTION I

POLITIQUE GÉNÉRALE DE LA RÉFORME

INTRODUCTION

Le Mali s'est engagé fermement à favoriser l'émergence d'une Justice qui corresponde à des valeurs aujourd'hui universelles avec l'avènement de la 11^{ème} République dont la Constitution a pour la première fois élevé la Justice au rang de «Pouvoir».

Le projet d'appui à la réforme de la Justice (PRODEJ) qui en est l'illustration la plus éloquentة a pris corps grâce à l'engagement des Pouvoirs Publics à œuvrer dans le sens d'une réhabilitation de la Justice malienne. La volonté politique manquée et les efforts consentis par l'Etat ont incité des partenaires techniques et financiers à accompagner les pouvoirs publics dans ce processus de réhabilitation du service public de la Justice.

C'est en effet le lieu de rappeler l'intérêt manifesté depuis les indépendances par les partenaires au développement à l'endroit de la Justice. Il s'agit en l'occurrence de l'ex-URSS et de la Belgique (dotation en véhicules), de la France, de l'Agence de la Francophonie, des Pays-Bas, de la Fondation Friedrich Ebert (formation, équipement, documentation) ; de l'USAID et de la Banque Mondiale (programme de réforme économique et Droit des Affaires) ; de l'Arable Saoudite (construction d'infrastructures), enfin du Canada dans le cadre la planification opérationnelle de la réforme.

Ceux structures ont été créées à cet effet sous l'égide du ministère de la Justice en vue de poser les jalons devant conduire à l'émergence d'une Justice conforme aux attentes des populations. Il s'agit d'une part de la Commission Nationale Préparatoire des Concertations Régionales et du Forum et d'autre part du Comité de Pilotage du Projet d'appui à la Réforme de la Justice (CP-PRODEJ)

Le comité de pilotage a été mis sur pied suite au Décret n° 98-186 PM-RM du 21 Mai 1998 du Premier Ministre et ses membres désignés par le Garde des Sceaux afin de conduire ce processus qui vise à restaurer progressivement la crédibilité de la Justice. Aux termes du mandat qui lui est dévolu, le CP-PRODEJ est chargé de :

- Procéder aux études, recherches et analyses en vue de rassembler les informations et dégager les problèmes généraux qui se posent à l'institution judiciaire ;
- Elaborer les axes et les éléments de réforme à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité du service public de la Justice ;
- Appuyer l'émergence d'une coalition en faveur de la réforme de la Justice tant au niveau de la société civile que des partenaires techniques et financiers du Mali.

C'est sur la base des attentes recensées à travers un processus participatif impliquant les Pouvoirs Publics ainsi que toutes les couches de la société (famille judiciaire, organisations socioprofessionnelles, opérateurs économiques, du monde rural, associations de jeunes, de femmes, de personnes handicapées, ONG, associations de promotion et de défense des Droits de la personne, autorités traditionnelles, religieux, médias publics et privés) que le CP-PRODEJ propose au Gouvernement et à l'ensemble des partenaires techniques et financiers du Mali un document de politique générale sur la réforme de la Justice assorti d'un plan d'action décennal, d'un chronogramme de mise en œuvre et d'un plan d'investissement en fondant l'espoir que la vision prospective et les orientations qui en découlent permettront l'émergence d'une Justice réhabilitée, efficace et crédible au service de la paix sociale et du développement.

Il convient à cet effet de mieux cerner le système de Justice au Mali avant d'aborder le contexte et les enjeux de la réforme, les objectifs visés et enfin la stratégie de mise en œuvre du programme décennal de développement de la Justice.

1. Le système de justice au Mali

Sur le territoire malien, la justice est rendue par :

- Une cour suprême
- Trois cours d'appel
- Seize tribunaux de première instance
- Quarante-deux justices de paix à compétence étendue
- Trois tribunaux du commerce
- Onze tribunaux de travail
- Trois tribunaux administratifs
- Huit tribunaux pour enfants
- Trois tribunaux militaires

1.1 La Cour suprême

Plus haute instance judiciaire du pays, la cour suprême est chargée d'assurer l'unité du Droit national par l'unité de la jurisprudence. Elle se divise en trois sections qui sont la section judiciaire, la section administrative et la section des comptes.

La section judiciaire est l'arbitre suprême de toutes les décisions rendues en matière civile, sociale et criminelle par les juridictions de la République. Elle contrôle la légalité des décisions contre lesquelles il n'existe pas d'autres voies ordinaires de recours.

En outre, elle se prononce notamment sur les demandes de renvoi d'une juridiction à une autre pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique, les règlements de juges et les demandes de prise à partie.

La section administrative est le juge d'appel de droit commun de toutes les décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Elle est compétente pour connaître en premier et dernier ressort des recours entre autres :

- pour excès de pouvoir visant les décrets et les arrêtés ministériels ou interministériels,
- Visant les décisions rendues par les organismes administratifs à caractère juridictionnel.

La section des comptes juge les comptes des comptables publics, vérifie la gestion financière des agents chargés de l'exécution du budget national et des autres budgets que les lois assujettissent aux mêmes règles, contrôle les comptes matières, examine la gestion financière et comptable des organismes dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière et dans lesquels l'Etat et les collectivités publiques ont un intérêt.

La cour suprême en section réunies statue en qualité de tribunal des conflits en cas de conflit de compétence d'attribution entre les juridictions judiciaires et administratives.

Le Ministère public est représenté auprès de cette institution par un procureur général et des substituts généraux.

1.2 Les cours d'appel

Les cours d'appel connaissent des appels interjetés contre les décisions rendues en première instance par les justices de paix à compétence étendue et les tribunaux de première instance. Chaque cour d'appel comprend au moins une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation.

Elles jugent les affaires criminelles en formation de cour d'assises avec le concours d'assesseurs choisis au sein des populations.

Dans toutes les matières, la cour d'appel statue en présence du procureur général ou de son représentant, avec l'assistance d'un greffier.

1.3 Les tribunaux de première instance

Les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue ont la même compétence matérielle et connaissent en premier et dernier ressort des actions civiles et contraires portant sur des montants qui n'excèdent pas 100 000 francs CFA. Les affaires qui portent sur des montants plus élevés sont susceptibles d'appel.

Ils statuent également en matière correctionnelle.

Dans les localités où il n'existe pas de tribunal de commerce, ces juridictions connaissent des matières attribuées au juge du commerce par la loi.

1.4 Les justices de paix à compétence étendue

Une particularité de l'organisation judiciaire malienne réside dans le fait qu'au sein de la justice de paix, un seul juge cumule les fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement, alors qu'un tribunal de première instance comprend au moins un président, un procureur et un juge d'instruction.

1.5 Les tribunaux de commerce

Les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux transactions entre commerçants, des contestations relatives aux actes de commerce, des faillites, liquidations et règlements judiciaires.

Les tribunaux de commerce sont composés d'un président et de quatre juges consulaires, dont deux titulaires et deux suppléants. Ces derniers sont élus par leurs pairs.

1.6 Les tribunaux de travail

Les tribunaux de travail statuent sur les différends entre les travailleurs et leur employeur, ou les différends relatifs aux conventions collectives.

Les tribunaux de travail sont composés d'un président et de deux assessseurs, dont un représente les travailleurs et l'autre, les employeurs.

1.7 Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs constituent des juridictions de première instance en matière administrative et s'occupent des litiges opposant les citoyens à l'Etat, exception faite de ceux qui relèvent de la section administrative de la cour suprême. Ils statuent aussi sur les recours en annulation pour excès de pouvoir dirigés contre les décisions des autorités administratives régionales et locales, ainsi que sur les recours en interprétation et en appréciation des décisions émanant des mêmes autorités.

Les décisions des juridictions administratives sont collégiales.

1.8 Les tribunaux pour enfants

Les tribunaux pour enfants statuent sur les infractions commises par les mineurs, la majorité pénale étant fixée à 18 ans en République du Mali.

A ce niveau, l'accent est davantage accordé aux mesures de rééducation et de protection avec le concours d'éducateurs sociaux plutôt qu'aux sanctions de pure répression. Les mineurs condamnés purgent leur peine au sein d'un centre spécialisé (Bolle)

2. LE CONTEXTE

Le contexte dans lequel évoluent toutes ces structures se caractérise par des dysfonctionnements prononcés du système de justice en dépit de l'existence d'une volonté politique marquée.

2.1 DYSFONCTIONNEMENTS PRONONCES DU SYSTEME DE JUSTICE

Ces dysfonctionnements sont relatifs à l'état des infrastructures, aux ressources financières, aux ressources humaines, à la formation et la documentation, à la crédibilité même du système de justice...

a) les infrastructures :

Les Cours et tribunaux sont abîmés pour la plupart dans des bâtiments peu fonctionnels et décrépits qui menacent quelquefois ruine. Ces bâtiments datent en effet pour l'essentiel de la période coloniale et sont donc vieux d'une quarantaine d'années. Les efforts de création de structures n'ont pas été accompagnés d'efforts de construction de nouveaux locaux. Les nouvelles structures ont été le plus souvent logées soit dans des locaux pris en bail, soit dans ceux abandonnés par d'autres services plus nantis.

Par ailleurs, l'engorgement des maisons d'arrêt où les normes minima des Nations Unies en matière de détention ne sont pas respectées ne provient pas uniquement de l'insuffisance de travail du personnel judiciaire. Il procède aussi de l'exiguïté et de l'insuffisance des locaux. Construits pour la plupart en banco et pour des petits effectifs, ils ne sont plus adaptés. Les services centraux, palais de justice et maisons d'arrêt fonctionnent avec des moyens logistiques obsolètes ou inexistantes en raison de la modicité des ressources financières.

b) les ressources financières

Malgré les progrès réalisés, les ressources allouées à l'institution judiciaire n'ont jamais atteint un niveau satisfaisant. Les allocations budgétaires n'ont pas encore dépassé le seuil de 1% du budget national en 1999, ce en dépit des créations de nouvelles juridictions, des recrutements du personnel et de la quête de nouvelles des populations qui engendre une croissance exponentielle des activités au sein du service public de la justice.

c) les ressources humaines

Le Mali dispose pour animer et administrer les structures de la justice de :

- 275 magistrats y compris ceux qui sont en détachement ;
- 244 avocats ;
- 30 notaires ;
- 72 huissiers de justice ;
- 33 commissaires-priseurs
- 211 greffiers
- 53 secrétaires de greffes et parquets
- 494 surveillants de services pénitentiaires

Un fort déséquilibre caractérise la répartition du personnel qui est par ailleurs insuffisant. Dans le seul District de Bamako exercent 32% des magistrats, 93,5% des avocats et 80% des notaires

d) formation et documentation

Créée en 1980 pour assurer la formation initiale et continue des magistrats et des auxiliaires de justice, l'Institut National de Formation Judiciaire a très vite montré ses limites. En effet, l'absence de locaux propres et adaptés, l'inexistence d'un corps professoral autonome et de modules de formation adéquats

expliquent qu'il ne puisse remplir ses missions de manière satisfaisante. La formation initiale ne prend pas en compte les domaines de plus en plus complexes du Droit des Affaires, du Droit de la consommation, des nouvelles formes de criminalité.

La documentation est par ailleurs inexistante dans les juridictions qui demeurent, parmi les services publics un des rares espaces où l'outil informatique est pratiquement inconnu en cette fin de XX^e siècle. Tous ces facteurs ont un impact indéniable sur la crédibilité du système de justice.

e) **crédibilité du système de Justice**

Les professionnels du Droit pour leur part, qu'ils soient juges, avocats, notaires, huissiers, commissaires-priseurs, officiers de police judiciaire, sont régulièrement suspects de violations des règles élémentaires de leur déontologie et malheureusement de plus en plus victimes d'expéditions punitives organisées par des justiciables enragés. L'absence de codes de déontologie des professions juridiques et judiciaires, les lacunes relevées dans leur statut (absence de plan de carrière des juges, greffiers, surveillants des services pénitentiaires...) et la mauvaise gestion du personnel ont une influence négative poussant ainsi les justiciables à se détourner du système de justice.

2.2 UNE VOLONTÉ POLITIQUE MARQUÉE

Depuis l'avènement de la III^e République, l'Etat a consenti des efforts significatifs en direction de l'institution judiciaire afin de résorber les dysfonctionnements précités et ce, en termes de rénovation d'infrastructures, de construction, d'équipement, de recrutement de personnel, de formation, de mise en place et de renforcement des structures de contrôle notamment à travers la création d'une inspection des services judiciaires...

Ainsi, on notera la construction de palais de justice modernes et

fonctionnels dans les Communes II, IV, VI du District de Bamako, à Mopti, Kayes, Tombouctou, Diéa, Gourma-Rharous.

Des maisons d'arrêt répondant aux normes internationales sont également en cours d'achèvement à Diéla, Koulikoro, Gao tandis que le Centre d'Observation pour mineurs de Bollé a été transformé en Centre de Détection de Rééducation et de Réinsertion pour femmes et mineurs avec des locaux entièrement rénovés et réhabilités.

Au cours des trois dernières années, un recrutement exceptionnel a permis l'intégration d'une centaine de magistrats de l'ordre judiciaire et administratif, d'une cinquantaine de greffiers et de secrétaires de greffes et parquets et de secrétaires de greffes et parquets, de 494 surveillants de services pénitentiaires au nombre desquels il y a 28 Femmes...

Les professions libérales ont parallèlement enregistré l'arrivée d'une cinquantaine de jeunes avocats au sein du barreau ; d'une trentaine de commissaires-priseurs, d'une quinzaine d'huissiers et de 6 notaires.

Ce personnel a bénéficié d'une formation soit dans le cadre de l'Institut National de Formation Judiciaire (dont les allocations budgétaires bien qu'encore faibles ont été relevées) soit au sein des cabinets des professions libérales précitées.

Un important travail de toilettage des textes usuels est parallèlement en cours, toilettage qui concerne notamment l'environnement juridique et judiciaire du secteur privé, le Code de Procédure Civile, Commerciale et Sociale, le Code Pénal, le Code de Procédure Pénale, les textes sur la minorité pénale, les textes relatifs à l'administration pénitentiaire, à l'éducation surveillée et au régime de la détention. Le Droit commercial se retrouve sous forme de législation, harmonisée dans le cadre de l'OHADA...

En dépit de ces efforts, les besoins demeurent immenses et à l'instar de beaucoup de pays en voie de Développement, le Mali n'a pas encore une Justice à la hauteur de ses ambitions.

Ainsi, le nombre total de magistrats (275) comparé au nombre de la population (10 millions) donne un ratio de 1 magistrat pour 36 000 habitants alors que les normes admises requièrent 1 magistrat pour environ 7000 habitants.

L'insuffisance du personnel et sa mauvaise répartition conduisent à l'inefficacité de la Justice en ce qu'elles entraînent des lenteurs dans le règlement des affaires.

La distribution de la Justice constitue cependant un domaine qui devrait susciter une attention particulière dans un Etat soucieux de garantir la paix sociale, de marquer la prééminence du Droit et de promouvoir le développement à travers la sécurisation des investissements tant des nationaux que des partenaires techniques et financiers.

C'est pourquoi le Président de la République s'est engagé à bâtir une Justice «... plus proche des justiciables, plus diligente, qu'elle ait davantage le souci de leurs droits, qu'elle devienne le garant de l'égalité de tous devant la loi, sans distinction de fortune, d'éthnie ou de religion - telle est mon ambition ! alors la confiance renaissant dans les institutions de notre pays en sera renforcée durablement ». Le Président s'est aussi fait l'écho d'une demande formulée par le syndical Autonome de la Magistrature à l'effet d'organiser un Forum national sur la Justice.

C'est à cet effet que le Premier Ministre, chef du Gouvernement, s'est engagé dans sa déclaration de politique générale présentée devant l'Assemblée Nationale courant Décembre 1987.

L'organisation d'un Forum s'inscrit dans l'optique de poser un

diagnostic sans complaisance des dysfonctionnements de la Justice afin de dégager les axes prioritaires d'un plan d'action décennal visant à réhabiliter la Justice d'une manière durable.

Le Forum National sur la Justice s'est tenu à la suite d'un processus cohérent de planification de la réforme.

2.3 PLANIFICATION DE LA REFORME

Les solutions à apporter aux défis qui interpellent le service public de la Justice ne peuvent être uniquement factuelles en raison de l'ampleur des défis à relever car il s'agit de poser les fondations d'une nouvelle Justice.

Ces solutions en outre ne sauraient émerger des seuls applicateurs du Droit, la Justice et le Droit constituant en définitive le reflet de l'ensemble des préoccupations de la société dont ils contribuent à assurer la pérennité et la cohésion.

Ceuvre de longue haleine, la réforme de la Justice se veut à la fois globale et Participative.

Approche Globale

L'approche en matière de réforme de la Justice peut être purement technicenne par la mise en œuvre d'une politique de relecture des principaux textes de loi et l'amélioration du statut des professionnels du Droit en général et des Juges en particulier.

L'approche peut être aussi sectorielle par la réforme progressive du cadre juridique et judiciaire dans un domaine spécifique notamment l'environnement juridique du secteur privé, le Droit Foncier, le Droit de la Famille...

L'approche peut être enfin globale à travers une démarche prenant

en compte les principaux secteurs du Droit afin d'aboutir à une Justice, plus conforme à l'environnement socio-culturel et économique.

C'est en s'inspirant de ces différents schémas dans l'espace francophone et des expériences de réforme tirées des pays d'Afrique Latine et d'Asie que le Gouvernement a privilégié une approche à la fois globale et participative.

Les solutions ponctuelles de recrutement de personnel, de rénovation d'infrastructures ou de relecture des textes ayant montré leurs limites, il apparaît impérieux de définir une politique s'inscrivant dans la durée.

Processus participatif

La prise en compte des préoccupations des citoyens revêt une dimension essentielle dans l'optique de la réforme. Il s'agit d'une dynamique qui assure la viabilité même du processus dès lors que les orientations stratégiques sont partagées par l'ensemble des acteurs de la Justice, les populations, les pouvoirs publics ainsi que les partenaires techniques et financiers du Mali.

Les questionnaires, les journées d'études, les concertations régionales, la mise en place des relais, les études ponctuelles et les mémoires constituent les étapes majeures de ce processus couronné par la tenue d'un Forum National sur la Justice.

A) **Les questionnaires** : De Décembre 1997 à Janvier 1998, les critiques, suggestions et préoccupations des populations ont été recueillies grâce à un questionnaire soumis à leur appréciation sur l'ensemble du territoire par la Commission Nationale Préparatoire des Concertations et du Forum sur la Justice appuyée par 32 jeunes diplômés recrutés pour la circonstance.

Sur un total de 3000 personnes interrogées, 65 % estiment que la

couverture judiciaire du pays n'est pas bien assurée, 51 % considèrent la lenteur, la lourdeur, les renvois et la corruption comme les principaux facteurs qui entravent le fonctionnement quotidien des tribunaux ; 64 % pensent que les Juges ne sont pas dans les conditions décentes pour remplir leur office, 38 % n'ont aucune confiance en la Justice...

Le dépouillement et l'analyse des questionnaires ont permis de cibler les thèmes de discussion lors des concertations régionales qui ont été précédées de journées d'études avec la société civile.

B) **Les Journées d'études** : Dans le courant du mois de Septembre 1998 le CP-PRODEJ a tenu des journées d'études qui ont rassemblé près de 200 organisations et associations représentatives de la société civile dont des associations de promotion et de défense des droits de la Femme, de l'Enfant et des personnes handicapées, des organes de presse tant publique que privée... Ces journées d'études ont permis une participation de qualité de la société civile aux concertations régionales.

C) **Les Concertations Régionales** : Il s'agit d'un exercice unique dans la sous-région, qui ne connaît d'équivalent pour l'heure sur le continent Africain qu'au Malawi et qui s'est déroulé dans les chefs-lieux des régions et le District de Bamako du 15 Octobre au 15 Novembre 1998 rassemblant toutes les couches de la société.

Les groupements socioprofessionnels d'opérateurs économiques, d'agriculteurs, les organisations non gouvernementales, les leaders d'opinion, les élus de la Nation, les autorités traditionnelles, les religieux, les représentants de l'Administration et de la famille judiciaire ont ainsi donné leur point de vue et fait des propositions en ce qui concerne les dysfonctionnements de la Justice dans le cadre des préparatifs du Forum National.

D) **La mise en place de relais régionaux** : Il s'agit d'une étape décisive visant à créer des noyaux regroupant à la fois des

représentants de la famille judiciaire et les principales composantes de la société civile en vue de favoriser l'émergence d'une coalition qui rendra la réforme irréversible. Les relais qui ont été mis en place courant Février et Mars 1999 constitueront sans nul doute un cadre privilégié de dialogue et de concertation sur le processus de la Réforme, ses enjeux et les objectifs à atteindre dans l'optique de la prise en compte et de la conciliation des préoccupations parfois contradictoires de l'ensemble des composantes de la nation malienne.

E) Les études ponctuelles et les mémoires : Ces études et mémoires initiés dans le cadre des préparatifs du Forum visaient à affiner les thématiques à débattre grâce au concours d'experts et à donner le point de vue des composantes de la famille judiciaire et de la société civile sur les enjeux de la réforme. Le syndicat Autonome de la Magistrature (SAM), le Barreau, l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), l'Union Nationale des Journalistes du Mali (UNAJOM), et le Comité de Coordination des Organisations Non Gouvernementales (CCA-ONG) sont parmi les organisations les plus représentatives ayant préparé et déposé des mémoires qui ont alimenté les débats lors du Forum National sur la Justice.

F) Le Forum National sur la Justice : Il apparaît comme le tournant majeur dans le processus de planification de la réforme. En effet, du 30 Mars au 03 Avril 1999, se sont retrouvés au Palais des Congrès et sous le haut patronage du Président de la République 650 délégués représentant la Famille Judiciaire (magistrats, avocats, notaires, huissiers de Justice, commissaires-priseurs, greffiers, surveillants des services pénitentiaires, officiers de Police Judiciaire...) les Pouvoirs Publics, la société civile (opérateurs économiques, monde rural, jeunes, associations de promotion et de défense des Droits de la personne...) des experts et invités de

marque de pays amis, les partenaires techniques et financiers du Mali (Sénégal, Bénin, Guinée, Algérie, Mauritanie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Canada, France, Pays-Bas, Agence de la Francophonie, Banque Mondiale, PNUD, ...). Ces assises marquées par des contributions de haute qualité et des discussions franches tant en plénière qu'en atelier ont passé au peigne fin les problèmes qui entravaient une bonne distribution de la Justice au Mali.

Les débats ont porté sur les thèmes suivants:

- Etat des lieux de la Justice ;
- Accès à la Justice ;
- Justice et Droits de l'Homme ;
- Indépendance et Responsabilité du Juge ;
- Modes alternatifs de règlement des conflits ;
- Protection des droits de la Femme, de l'Enfant et des couches défavorisées ;
- Justice et corruption ;
- Justice et médias.

La synthèse de l'ensemble des recommandations et résolutions issues du Forum sur la Justice permet de définir les bases de la Réforme tant en ce qui concerne les enjeux que les objectifs visés ainsi que les axes majeurs à intégrer dans le cadre d'un plan d'action décennal.

3. LES ENJEUX DE LA RÉFORME

La réussite du processus entrepris en vue d'une réforme de la Justice dépend pour une large part des enjeux majeurs ayant trait à l'efficacité et à l'accessibilité du service public de la Justice (A) mais aussi et surtout d'autre part à la crédibilité de l'institution judiciaire (B).

3.1 Accessibilité et Efficacité du Service Public de la Justice.

L'inaccessibilité revêt un caractère à la fois géographique, financier et intellectuel.

Le Mali en effet est un vaste pays qui couvre environ 1 240 000Km². Les juridictions étant pour l'essentiel calquées sur l'organisation administrative du pays, en régions, cercles, arrondissements et communes, les justiciables sont ainsi obligés parfois de renoncer à faire prévaloir leurs droits plutôt que de devoir parcourir des centaines de kilomètres qui les séparent souvent des cours et tribunaux.

L'exemple du contentieux administratif illustre à suffisance le parcours physique «intéligé» aux justiciables. Un plaideur résidant à Gao devait impérativement franchir 1200 Km pour saisir la section administrative de la Cour suprême à Bamako.

Des efforts ont été à cet égard entrepris afin de mieux rapprocher la Justice du citoyen. La création d'un tribunal administratif au siège des 3 cours d'appel que compte le pays, notamment à Bamako, Kayes et Mopti, ne réduit ainsi que de moitié la distance à parcourir par le plaideur de Gao précité. A titre indicatif, avec une superficie de 476 000 Km² et une population légèrement supérieure à celle du Mali (12 millions contre environ 10 millions), il existe au Cameroun

1 cour suprême, 10 cours d'appel, 52 tribunaux de grande instance et 56 tribunaux d'instance.

Le Mali compte en comparaison 1 cour suprême, 3 cours d'appel, 16 tribunaux de première instance, 3 tribunaux de commerce, 3 tribunaux administratifs et 42 justices de paix à compétence étendue, 11 tribunaux du travail dont 3 ne fonctionnent pas ; 8 tribunaux pour enfants dont un seul fonctionne ; 3 tribunaux militaires dont aucun n'est encore opérationnel.

Le coût de la Justice exclut aussi les couches défavorisées de la population qui ne sont pas en mesure de payer des frais de consignation élevés, encore moins d'avoir recours aux services d'un avocat. L'assistance judiciaire en faveur des démunis demeure un vœu pieux en dépit des efforts limités du Bureau à travers les tours juridiques qui comportent des constitutions bénévoles au profit des justiciables. En outre, la loi portant assistance judiciaire est méconnue, ce qui pose le problème de l'accessibilité intellectuelle.

Le justiciable ignore en effet la plupart des textes usuels qui régissent ses rapports quotidiens avec l'Etat, ses concitoyens, ses propres droits et obligations. Le langage esotérique en usage dans les prétoires donne l'impression aux justiciables d'être aux prises avec une corporation sectaire.

Le justiciable qui franchit ces obstacles ne parvient pas généralement à obtenir satisfaction en raison de la longueur des procédures, des renvois interminables, des difficultés d'obtenir en temps utile la délivrance de tel ou tel acte de procédure. Ainsi, selon les statistiques communiquées par le ministère de la Justice à l'occasion d'un questionnaire adressé par l'Agence de la Francophonie dans le courant de l'année 1994, la durée moyenne

d'une procédure en matière civile en première instance est de 6 mois tandis que la Tunisie enregistre une durée de deux mois et demi.

L'inefficacité se manifeste par ailleurs par la difficulté qu'ont les textes usuels à trouver des solutions durables aux litiges eu égard à la règle de droit peu compatible avec l'environnement socioculturel ou économique.

C'est le cas en matière foncière dans un pays dont plus de la moitié de la population ne vit que de l'agriculture.

La combinaison de ces facteurs explique en partie la perte de confiance des citoyens à l'endroit de la Justice.

3.2 Confiance des populations

D'une manière générale, l'Administration publique fait l'objet d'une défiance des populations dans les pays en voie de développement. Le Mali n'échappe pas à la règle et le Gouvernement dans le cadre de ses orientations stratégiques a inscrit au rang de ses priorités la restauration de cette confiance qui constitue la « pierre angulaire de sa politique ».

Les récriminations d'incompétence, d'opacité et de corruption ont plus de portée lorsqu'elles affectent la Justice qui est sans conteste le socle sur lequel repose l'Etat de Droit.

La défiance des citoyens vis-à-vis de la Justice s'est ainsi illustrée à travers la recrudescence de la justice sommaire et expéditive y compris à l'encontre des juges, le refus d'exécuter les décisions de justice, le recours aux modes traditionnels de règlement des conflits...

La réforme de la Justice apparaît dès lors comme une nécessité incontournable pour éviter le règne de l'arbitraire et la

déliquescence de l'Etat, réforme à entreprendre à travers des objectifs ciblés.

4. OBJECTIFS GENERAUX DE LA REFORME

La réforme de la Justice qui procède de la réforme institutionnelle vise essentiellement trois objectifs généraux. Il s'agit de renforcer l'ancrage de l'Etat de Droit, de garantir la paix sociale et enfin de promouvoir le développement.

Renforcement de l'ancrage de l'Etat de Droit : la primauté du Droit dans les relations inter institutionnelles est un gage indéniable de la consolidation des acquis de la démocratie qui sont encore fragiles au Mali. La primauté du Droit à cet égard assure à la fois la légitimité de ces institutions et une saine gestion des affaires publiques à travers l'obligation de responsabilité et de transparence, une lutte effective et efficace contre la corruption dans toutes les sphères de la vie publique afin de restaurer la crédibilité du service public.

Le renforcement de l'Etat de Droit suppose par conséquent un train de mesures en vue de donner au Pouvoir Judiciaire les moyens institutionnels de son indépendance, le respect et la promotion des Droits de la Personne. En effet, malgré les progrès considérables enregistrés dans ce domaine, il existe encore un décalage entre les principes proclamés, notamment le respect de la présomption d'innocence et les réalités du terrain en raison des conditions souvent déplorables de la garde à vue, de la longueur des détentions préventives, de l'engorgement des prisons,...

L'impact de ces dysfonctionnements sur l'effectivité des Droits de la personne est nettement perceptible chez les couches vulnérables que sont les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées par rapport à la jouissance et à l'exercice de certains droits qui leur sont pourtant reconnus. C'est dire qu'une attention particulière devrait être consacrée à ces couches au risque d'aggraver les fractures sociales et l'exclusion.

Garantie de la paix sociale : le Droit est de prime abord un instrument d'intermédiation et de pacification des rapports sociaux. Il perd par conséquent sa vocation lorsqu'il attise ou entretient des conflits qui se perpétuent souvent de génération en génération ou qui emportent des tourments dramatiques à travers des affrontements sanglants soit entre individus, soit entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs unies par des liens séculaires et condamnées à vivre ensemble.

La garantie de la paix sociale passe en outre par une politique pénale assurant la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire et une lutte cohérente contre les nouvelles formes de délinquance en matière économique et financière ainsi que le banditisme urbain et trans-frontières.

Il revient en somme à la Justice d'une part de résoudre l'équation entre le Droit moderne, héritage de la colonisation et les règles de la coutume et d'autre part de concilier des impératifs parfois contradictoires entre les intérêts de la société et ceux de l'individu ; le formalisme des procédures et la garantie à tous et à chacun d'un égal accès à la Justice et un procès équitable dans un délai raisonnable ; de concilier en définitive les exigences d'une justice qui se doit d'être rapide sans être expéditive, qui allie le respect de la loi et la prise en compte de l'équité. C'est seulement ainsi que les populations ne seront pas obligées de se détourner des tâches de développement qui les interpellent en tant qu'individus mais aussi en tant qu'acteurs responsables du Devenir de la nation.

Promotion du Développement : La symbiose entre le Droit et son environnement constitue un terrain fertile pour le développement, en particulier dans sa dimension économique. Le Mali ne saurait dans le concert des nations évoluer en vase clos dans un environnement économique caractérisé par le jeu

de la libre concurrence, l'intégration sous régionale et le défi de la mondialisation à l'ère du 3^e millénaire.

L'intégration à l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) pour ne citer que cet exemple requiert des efforts en vue de simplifier les textes et procédures, d'assurer leur diffusion afin qu'ils soient connus tant par les applicateurs du Droit que par les investisseurs nationaux et étrangers, de veiller à la cohérence de la jurisprudence soumise dorénavant à une censure supra nationale (Cour Commune de Justice et d'Arbitrage), enfin de diligenter les causes sans retard injustifié.

5. OBJECTIFS SPECIFIQUES ET AXES D'INTERVENTION

Les objectifs spécifiques visés par la réforme en corrélation avec les enjeux évoqués portent d'une part sur l'amélioration de l'accessibilité et de l'efficacité du service public de la Justice (A) et d'autre part sur la restauration de la crédibilité et de la confiance des populations ainsi que des partenaires techniques et financiers du Mali à l'endroit du système de Justice (B).

5.1 Amélioration de l'accessibilité et de l'efficacité du service public de la Justice.

L'accès à la Justice est un droit fondamental qui détermine l'exercice de tous les autres droits reconnus aux justiciables. La mise en œuvre de ce droit se heurte à des obstacles déjà relevés, à savoir :

- l'insuffisance des juridictions ;
- leur éloignement ;
- le coût élevé des procédures ;
- l'absence ou l'insuffisance des moyens matériels ;
- l'ignorance ou la mauvaise compréhension du Droit ;
- le déphasage fréquent entre Droit moderne et Droit coutumier ;
- le déphasage entre Droit économique national et Droit sous-régional ou international ;

Les axes stratégiques d'intervention concerneront la révision de la carte judiciaire (1), la suppression ou la révision à la baisse des frais de Justice (2), le renforcement des infrastructures, de l'équipement, de la logistique et du budget (3), la simplification des textes et procédures et leur harmonisation avec l'environnement socio-culturel et économique (4), l'information, l'éducation et la communication (5) enfin la documentation (6).

1) Révision de la carte judiciaire : Cette révision sera initiée afin de mieux rapprocher physiquement la Justice des justiciables en

intégrant les réalités démographiques, économiques et sociales et à terme les nouvelles solidarités qui prennent corps avec le processus de la Décentralisation.

Une politique de création de juridictions sera menée de manière progressive dans l'optique du remplacement des Justices de paix par des tribunaux de première instance ;

La révision de la carte judiciaire concernera aussi :

- l'extension des juridictions administratives et de commerce ainsi que des cours d'appel à tous les chefs-lieux de régions ;
- la création de chambres régionales de discipline budgétaire ;
- la rédefinition de l'organisation et du fonctionnement des tribunaux de première instance de Bamako ;
- la définition d'un statut spécial pour les services centraux du ministère de la Justice permettra une prise en charge efficiente de ces nouvelles configurations en harmonisant le statut du personnel avec celui des autres magistrats. Les services centraux seront ainsi dotés d'un personnel plus motivé et dont les capacités seront renforcées, ce qui permettra au Ministère d'assurer avec efficacité ses missions d'impulsion, de coordination et de contrôle de l'activité des juridictions.

2) Suppression ou révision à la baisse des frais de Justice :

La Justice est rendue gratuitement au nom du Peuple. En d'autres termes, le fonctionnement du service public de la Justice est assuré par le budget de l'Etat. Toutefois, l'accès au prétoire requiert souvent le recours à l'assistance d'auxiliaires de Justice (avocats, huissiers, notaires,...) dont les prestations sont rémunérées par les parties ou encore le paiement des droits de timbre, d'enregistrement, de consignation ou de taxes perçus au profit du Trésor Public.

Le rapport de force entre les parties au procès est ainsi susceptible d'être déséquilibré au détriment des moins nantis... L'objectif qui sous-tend cette stratégie de lutte contre l'exclusion est de permettre l'accès à la Justice des couches démunies de la population. Par conséquent, l'accent sera parallèlement porté sur l'assistance judiciaire et l'élaboration de conventions d'honoraires entre les avocats et leurs clients.

3.) Renforcement des infrastructures, de l'équipement, de la logistique et du budget : Les difficultés matérielles qui entravent la distribution diligente de la Justice tiennent en partie leur origine du caractère peu fonctionnel des locaux abritant les juridictions ; l'obsolescence de l'outil de travail ou l'absence du minimum en machines, fournitures de bureau, véhicules de liaison...

Un programme cohérent portera sur :

- les constructions à faire dans la perspective d'un plan-type de juridiction et de logements d'astreinte ;
- la cotation en équipement de base notamment l'introduction de l'informatique et de la bureautique ;
- la création d'un réseau informatique national propre au service public de la Justice ;
- l'automatisation de l'édition des jugements et du fichier d'exécution des peines ;
- la création d'un cadastre judiciaire central et d'un fichier national en vue de mieux gérer la criminalité ;
- la cotation des juridictions en véhicules de liaison et des prisons en fourgons cellulaires ;
- la rénovation et la construction de locaux de garde à vue ainsi que la dotation de la police judiciaire en moyens logistiques ;
- la construction de prisons conformément aux normes requises et leur dotation en outils de production, médicaments, tenue pénale, literie...
- la dotation du personnel de surveillance en équipement ;
- la construction de services centraux ;

En ce qui concerne le budget, les stratégies porteront sur :

- l'augmentation substantielle des dotations budgétaires des services centraux, des juridictions, de l'Administration pénitentiaire et de l'Education Supérieure...
- la création au niveau de Trésor Public d'un compte spécial d'allocation alimenté par les ressources générées par le service public de la Justice notamment les amendes prononcées en matière pénale...
- la prise en charge dans le cadre de l'assistance judiciaire des honoraires des avocats et des huissiers de justice ;
- la constitution de régie au niveau des greffes des juridictions pour faire face aux dépenses urgentes de fonctionnement.

4.) Simplification des textes et harmonisation : La situation du Droit positif se caractérise à la fois par une grande disparité des règles applicables notamment en matière coutumière et des vides juridiques dans certains domaines.

Il s'agira de simplifier les règles afin de les rendre plus accessibles à la majorité des citoyens, de combler les vides juridiques en tenant compte de l'environnement socioculturel en particulier dans le domaine du Droit de la Famille, du Droit Foncier...

Il s'agira également de prendre en compte les domaines nouveaux qui émergent et qui seront sources inévitables de conflits (Droit de la Consommation, Droit de l'environnement, ...).

Les stratégies seront par ailleurs axées sur :

- la mise en place d'un Comité Scientifique ;
- la modification du mode de fonctionnement de la Chambre Sociale de la Cour d'Appel par la suppression des assesseurs ;
- La promotion des mécanismes alternatifs de règlement des litiges (médiation, conciliation, arbitrage...) évitant l'engorgement inutile des juridictions et sera de nature à renforcer l'efficacité de la Justice grâce à des solutions convenues.

Dans le même ordre d'idées, la médiation sera réglementée en matière pénale afin d'apporter une réponse judiciaire adaptée à certaines formes de délinquance à savoir les violences légères, les injures ou rixes découlant des contextes de voisinage.... Il s'agit de favoriser une justice de proximité qui contribuera au renforcement de la paix sociale.

La promotion des modes alternatifs de règlement des litiges sera accompagnée d'un appui institutionnel en direction des organes de règlement traditionnels ou modernes (cadi, chambres d'arbitrage..) en vue de renforcer leur capacité d'intervention.

Il s'agira au plan régional de renforcer l'harmonisation du Droit des Affaires, d'identifier les goulots d'étranglement et de simplifier les procédures dans l'optique de mieux sécuriser l'investissement des opérateurs privés nationaux et de partenaires techniques et financiers du Mali.

5.1. Information, Education et Communication : La stratégie d'information, d'éducation et de communication contribuera à la connaissance par les citoyens de leurs droits et obligations, d'appréhender et de donner leurs points de vue sur l'organisation et le fonctionnement des institutions juridiques et judiciaires, ses dysfonctionnement ainsi que les enjeux de la réforme de la Justice.

Les stratégies ciblées dans ce cadre porteront sur :

- la création de bureaux d'information et d'accueil ainsi que de bureaux de presse auprès des juridictions ;
- les campagnes médiatiques ;
- la traduction des textes fondamentaux dans les langues nationales et leur diffusion....
- L'implication et le renforcement de la société civile dans la diffusion et la vulgarisation du Droit.

6.) Documentation : En ce qui concerne la documentation, les stratégies seront axées sur :

- la création d'un centre national de documentation juridique et judiciaire spécialisé dans la collecte, le traitement, la diffusion et la mise à jour de la jurisprudence ;
- la constitution d'une banque de données ;
- la création de bibliothèques au niveau des juridictions.

5.2. Restauration de la crédibilité et de la confiance tant des populations que des partenaires techniques et financiers

La crédibilité et la confiance dépendent de l'amélioration de l'accessibilité et de l'efficacité. Elles ne seront cependant restaurées qu'au prix de stratégies axées d'une part sur les ressources humaines qui devront être bien formées (1) d'autre part sur la mise en œuvre d'une stratégie efficiente en vue de réduire la corruption au sein du service public de la Justice et des autres secteurs de la vie publique (2) enfin de la protection effective et de la promotion des Droits de la personne (3).

1.) Ressources Humaines et Formation : les stratégies viseront à un recrutement qualitatif et quantitatif de magistrats et d'auxiliaires de Justice (greffiers, secrétaires de greffe et parquets, avocats, notaires ...) en vue notamment de réduire les délais d'instance dont la longueur est de nature non seulement à remettre en cause le principe de l'égalité des justiciables mais également d'entretenir la suspicion à l'endroit des juridictions :

- l'institution d'un juge de la mise en état afin d'accélérer les procédures ;
- la mise en œuvre d'une politique d'incitation en direction des professions libérales afin d'assurer la couverture du territoire en auxiliaires de justice ;
- le recrutement du personnel d'appui des juridictions (surveillants de prisons, éducateurs sociaux, interprètes, chauffeurs ; plantons...) ;

Les stratégies visent aussi à :

- la relecture ou à l'élaboration des statuts en vue de renforcer l'indépendance de la Justice notamment à travers un plan de carrière incitatif ;
- l'adoption d'une loi organique fixant l'organisation, la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- la suppression du pouvoir de suspension reconnu au Ministre chargé de la Justice en matière disciplinaire qui ne pourra intervenir que sur avis conforme du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Le renforcement de l'indépendance de la magistrature ira de pair avec une responsabilisation accrue des juges qui rendent la Justice et disent le droit au nom du Peuple souverain. Il s'agira à cet égard de réviser les règles en vigueur sur la prise à partie et la désaveu en vue de renforcer le recours des citoyens dans le cadre de la mise en jeu de la responsabilité professionnelle des juges et des auxiliaires de justice.

La formation est par ailleurs une condition majeure de la crédibilité. Il s'agira d'établir une programmation cohérente de la formation, en

l'occurrence :

- la formation de base, la formation continue qui sera obligatoire ainsi que les domaines de pointe qui requièrent une plus grande spécialisation (Droit des Affaires, criminalité transnationale,...) ;
- la formation des juges, des greffiers, du personnel d'appui et des professions libérales à l'utilisation de l'outil informatique et aux technologies de la communication ;
- la formation des interprètes, des assessseurs, des animateurs des bureaux d'accueil, des parajuristes.

2) Lutte contre la corruption : La Justice n'échappe pas au phénomène de la corruption qui gangrène tous les secteurs du

service public et réduit à néant les efforts consentis tant par l'Etat que par les partenaires au développement.

Les stratégies ciblées porteront sur :

- le renforcement du contrôle à tous les échelons du service public de la Justice par le renforcement des capacités de l'inspection des services judiciaires et des autres organes de régulation et de contrôle de l'activité judiciaire (chambres d'accusation, Parquets) ;
- la mise en place de mécanismes indépendants de prévention de la corruption notamment à travers un Observatoire comprenant des représentants de la société civile ;
- l'amélioration de la transparence au niveau des procédures ;
- l'application stricte et objective des sanctions aux manquements des règles de déontologie ;
- le renforcement du contrôle disciplinaire du Parquet général sur les professions juridiques et les OFJ ;
- l'élaboration de codes de déontologie et leur diffusion ;
- l'élaboration d'un programme de formation en déontologie ;
- la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption avec le concours de la société civile.

3) Promotion des Droits de la personne : La stratégie de promotion et de protection des droits de la personne accordera une attention particulière aux groupes-cibles délaivrés, en l'occurrence les Femmes, les Enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées par l'adoption de mesures à caractère législatif ou réglementaire.

A cet égard il s'agira de :

- De réviser les textes discriminatoires à l'endroit des groupes cibles précités ;
- Réviser le Code Pénal en ce qui concerne les atteintes à l'intégrité physique de la Femme et de la fille ;

- D'élaborer une stratégie efficiente de lutte contre les adoptions internationales faciles contraires aux intérêts de l'enfant ;
 - D'élaborer une stratégie de lutte contre le trafic d'enfants ;
 - D'élaborer une loi d'application des règles d'égalisation des chances des personnes handicapées ;
 - De mener des recherches sur le veuvage , le lévirat et le sororat ;
 - De créer des centres d'accueil et de placement sur toute l'étendue du territoire au profit des enfants en situation difficile ;
 - De renforcer les capacités du centre de détention pour femmes et mineurs ;
 - De rallier et de mettre en œuvre tous les instruments internationaux en matière de Droits Humains ;
 - De renforcer l'éducation aux Droits de la personne dans les programmes des établissements scolaires et universitaires.
- Cette promotion portera aussi sur :
- le renforcement des actions initiées en vue d'humaniser les conditions de détention et de favoriser la réinsertion professionnelle des condamnés à l'expiration de leur peine et ce, à travers un régime pénitentiaire adapté ;
 - la rédynamisation des commissions de surveillance des prisons ;
 - la promotion des pénitenciers agricoles ;
 - l'adoption de textes sur les travaux d'intérêt général (TIG) et autres peines de substitution à l'emprisonnement ;
 - l'ouverture d'un débat sur la peine de mort ;
 - l'élargissement du droit de sursis de la Cour Constitutionnelle à tous les citoyens en matière de protection des Droits Humains ;
 - le renforcement des capacités des cliniques juridiques, des ONG et des associations de promotion des Droits de la Personne.

L'adoption d'une loi d'application de l'article 9 de la Constitution en ce qui concerne l'intervention de l'avocat à l'enquête préliminaire procède par ailleurs du renforcement de la présomption d'innocence et du respect des droits de la défense.

Il s'agit dans cette optique de veiller au :

- respect de l'intégrité physique des suspects gardés à vue ainsi que des délais légaux prévus en la matière ;
 - de limiter la durée de la détention provisoire en matière correctionnelle et criminelle ;
 - d'accélérer les délais d'audience d'une part pour une meilleure efficacité de la répression et d'autre part afin d'éviter les condamnations tardives ;
 - d'engager la réflexion sur les mécanismes de réparation par l'Etat lorsqu'un individu est relaxé ou acquitté après avoir subi une détention anormalement prolongée.
- D'engager la réflexion sur les moyens de concilier la présomption d'innocence, le secret de l'instruction et le besoin d'information du public.

Section II

PLAN D'ACTION DÉCENNAL

OBJECTIFS - STRATÉGIES - ACTIVITÉS - RÉSULTATS ESCOMPTÉS

PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION DU PROGRAMME DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA JUSTICE

Cette section porte sur la chaîne des résultats escomptés du programme décennal de développement de la Justice.

Chacun des onze volets prioritaires y est abordé sous 6 angles :

- Stratégies;
- Objectifs;
- Activités;
- Résultats escomptés à court terme;
- Résultats escomptés à moyen terme;
- Résultats escomptés à long terme.

Chaque niveau de résultats est accompagné d'indicateurs de rendement. Les indicateurs sont des données de repère qui permettent d'apprécier aussi objectivement que possible la performance et le rendement à l'issue de la mise en œuvre des activités prévues.

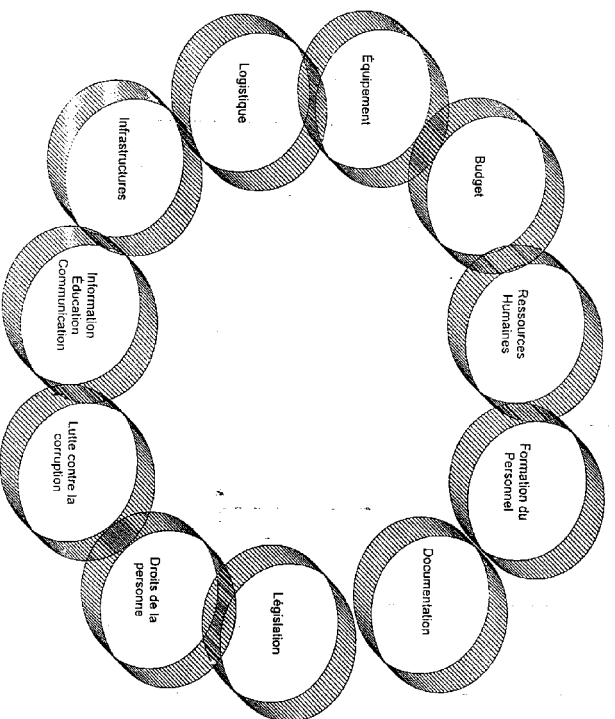


Schéma 1 : LES 11 VOLETS DU PLAN D'ACTION DU PROGRAMME DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA JUSTICE AU MALI

RESSOURCES HUMAINES - FORMATION - DOCUMENTATION

Doter adéquatement l'appareil judiciaire en ressources humaines

Le programme d'ajustement structurel a mis un coup de frein au recrutement dans tous les corps de l'Etat, y compris dans la Magistrature et dans le corps de greffiers. De plus les départs à la retraite par anticipation ont entraîné une déperdition en ressources humaines.

Selon les statistiques les plus récentes en date de l'année 1989, le Mali compte 275 magistrats (dont 28 en détachement) 211 greffiers et 53 Secrétaires des greffes et parquets. Cette faiblesse des effectifs, hypothèque dangereusement le bon fonctionnement des services dont les missions se sont accrues à la faveur des événements de Mars 1991.

Le tableau synoptique suivant du personnel magistrat au sein de la Cour Suprême, des Cours d'Appel, des Tribunaux de première instance et des Directions Nationales illustre bien cette situation

Services	Nombre légal prévu	Nombre existant	Déficit
Cour Suprême	46	17	29
Cour d'Appel de Bamako	25	19	7
Cour d'Appel de Kayes	12	8	5
Cour d'Appel de Sikasso	12	7	5
Tribunaux de 1 ^{re} instance	6119 = 95	85	10
DNAS	12	7	5
DNAS	12	4	8
DNAPES	09	4	5
DNFJ	03	2	1

Par ailleurs le déficit en ressources humaines se dédouble d'un autre déficit tout aussi alarmant qu'est celui de l'information.

Combler les déficits en matière d'information juridique et judiciaire

En effet si l'adage dit que : «Nul n'est censé ignorer la loi» cela suppose ou présuppose que l'ensemble des textes (lois, décrets, arrêtés règlements, jurisprudence etc.) sont accessibles à tous.

L'accessibilité à l'information juridique et judiciaire est une donnée fondamentale dans un Etat de Droit, car elle renforce le fonctionnement de la démocratie en ce que les règles du jeu sont connues de tous ; elle impulse aussi le développement en ce sens qu'elle assure la sécurité des transactions.

La publication régulière des textes et leur disponibilité constante contribuent à la diffusion du Droit et à sa connaissance par les citoyens. Là réside la meilleure garantie de la protection et de la promotion des droits et libertés.

La problématique de la diffusion des textes soulève des questions comme leur entrée en vigueur, leur force exécutoire, leur opposabilité. Des lors, il importe que les acteurs et les usagers de la justice sachent les enjeux de la publication et de la diffusion des textes.

Le Décret n° 252 du 03 Septembre 1959 toujours en vigueur édicte en son article 3 : « les actes législatifs et réglementaires sont opposables aux tiers, le lendemain de leur publication dans la capitale de l'Etat et un jour franc après l'arrivée du journal officiel dans les chefs lieux de circonscription administrative... »

Ce texte fait clairement ressortir deux notions que sont la publication et la diffusion comme conditions d'entrée en vigueur et d'opposabilité des textes. Mais concrètement de quelle preuve dispose t-on pour affirmer qu'un texte est entré en vigueur à Kidal ou Mopti ?

Il convient de rappeler qu'en 1978 la parution du Journal Officiel fut interrompue durant cinq ans. A la reprise en 1983 le retard n'a pas été comblé, mais le journal s'est plutôt réduit sur l'année en cours. Ce n'est que récemment que les numéros des années 1979, 1980 et 1981 ont été publiés avec l'omission de l'année 1982.

Dès lors à qui peut-on opposer la maxime «nul n'est censé ignorer la loi» ? Cette situation est d'autant plus dramatique qu'une des lars de notre justice réside dans la difficulté d'accès à l'information tant pour les magistrats que pour les justiciables.

Sur le plan de la documentation, le programme de réforme vise essentiellement à moderniser la gestion de l'information juridique.

VOLETA : RESSOURCES HUMAINES

SAU	AO1	AO2	AO3	AO4
Objectif Augmentation et recrutement de la dotation de l'appareil judiciaire en ressources humaines	Identification des besoins en personnel	Les besoins de l'appareil judiciaire en personnel sont identifiés Indicateurs de rendement : Existence d'une étude d'évaluation des besoins de l'appareil judiciaire en personnel	Le développement des capacités de l'appareil judiciaire en personnel se fait sur la base de besoins clairement identifiés Indicateurs de rendement : Coïncidence entre l'exercice de dotation et les indications de l'étude d'évaluation des besoins	L'appareil judiciaire est doté d'un personnel adéquat Indicateurs de rendement : Niveau effectif de dotation de l'appareil judiciaire en personnel
Stratégie Procéder à un recrutement adéquat du personnel judiciaire	AO2 Recrutement du personnel	L'administration de la Justice a procédé au recrutement : • de magistrats, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets, • d'huissiers, de commissaires prisiers et de notaires, • de surveillants de prisons, de gardiens, de chauffeurs et de gardiens • d'éducateurs sociaux et de techniciens d'apprentissage Indicateurs de rendement : Nombre de ressources humaines recrutées dans les corps cibles	Le fonctionnement de l'appareil judiciaire est plus efficace au niveau de l'apport des différents corps cibles. La célérité et la qualité du service public de la Justice sont améliorées. Les justiciables ont un accès accru à la Justice	L'appareil judiciaire est plus performant dans la distribution de la Justice Indicateurs de rendement : Niveau de performance de l'appareil judiciaire

SBI Objectif Accroissement des performances de l'appareil judiciaire Stratégie Renforcer les bases de connaissance par le biais de la formation du personnel judiciaire	B01 Identification des besoins en formation du personnel	Les besoins en formation du personnel judiciaire sont identifiés Indicateurs de rendement : Existence d'une étude d'évaluation des besoins de formation du personnel	La formation du personnel est faite en fonction de besoins clairement identifiés Indicateurs de rendement : Convergence des initiatives de formation et des besoins identifiés	L'appareil judiciaire dispose d'un personnel compétent Indicateurs de rendement : Conclusions des évaluations des compétences et du rendement du personnel
	B02 Elaboration de programmes appropriés de formation dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Formation des magistrats, • Formation continue des acteurs de la justice • Formation des magistrats et des auxiliaires de justice en informatique et en bureautique 	Des programmes de formation du personnel (ajustés sur mesure et axés sur les priorités) sont élaborés Indicateurs de rendement : Existence de programmes axés sur les priorités en matière de formation continue et de formation en informatique	Les déficits de l'appareil judiciaire en formation des ressources humaines sont adéquatement comblés Indicateurs de rendement : Niveau de dotation de l'appareil judiciaire en personnel qualifié dans les domaines de priorité	Le niveau des compétences du personnel judiciaire est amélioré Indicateurs de rendement : Conclusions des évaluations des programmes de formation
	B03 Mise en oeuvre des programmes de formation	Les programmes de formation élaborés sont mis en oeuvre Indicateurs de rendement : Nombre de programmes mis en oeuvre	Les capacités du personnel judiciaire sont renforcées La performance de l'appareil est améliorée Indicateurs de rendement : Rendement du personnel Appréciation des usagers et du personnel formé	La justice est mieux rendue L'appareil judiciaire est plus crédible Indicateurs de rendement : Niveau de satisfaction des justiciables et du personnel

VOLET C : DOCUMENTATION				
SC1	Objectif: Modernisation de la gestion de l'information juridique et judiciaire	CO1	Création d'un centre national de documentation juridique et judiciaire : • Etude de faisabilité • Texte de création.	<ul style="list-style-type: none"> • Une étude de faisabilité est réalisée : les modalités d'opération sont définies et les besoins matériels, techniques et professionnels sont identifiés. • La création du Centre est formalisée par un texte.
Stratégie Renforcer les capacités de l'appareil judiciaire en gestion de l'information juridique et judiciaire	CO2	Mise en opération du Centre national de documentation juridique et judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de rendement : • Existence d'un texte portant création d'un Centre national de documentation juridique et judiciaire 	<ul style="list-style-type: none"> • L'engagement du gouvernement à moderniser la Justice est davantage perceptible
	CO3	Implantation de bibliothèques d'information juridique et judiciaire : • à Bamako • dans chaque juridiction	<ul style="list-style-type: none"> • Les besoins essentiels en documentation juridique sont identifiés dans le cadre de l'étude de faisabilité sur le Centre national de documentation juridique et judiciaire • Des bibliothèques équipées en ouvrages essentiels à l'application du Droit sont mises sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> • Les professionnels du Droit disposent d'outils de travail essentiels à l'exercice de leurs fonctions • Le Droit est mieux appliqué
			<ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de rendement : • Existence effective de bibliothèques équipées en ouvrages essentiels à l'application du Droit 	<ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de rendement : • Degré d'appréhension des professionnels du Droit
			<ul style="list-style-type: none"> • La gestion de l'information juridique et judiciaire est plus efficace, plus portée, accessible, qualité, etc. • Indicateurs de rendement : • Rendement de l'appareil judiciaire sur le plan du traitement de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Le système judiciaire et l'administration de la Justice sont davantage modernisés • Indicateurs de rendement : • Effet de levier généré par l'existence du Centre national de documentation juridique et judiciaire
			<ul style="list-style-type: none"> • L'appareil judiciaire est plus performant • Indicateurs de rendement : • Degré de satisfaction des acteurs de la Justice et des justiciables 	<ul style="list-style-type: none"> • La Justice est mieux rendue sur l'ensemble du territoire national • Rétroaction des justiciables et des acteurs de la Justice

LÉGISLATION

Le Forum National sur la Justice a fait le constat d'une législation souvent désuète et parfois inadéquate.

Il devient dès lors impérieux de fixer un cadre normatif plus cohérent et plus adapté aux exigences de notre temps et plus compatible avec l'idéal démocratique en vigueur depuis Mars 1991. Pour ce faire il faut essentiellement agir à quatre niveaux :

- en matière de politique pénale ;
- au niveau du droit civil
- au niveau du droit social
- au niveau du droit des affaires

En matière de politique pénale

En matière de politique pénale il s'agira pour le Ministère de la Justice de mettre en œuvre dans les dix ans à venir, une politique législative visant au renforcement plus accru des droits de la personne. Toutes les réformes envisagées tant au niveau du droit pénal qu'à celui de la procédure pénale tendront vers cet objectif.

Dans le domaine de la grande délinquance il s'agira de substituer à la peine des travaux forcés la réclusion criminelle ; et d'engager une réflexion visant à abolir la peine de mort. Dans un cas comme dans l'autre, il est paradoxal de relever ces peines dans l'arsenal juridique d'un pays qui sacralise dans sa Constitution la vie humaine et consacre dans sa législation des incriminations d'une telle sévérité. La législation pénale sera par ailleurs renforcée en vue d'atteindre une meilleure répression de la criminalité financière, du trafic des stupéfiants et du terrorisme.

Dans le domaine de la petite délinquance, la nouvelle politique devra mettre l'accent sur les peines de substitution à l'emprisonnement comme les travaux d'intérêt général, la promotion des pénitenciers agricoles ainsi que des mesures alternatives aux procès classiques comme la médiation pénale.

Il s'agira également d'exploiter une des grandes innovations de notre Constitution, à savoir l'article 9, en prévoyant les modalités d'intervention de l'avocat à l'enquête préliminaire. Il faudra aussi accroître les capacités des parquets et des chambres d'accusation pour limiter les longues détentions, les entorses à la présomption

d'innocence et autres violations des droits de l'Homme dues essentiellement à la faiblesse des moyens.

Il est indispensable d'assurer une plus grande transparence dans la conduite du procès pénal tout en conciliant les droits de la défense avec le droit des citoyens à disposer d'une information saine et objective relative aux affaires en cours.

Dans le souci du renforcement des Droits de la Personne, en plus des réformes nécessaires en matière d'enquête et d'instruction préparatoire ; il importe de réformer la législation relative à l'administration pénitentiaire, à l'éducation surveillée et au régime de la détention pour une meilleure prise en charge de la réinsertion socio-professionnelle des détenus.

De nouvelles lois devront être adoptées en vue de mettre en harmonie notre droit positif avec les différentes conventions internationales ratifiées par le Mali.

Au niveau du droit civil

La nouvelle politique en matière civile devra mettre en œuvre une législation qui assurera la stabilité, la protection et la promotion de la famille qui est la cellule au sein de laquelle se forme la Nation. Cette politique passe par un plus grand respect des droits humains de la femme et de l'enfant, mais aussi par le respect des droits des personnes âgées et des handicapés qui éprouvent parfois des difficultés à jouir pleinement de leurs droits.

Dans cette logique, le Code du mariage et de la tutelle et celui de la parenté seront relus et complétés ; un Code des successions sera adopté pour mettre un terme à la disparité de droits coutumiers applicables d'une juridiction à une autre ou d'une localité à une autre. Des lois nationales interviendront dans les domaines où le Mali a signé des traités et accords internationaux pour assurer une plus grande harmonie entre notre législation nationale et nos engagements internationaux en ce qui concerne les femmes, les enfants, les personnes handicapées et autres personnes défavorisées.

Dans le domaine du Droit des Obligations, une nouvelle loi relative aux obligations relatives à l'emploi, protection des consommateurs,

Plan d'Action du PRODEL : Objectifs - Stratégies - Activités - Résultats escomptés

en vigueur qui ne concernent que les obligations générales. De même dans le domaine des biens, une nouvelle législation devra être adoptée pour combler les vides juridiques actuels qui obligent à des recours fréquents à la législation française.

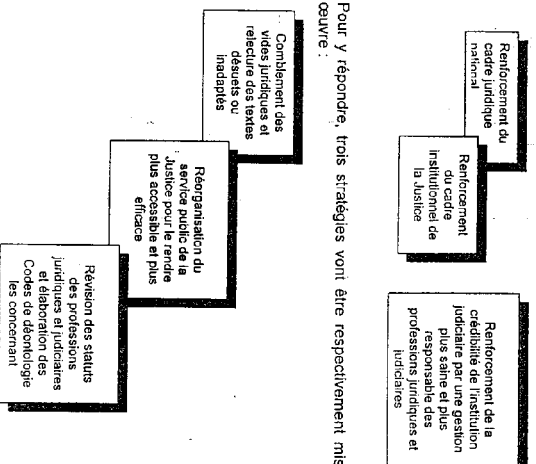
Au niveau du droit social

L'organisation judiciaire actuelle pèche par son manque d'opérationnalité du à l'enlisement des procédures. La célérité voulue pour atteindre une meilleure sauvegarde des droits des parties en matière de différends individuels et collectifs de travail commande la mise à disposition de moyens suffisants aux Juges échelonnés (tribunal de travail) et la suppression à la Cour d'Appel de cet échelonnage.

Au niveau du droit des affaires

L'intégration du Mali au nouvel espace juridique et judiciaire OHADA a permis le renouvellement quasi général des textes de droit commercial. Toutefois les actes uniformes qui remplacent désormais les lois nationales excluent de leur champ d'application le droit pénal ; par conséquent un travail d'harmonisation législative doit intervenir pour adapter l'actuelle législation pénale avec le nouveau droit communautaire.

Dans le domaine de la législation, le PRODEL visera les trois axes suivants :



Pour y répondre, trois stratégies vont être respectivement mises en oeuvre :

SOI	EOL	VOLET D : LEGISLATION		
<p>Objectif Renforcement du cadre juridique national</p> <p>Stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comblent les vides juridiques • Réviser les textes désuets ou inadéquats 	<p>Elaboration d'un Code de la Famille comprenant des dispositions relatives au mariage et à la tutelle, à la parenté, aux successions, libéralités et aux régimes matrimoniaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une Loi portant sur le Code de la Famille et comprenant des dispositions relatives au mariage et à la tutelle, à la parenté, aux successions, libéralités et aux régimes matrimoniaux, est votée par l'Assemblée Nationale • Le pays dispose d'un Code de la Famille exempt de mesures discriminatoires à l'égard de la Femme <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un Code de la Famille comprenant des dispositions relatives au mariage et à la tutelle, à la parenté, aux successions, libéralités et aux régimes matrimoniaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures discriminatoires à l'égard de la femme sont éliminées sur le plan juridique • Meilleure protection des intérêts des enfants • Lutte efficace contre le trafic des enfants • Meilleure maîtrise des conditions de l'adoption internationale • Il y a une plus grande équité entre héritiers <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Degré de protection des droits des femmes • Perception des associations de femmes • Jugement des associations de femmes et de défense des droits des enfants • Nature des pratiques relatives à la répartition des héritages 	<ul style="list-style-type: none"> • Les droits des femmes sont mieux protégés; • Les rapports entre les hommes et les femmes sont plus harmonieux • L'harmonie sociale est renforcée <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appropriation des justiciables; • Nature de la dynamique sociale sur le plan du mariage, de la tutelle, de la parenté, des successions • Nature de la scène des litiges en matière successorale

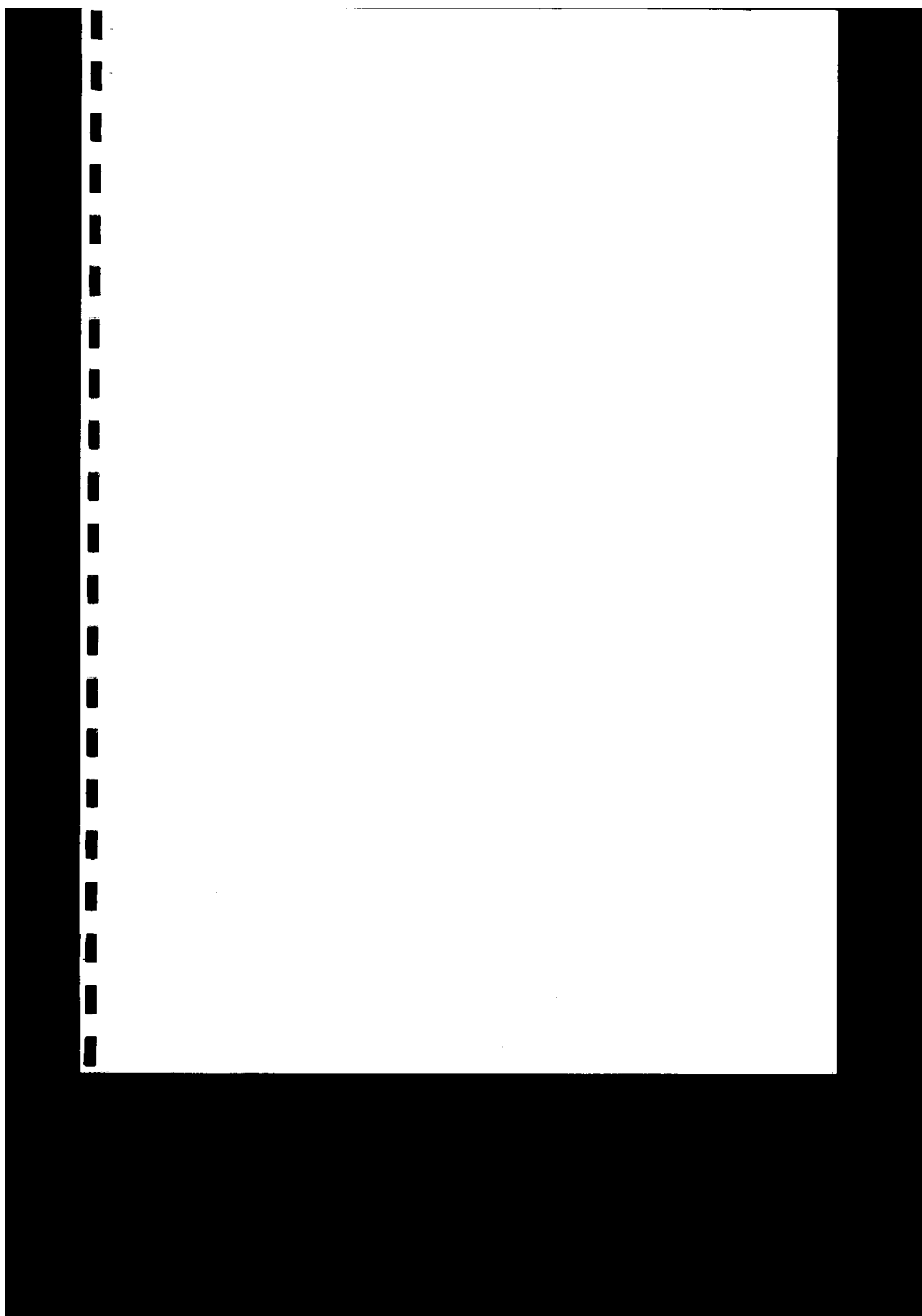
VOLET D : LEGISLATION

<p>002</p> <p>Elaboration d'un Code de la consommation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les droits des consommateurs sont définis • L'Assemblée Nationale vote un texte portant Code de la consommation <p>Indicateurs de rendement:</p> <p>Existence d'un texte voté portant Code de la consommation</p>	<p>Les droits des consommateurs sont protégés</p> <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vues exprimées par les consommateurs • Recours exercés par les consommateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • L'environnement économique est plus sain; • Les producteurs et les fournisseurs sont plus attentifs aux besoins des consommateurs <p>Indicateurs de rendement:</p> <p>Nature des comportements des producteurs et des fournisseurs de biens et services</p>
<p>003</p> <p>Relecture des textes sur la Presse</p>	<p>Les textes sur la Presse sont relus</p> <p>Indicateurs de rendement:</p> <p>Existence de textes relus sur la liberté de la presse</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La liberté de la presse est promue; • La protection des droits des personnes est renforcée <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect d'indépendance de la Presse • Respect des droits des personnes par la Presse • Volonté des médias pour diffamation devant les juridictions 	<p>Le développement démocratique est renforcé</p> <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rôle joué par la Presse • Dynamique socio-politique

VOLET D : LEGISLATION				
INDICATEUR	INDICATEUR	INDICATEUR	INDICATEUR	INDICATEUR
IND 1 Régulation de la loi sur l'assistance judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> Des règles de procédure simples sont définies en matière d'assistance judiciaire 	Les justiciables ont un plus grand accès à l'assistance judiciaire	Indicateurs de rendement : Nombre de cas d'admission aux bénéfices de l'assistance judiciaire	Indicateurs de rendement : L'esprit de solidarité sociale est davantage ancré dans le développement national
IND 2 Elaboration d'une loi d'application des règles d'égalisation des chances des personnes handicapées	<p>Une Loi d'application des règles d'égalisation des chances des personnes handicapées est élaborée et votée par l'Assemblée Nationale</p> <p>Indicateurs de rendement : Existence d'une Loi en vigueur sur l'égalisation des chances des personnes handicapées</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les règles en vigueur sont appliquées Les personnes handicapées sont moins exclues <p>Indicateurs de rendement : Intégration et augmentation du nombre de personnes handicapées dans les différents secteurs d'activités</p>	<p>Les personnes handicapées ont les mêmes chances que le reste de la population</p> <p>Indicateurs de rendement : Perception des personnes handicapées</p> <ul style="list-style-type: none"> Nature des pratiques et comportements sociaux 	Les travaux d'intérêt général sont intégrés dans la culture juridique
IND 3 Elaboration d'une loi instaurant les travaux d'intérêt général (TIG) en matière pénale	<ul style="list-style-type: none"> Une Loi instaurant les TIG en matière pénale est élaborée et votée par l'Assemblée Nationale Une alternative à l'emprisonnement est adoptée <p>Indicateurs de rendement : Existence d'une Loi en vigueur instaurant les travaux d'intérêt général</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les prisons sont désengorgées La main d'œuvre pour les travaux d'intérêt général est augmentée <p>Indicateurs de rendement : Nombre de peines de TIG prononcées</p> <ul style="list-style-type: none"> Courte de la population carcérale 	<p>Les personnes handicapées ont les mêmes chances que le reste de la population</p> <p>Indicateurs de rendement : Nature des décisions prononcées par les juridictions</p>	Les travaux d'intérêt général sont intégrés dans la culture juridique

ASSEMBLÉE NATIONALE
VOLET D : LEGISLATION

<p>D07</p> <p>Elaboration d'une loi instaurant la médiation pénale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une Loi instaurant la médiation pénale est élaborée et votée par l'Assemblée Nationale • Une alternative au règlement judiciaire des infractions mineures est proposée <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Existence d'une Loi en vigueur instaurant la médiation pénale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a diminution des affaires pénales à juger • Le temps d'attente des procès est moins long pour les justiciables • L'esprit de conciliation est davantage ancré dans les valeurs <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Nombre de médiations pénales promousses</p> <p>Durée moyenne d'attente des procès</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'appareil judiciaire est plus efficace sur le plan de la clientèle • La justice est plus crédible <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Perception des justiciables</p>
<p>D08</p> <p>Elaboration d'un texte concernant l'intégrité physique de la femme et de la fille</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le législateur vote un texte sur la répression des atteintes concernant l'intégrité physique de la femme et de la fille • Les professionnels (avocats et professionnels de l'éducation) sont sensibilisés <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Existence d'un texte en vigueur portant répression des atteintes à l'intégrité physique de la femme et de la fille</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'intégrité physique des femmes et des filles est mieux protégée • Diminution des cas de mutilations génitales <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Nombre de cas de mutilations rapportées et/ou constatées</p>	<p>Cessation de la pratique des mutilations génitales</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Nature des pratiques et des comportements sociaux relatifs à l'intégrité physique de la femme et de la fille</p>
<p>D09</p> <p>Elaboration d'une loi d'application de l'article 9 de la Loi de la Constitution relative au droit à un avocat pendant l'enquête préliminaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une Loi d'application de l'article 9 de la Constitution relative au droit à un avocat pendant l'enquête préliminaire est élaborée et votée par l'Assemblée Nationale • La loi contribue à dissuader les auteurs de violation des droits de la personne pendant les enquêtes préliminaires 	<p>Diminution des cas d'abus lors des enquêtes préliminaires</p>	<p>Les droits de la personne sont mieux protégés</p>



PROJET DE LOI N° 100 (2010-2011) LE LOI N° 100 (2010-2011) VOLET O : LEGISLATION			
D16	<p>Institution de la procédure de la mise en état devant les juridictions civiles, commerciales et sociales</p>	<ul style="list-style-type: none"> La procédure de la mise en état devant les juridictions civiles, commerciales et sociales est instituée Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Existence d'une procédure en vigueur Insitution la mise en état devant les juridictions civiles, commerciales et sociales Réactions à court terme de l'appareil judiciaire à l'institution de la procédure 	<p>Le règlement des affaires se fait dans des délais raisonnables</p> <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Nombre de affaires civiles, commerciales et sociales jugées </p>
D14	<p>Recture du décret portant tarif des frais de justice en matière civile</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Décret portant tarif des frais de justice est révisé à la baisse Les frais et les coûts de procédure sont réduits <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Existence d'un Code Général des impôts révisé Tarif des frais de justice en vigueur </p>	<ul style="list-style-type: none"> Les justiciables en général et les couches démunies de la population en particulier ont accès à la Justice <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Nature du rapport entre le niveau de vie et les frais de justice </p>
D15	<p>Recture du Code général des impôts</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Code Général des impôts est révisé Les frais et les coûts de procédure sont réduits Les frais d'enregistrement sont réduits à la baisse <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Existence d'un Code Général des impôts révisé </p>	<p>L'accès à la Justice est financièrement plus facile</p> <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Nombre de dossiers traités </p>
D16	<p>Recture du Code Pénal</p>	<ul style="list-style-type: none"> Une Loi portant Code pénal est votée par l'Assemblée Nationale Les nouvelles formes de criminalité sont prises en compte Tous les textes d'aspirales sont intégrés dans le Code <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Existence d'une loi portant Code pénal votée par l'Assemblée Nationale </p>	<p>La législation pénale est adaptée au contexte socio-économique et sociale</p> <p>La législation pénale est harmonisée avec les instruments internationaux en matière de droits de la personne</p> <p>Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> Rétroaction des acteurs de la Justice Volume et nature de la criminalité </p>

VOLET D : LEGISLATION				
OBJET DES ACTIVITES	INDICATEURS	RELEVANCE	INDICATEURS	RELEVANCE
<p>Objet</p> <p>Relevance du Code de procédure pénale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Une loi portant Code de procédure pénale est votée par l'Assemblée Nationale <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Existence d'une loi votée portant Code de procédure pénale</p>		<ul style="list-style-type: none"> Un régime plus rationnel de la détention avant le jugement est instauré La Police Judiciaire est plus efficace Les droits des citoyens sont mieux protégés Un meilleur cadre pour l'application des peines est élaboré <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Nature des pratiques courantes dans l'application du Code de procédure pénale</p>	<p>Le Code de procédure pénale respecte le droit à la défense et garantit la paix sociale</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <p>Perfection des pratiques et des organisations de défense des droits de la personne</p>

PRODEL - PLAN D'ACTION				
OBJETIF 1 : Renforcer le système judiciaire				
ACTIVITE 1.1 : Appuyer le processus législatif				
VOLET D : LEGISLATION				
INDICATEUR D'IMPACT : Renforcement du processus législatif				
1021 Mise en place d'un Comité scientifique	1021 Adoption d'une loi créant une Cour d'Appel dans chacune des localités suivantes : Sikasso - Ségou - Tombouctou - Gao - Kidal Des Tribunaux administratifs sont créés à : Sikasso - Ségou - Koulikoro - Tombouctou - Gao - Kidal Des Tribunaux de commerce sont créés à : Sikasso - Ségou - Koulikoro - Tombouctou - Gao - Kidal	La distribution de la Justice sur l'ensemble du territoire national est mieux organisée et plus efficace Indicateurs de rendement : Niveau de proximité géographique des justiciables et des juridictions	La Justice est plus proche des justiciables	Indicateurs de rendement : Perception des acteurs de la Justice et des justiciables
	Indicateurs de rendement : Existence effective d'un Comité scientifique mis en place	La législation est régulièrement mise à jour Indicateurs de rendement : • Nombre de textes ou de dispositions mis à jour • Nombre de textes mis à jour par an	Indicateurs de rendement : Niveau de proximité géographique des justiciables et des juridictions	Indicateurs de rendement : Perception des acteurs de la Justice et des justiciables
	Indicateurs de rendement : Existence effective de textes de création des juridictions concernées			
1022 Elaboration d'une loi portant statut spécial des Services centraux du Ministère de la Justice	<ul style="list-style-type: none"> L'Administration Centrale de la Justice est soumise à l'application de la Loi No 9-009 du 24 mars 1994 Une loi est votée portant statut spécial des Services Centraux du Ministère de la Justice 	Il y a une meilleure adéquation des structures et des missions Indicateurs de rendement : Ratification des acteurs de la Justice	L'appareil judiciaire est plus performant	Indicateurs de rendement : Niveau de performance des Services Centraux du Département de la Justice

OBJECTIFS ET ACTIVITES		EFFETS ATTENDUS		IMPACTS ATTENDUS	
STRATEGIES		RESULTATS ATTENDUS		RESULTATS ATTENDUS	
VOLET D'LEGISLATION					
122	Reorganisation de l'Institut National de Formation Judiciaire	<ul style="list-style-type: none">• L'Institut de Formation Judiciaire dispose d'un corps professoral plus pertinent• Les outils pédagogiques sont régulièrement tenus• Il y a une meilleure prise en charge des questions de pédagogie• La formation est mieux adaptée aux réalités socio-économiques du pays	L'encadrement de la formation est plus moderne et adapté à l'évolution socio-économique du pays Indicateurs de rendement: Caractéristiques de l'encadrement de la formation	Le personnel judiciaire et les auxiliaires de Justice sont bien formés Indicateurs de rendement: Nombre et qualité des professionnels formés	
123	Elaboration d'un texte régissant le fonctionnement des Greffes	<ul style="list-style-type: none">• Un texte régissant le fonctionnement des greffes est élaboré et adopté Indicateurs de rendement: Existence d'un texte adopté régissant le fonctionnement des Greffes	<ul style="list-style-type: none">• Les règles de fonctionnement des greffes sont uniformisées• Toutes les missions dévolues aux greffes sont prises en charge• La tenue des registres et des archives est normalisée Indicateurs de rendement: Spécifications du profil des Greffes	Les Greffes sont performants et modernes Indicateurs de rendement: Niveau de performance des Greffes	

PROPOSITIONS STRATÉGIQUES	ACTIVITÉS	RÉSULTATS ATTENDUS	RÉSULTATS OBTENUS	RÉSULTATS OBTENUS	RÉSULTATS OBTENUS	RÉSULTATS OBTENUS	RÉSULTATS OBTENUS
SD3 Objectif : Renforcement de la crédibilité de l'institution judiciaire par une gestion plus transparente des professions juridiques et judiciaires Stratégie : Révision des statuts des professions juridiques et judiciaires et des Codes de déontologie les concernant	D23 Rédaction du Statut de la Magistrature et élaboration d'un Code de Déontologie de la Magistrature	• Le pouvoir de suspension du Conseil des Magistrats est supprimé et attribué au Président du Conseil Supérieur de la Magistrature • La Présidence du Conseil de Discipline est attribuée au Premier Président de la Cour Supérieure ou au Procureur près la Cour selon les cas • La grille indiciaire est révalorisée • Un plan de carrière des magistrats est élaboré • Le statut de la Magistrature est ouvert aux autres professions juridiques (notaires) Indicateurs de rendement : Nature des dispositions du statut révisé de la magistrature	Une Loi organique fixant la composition du Conseil Supérieur de la Magistrature est votée par l'Assemblée Nationale	• Les magistrats ont un statut favorisant leur indépendance professionnelle • Les justiciables bénéficient d'une Magistrate évoluant dans un environnement plus moderne, plus serein et plus aisé • Les conditions de vie et de travail des magistrats sont améliorées	Indicateurs de rendement : Caractéristiques de l'environnement professionnel des magistrats	• La Magistrature est dans des conditions favorables à un bon accomplissement de ses missions • L'appareil judiciaire est plus performant • L'indépendance et la responsabilité des magistrats sont renforcées	Indicateurs de rendement : Nature des conditions régissant le travail des magistrats dans les tribunaux
D24 Elaboration d'une Loi organique fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature	Une Loi organique fixant la composition du Conseil Supérieur de la Magistrature est votée par l'Assemblée Nationale	Indicateurs de rendement : Existence d'une loi en vigueur fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature	Le Conseil Supérieur de la Magistrature plus indépendant Indicateurs de rendement : Niveau de performance du Conseil Supérieur de la Magistrature	• Le pouvoir disciplinaire est exercé au sein de l'Ordre • Les avocats sont davantage responsables • Les justiciables et leurs avocats sont mieux protégés • Des suites diligentes sont données aux plaintes justifiées • Dans la pratique, les avocats se conforment aux prescriptions du Code de déontologie de leur Ordre • Les conditions de vie et de travail des avocats sont améliorées	Indicateurs de rendement : Réputation et image de la Justice et des justiciables	L'appareil et le système judiciaires sont plus crédibles	
D25 Réécriture de la Loi portant statut du Barreau et élaboration d'un Code de Déontologie du Barreau		• L'Ordre des avocats prend mieux en charge les questions de discipline et de déontologie • Les relations des avocats avec leur clientèle sont normalisées					

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	ACTIVITÉS	INDICATEURS DE RENDMENT	STRATÉGIES	INDICATEURS DE RENDMENT	INDICATEURS DE RENDMENT
VOLET D'LEGISLATION					
<p>DS1</p> <p>Ratification de la Loi sur l'Ordre des Commissaires Prieurs et l'élaboration d'un Code de Déontologie des Commissaires Prieurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> Existence de règles de transparence dans les relations des avocats avec leurs clients Existence d'un Code de déontologie des avocats 	<ul style="list-style-type: none"> Les questions de discipline et de déontologie sont mieux prises en charge par l'Ordre des commissaires prieurs Les relations des commissaires prieurs avec leur clientèle sont normalisées Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> Existence de règles de transparence dans les relations des commissaires prieurs avec leurs clients Existence d'un Code de Déontologie des commissaires prieurs 	<ul style="list-style-type: none"> Le pouvoir disciplinaire est effectivement exercé au sein de l'Ordre des commissaires prieurs Les commissaires prieurs sont davantage responsables Les justiciables et les commissaires prieurs sont mutuellement mieux informés Des suites diligentes sont données aux plaintes justifiées Dans la pratique, les commissaires prieurs se conforment aux prescriptions du Code de déontologie de leur Ordre Les conditions de vie et de travail des commissaires prieurs sont améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> Nombre de plaintes enregistrées et rétroaction des membres de l'Ordre 	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> Nature de la perception des acteurs de la Justice et des justiciables

OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	EXAMENS, SÉMINAIRES, REUNIONS, FORUMS, COLLOQUES, SYMPOSIUMS	VOLET D'ÉLEGISLATION	EXAMENS, SÉMINAIRES, REUNIONS, FORUMS, COLLOQUES, SYMPOSIUMS	INDICATEURS DE RENDEMENT
	D31 Elaboration d'un statut général des greffiers et du personnel du Code de déontologie des Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets	<ul style="list-style-type: none"> La formation des greffiers et secrétaires de greffes et parquets est valorisée Le statut général du personnel est délégué au niveau régional La mission spécifique des greffiers et secrétaires des greffes est mieux prise en charge par le statut Les agents sont mieux notifiés 	<ul style="list-style-type: none"> Les performances des greffiers et secrétaires des Greffes et Parquets sont améliorées Les conditions de vie et de travail des Greffiers et Parquets sont améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> Les conditions morales et matérielles du personnel sont améliorées La gestion du personnel est améliorée Les conditions générales de détention sont améliorées Les normes antérieures des Nations Unies en matière de détention sont appliquées Les conditions de vie et de travail des surveillants du prison et des éducateurs sociaux sont améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> L'appareil et le système judiciaire sont plus crédibles Indicateurs de rendement, Nature de la perception des agents de la Justice et des justiciables
	D32 Elaboration d'un statut spécial des surveillants d'un Code de déontologie des surveillants des Services pénitentiaires et de l'éducation surveillée	<ul style="list-style-type: none"> Un statut spécial des surveillants des Services pénitentiaires et de l'éducation surveillée est élaboré et adopté La gestion du personnel des délégués au Ministère de la Justice L'attribution spécifique des surveillants des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée est mieux prise en charge par le statut Application des normes des Nations Unies en matière de surveillance des prisons et de l'éducation surveillée Un plan de carrière des surveillants de prison et des éducateurs sociaux est élaboré 	<ul style="list-style-type: none"> Les conditions morales et matérielles des surveillants des Services pénitentiaires et de l'éducation surveillée Les conditions générales de détention sont améliorées Les normes antérieures des Nations Unies en matière de détention sont appliquées Les conditions de vie et de travail des surveillants du prison et des éducateurs sociaux sont améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> L'appareil et le système judiciaire sont plus crédibles Indicateurs de rendement, Nature de la perception des agents de la Justice et des justiciables 	
	D33 Existence d'un Statut spécial des surveillants des Services pénitentiaires et de l'éducation surveillée	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de rendement Existence d'un Statut spécial des surveillants des Services pénitentiaires et de l'éducation surveillée 	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de rendement Caractéristiques de l'environnement État des conditions morales et matérielles des surveillants des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée 		

OBJECTIFS ET ACTIVITES		EXAMENS		EFFORTS		PROGRES	
STRATEGIES		RÉSULTATS		RÉSULTATS		RÉSULTATS	
VOLET D : LEGISLATION							
023	Insitution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale	<ul style="list-style-type: none">• Une loi portant institution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale est votée• Des médiateurs judiciaires sont désignés• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Existence d'une loi portant institution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale• Nombre de médiateurs judiciaires désignés	<ul style="list-style-type: none">• Les tribunaux sont désengorgés• Les affaires sont traitées plus vite• Une alternative au règlement judiciaire des affaires civiles, commerciales et sociales est adoptée	<ul style="list-style-type: none">• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Vitesse des affaires civiles, commerciales et sociales traitées par les médiateurs• Degré de désengorgement des tribunaux	<ul style="list-style-type: none">• L'appareil judiciaire est plus efficace• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Appréciation des justiciables et des professionnels de la justice	<ul style="list-style-type: none">• La défense des droits des citoyens renforcée• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Appréciation des acteurs de la justice et des justiciables	
024	Enracinement d'un tiers instituant la constitution obligatoire d'avocat devant la Cour Suprême	<ul style="list-style-type: none">• Un texte portant institution de la constitution obligatoire d'avocat devant la Cour Suprême• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Existence effective d'un texte instituant la constitution obligatoire d'avocat devant la Cour Suprême	<ul style="list-style-type: none">• Les tribunaux sont désengorgés• Les affaires sont traitées plus vite• Une alternative au règlement judiciaire des affaires civiles, commerciales et sociales est adoptée	<ul style="list-style-type: none">• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Appréciation des justiciables et des professionnels du Droit	<ul style="list-style-type: none">• L'appareil judiciaire est plus efficace• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Appréciation des acteurs de la justice et des justiciables	<ul style="list-style-type: none">• La défense des droits des citoyens renforcée• Indicateurs de rendement :<ul style="list-style-type: none">• Appréciation des acteurs de la justice et des justiciables	

DROITS DE LA PERSONNE

Le constat fait lors des assises du Forum National sur la Justice est que la constitution du Mali du 25 février 1992 représente un progrès considérable en matière de promotion et de protection des droits de la personne.

Mais un décalage existe entre les principes proclamés et les réalités du terrain quant à l'application et l'applicabilité des dispositions juridiques. Certaines détentions sont encore longues, les procédures judiciaires sont lentes et la notion de procès équitable dans un délai raisonnable devant un tribunal indépendant est loin de la réalité.

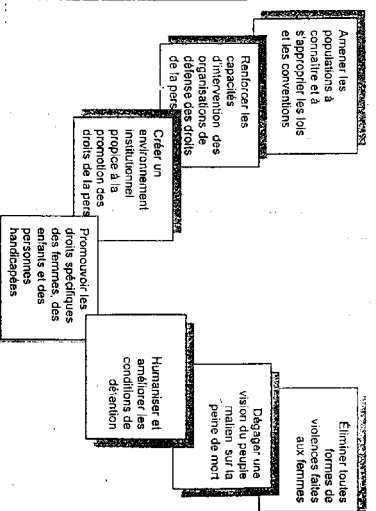
La possibilité reconnue aux suspects de se faire assister par un avocat dès l'enquête préliminaire n'est pas toujours appliquée faute de loi d'application.

Toutes les conventions internationales n'ont pas été ratifiées par le Mali.

Par ailleurs, la situation particulière des femmes, des enfants et des personnes handicapées, constituant les couches vulnérables impose une protection spécifique.

Malgré la sollicitude du législateur en faveur des couches défavorisées, l'analyse des textes révèle des insuffisances et des contraintes liées à l'application de la législation. Des dispositions discriminatoires existent dans la législation et les instruments internationaux demeurent insuffisamment mis en œuvre. Des règles juridiques existent dans certains domaines entraînant des violations des droits notamment en matière successorale...

En matière de Droits de la personne le PRODEJ visera à :



VOLET E : DROITS DE LA PERSONNE				
SEI	EOI	Indicateurs de rendement	Indicateurs de rendement	Indicateurs de rendement
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif : Amener les populations à mieux connaître les lois et les conventions pour mieux défendre leurs droits et être à l'abri des violations • Stratégies : <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer financièrement et techniquement les organisations de défense des droits de la personne • Créer des réseaux d'écoute au niveau des communes (droits de la personne) • Renforcer le renseignement des droits de la personne • Traduire les textes en langues nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Animation • Formation • Débats • Vulgarisation des textes sur les droits de la personne • Organisation de caravanes • Vulgarisation des droits de la personne • Information des populations sur les droits • Révision des textes relatifs à la Constitutionnelle • Renforcement de l'éducation aux droits de la personne dans les programmes scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Des programmes d'activités portant sur la vulgarisation des droits de la personne sont élaborés • Les organisations de défense des droits sont appuyées dans la mise en œuvre de leurs activités • Des stratégies sont conçues et mises en œuvre pour le développement de réseaux d'écoute • L'enseignement des droits de la personne est renforcé dans les écoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations sont mieux informées de leurs droits • Les organisations de défense des droits sont plus performantes • Des réseaux d'écoute (droits de la personne) sont créés et fonctionnent • Les personnes participent à la promotion et à la défense des droits de la personne • L'enseignement des droits de la personne fait partie intégrante du curriculum scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Les citoyens connaissent leurs droits et les défendent en conséquence • Indicateurs de rendement : <ul style="list-style-type: none"> • Les personnes connaissent les droits fondamentaux de la personne

VOLETTÉ : DROITS DE LA PERSONNE				
SE2	EO2			
<p>Objectif : Renforcer les capacités d'intervention des organisations de défense des droits de la personne</p> <p>Stratégies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins d'appui • Former les ressources humaines des organisations cibles et les conseiller • Financer des projets 	<p>Identification des besoins de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collecte de données et élaboration du répertoire des ONG et associations de défense des droits de la personne • Appui aux programmes sectoriels pour les ONG et associations 	<ul style="list-style-type: none"> • Les besoins en appui aux organisations de défense des droits de la personne sont clairement identifiés • Un répertoire d'ONG et d'associations de défense des droits de la personne est produit • Les ONG et associations de défense des droits bénéficient d'appuis <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conclusions de l'étude d'identification des besoins en appui des organisations de défense des droits de la personne • Liste d'un répertoire des ONG et associations de défense des droits de la personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Les organisations et les associations de défense des droits de la personne sont plus visibles et mieux outillées pour mener leurs actions <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'organisations et d'associations de défense des droits de la personne appuyées et renforcées • Niveau réel de performance des organisations touchées 	<p>Les droits de la personne sont respectés</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etat du respect des droits de la personne dans le pays

VOLET E : DROITS DE LA PERSONNE				
SEB	EOB	Indicateurs de rendement	Indicateurs de résultat	Indicateurs de processus
<p>Objectif 4 Créer un environnement institutionnel propice à la promotion des droits de la personne</p> <p>Stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institutionnaliser le cadre de concertation et de coordination entre ONG et Associations de défense des droits de la personne et le Gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de séances de travail pour la mise en place d'une plateforme d'action Famille judiciaire/Société civile dans le cadre de la concertation et de la promotion des droits de la personne • Participation de la Société Civile à la tenue d'ateliers de concertation (handicapés, personnes âgées, les enfants et les personnes handicapées) • Elaboration d'outils de suivi et d'évaluation des actions de promotion des droits de la personne prévues par la réforme • Participation de la Société Civile à la tenue d'ateliers de concertation (handicapés, personnes âgées, les enfants et les personnes handicapées) • Tenue d'ateliers de concertation • Diffusion des résultats de l'EID • Organisation de rencontres thématiques sur les grandes questions liées aux droits de la personne 	<p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le cadre de concertation et de coordination est défini • Les ONG et les Associations de défense des droits de la personne définissent des positions communes face aux questions liées aux droits de la personne • L'EID est mieux organisé et mieux suivi <p>Indicateurs de résultat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux officiels définissant le cadre de concertation • Nombre et nature des initiatives prises • Composition des structures d'élaboration de l'EID • Existence d'outils de suivi et d'évaluation des actions de promotion des droits de la personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Le dispositif institutionnel favorise une meilleure promotion des droits de la personne • La cohésion des intervenants renforce l'efficacité des interventions • La promotion des droits de la personne se fait dans un environnement de concertation et de coordination des divers intervenants • La Commission Consultative des Droits de la personne est dynamique et renforcée <p>Indicateurs de processus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Commission Consultative des Droits de la personne est dynamique et renforcée • L'environnement institutionnel est propice à la promotion des droits de la personne • La démocratie est renforcée 	<p>Indicateurs de processus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'environnement institutionnel est propice à la promotion des droits de la personne • La démocratie est renforcée

VOLET E - DROITS DE LA PERSONNE

<p>SES</p> <p>Quelqu'un luttant, formes de violence faites aux femmes</p> <p>Stratégies</p> <p>Promouvoir l'adoption de dispositions de répression des violences faites aux femmes</p>	<p>EOB</p> <ul style="list-style-type: none"> • Placarder auprès des autorités • Formation et sensibilisation des autorités, des jeunes et des agents de santé • Elaboration d'une Politique nationale de lutte contre la violence faite aux femmes • Appui technique et financiers aux services d'écoute et aux femmes démunies et violentes 	<ul style="list-style-type: none"> • Les groupes cibles sont sensibilisés aux droits des femmes, • Une Politique nationale de lutte contre la violence est élaborée, adoptée et mise en vigueur • Les centres d'écoute des femmes sont appuyés dans la réalisation de leurs missions <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une Politique nationale de lutte contre la violence • Informations faisant état d'actions de sensibilisation des groupes cibles aux violences faites aux femmes • Dispositions effectives en direction du renforcement des structures d'écoute 	<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes sont moins violentes • La violence faite aux femmes est méthodiquement éliminée • Les structures d'écoute des femmes sont appuyées et dépendent mieux aux besoins des bénéficiaires <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Données quantitatives sur l'évolution des violences faites aux femmes : nombre de femmes hospitalisées dans les centres, nombre de femmes démunies, etc. • Niveau de performance des centres d'écoute 	<ul style="list-style-type: none"> • L'harmonie sociale est renforcée • Les comportements des femmes sont plus sains <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nature et tendances des comportements à l'endroit de l'intégrité physique des femmes
<p>SES</p> <p>Humain et améliorer les conditions de détention</p>	<p>EOB</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la situation carcérale • Formation des agents des services pénitentiaires • Appui aux activités d'éducation et de réinsertion • Création d'espaces de détention pour femmes et mineurs • Renforcement des capacités du Centre de détention de réinsertion et de rééducation pour femmes et mineurs à Boile • Renforcement des capacités des pénitenciers agricoles 	<p>Une étude est réalisée sur la situation carcérale au Mali</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les programmes de formation des agents des services pénitentiaires sont élaborés et mis en œuvre • Des ressources sont allouées à l'éducation et à la réinsertion des détenus • Des conventions sont établies entre le Ministère de la Justice et les organismes de défense des droits de la personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Les conditions de détention, de vie et de réinsertion sont améliorées • Les capacités et compétences des agents des services pénitentiaires sont davantage développées et renforcées 	<p>Les droits des prisonniers sont respectés</p>

VOILET E : DROITS DE LA PERSONNE				
Stratégies	Indicateurs de rendement	Indicateurs de rendement	Indicateurs de rendement	Indicateurs de rendement
<ul style="list-style-type: none"> • Etablir des conventions de partenariat entre le Ministère de la Justice et les organisations de défense des droits de l'homme pour la mise en œuvre des actions d'amélioration des conditions de détention • Créer des espaces pour accueillir les détenus et leur offrir des services de soutien • Organiser des consultations nationales sur la peine de mort 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une étude sur la situation carcérale au Mali • Nombre de programmes mis en œuvre et d'agents formés • Existence de conventions écrites entre le Département de la Justice et les organisations de défense des droits de la personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Etat des prisons • Caractéristiques des conditions de vie dans les prisons • Niveau de compétence et de performance des agents des services pénitentiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Nature du traitement des détenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un débat national et de consultations nationales sur la peine de mort • Existence de rapports relatant les populations sur la peine de mort • La Justice traite de la peine de mort en fonction de l'intérêt général prévalant dans la société malienne • Convergence des dispositions juridiques en vigueur et des conclusions des consultations populaires sur la peine de mort • La Justice est distribuée en fonction de l'évolution des valeurs • Degré de cohérence entre la pratique et les valeurs courantes

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

SF1	<p>Objectif</p> <p>Renforcer les capacités des services techniques et de structures de contrôle</p> <p>Stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Procéder à un diagnostic institutionnel • Acquérir techniquement et financièrement les structures de contrôle • Mettre un manuel de gestion et de procédures à la disposition des services techniques et des structures de contrôle 		
F01	<p>• Evaluation des besoins</p> <p>• Appui à la satisfaction des besoins identifiés</p> <p>• Elaboration d'outils de gestion administrative et financière</p>	<p>• Les besoins essentiels sont mieux ciblés</p> <p>• Un Manuel de gestion administrative et financière est produit</p> <p>• Les structures sont plus outillées</p>	<p>• Les structures sont plus aptes à répondre aux besoins essentiels</p> <p>• Les structures sont gérées de façon transparente</p>
F02	<p>• Réforme et normalisation des procédures et méthodes</p> <p>• Production et diffusion des informations sur la gestion des marchés publics</p>	<p>• Le <u>la législation concernant les marchés publics est révisée</u></p> <p>• Des mécanismes d'information du public sur la gestion des marchés publics sont mis en place et fonctionnent</p>	<p>• Les <u>marchés publics</u> sont gérés de façon transparente</p> <p>• Le public est largement informé sur les décisions prises sur l'attribution des marchés</p> <p>• Les <u>populations en général et en particulier les plus grands acteurs</u> sont plus grandement informés sur les marchés publics et d'affaires</p>
SF2	<p>Objectif</p> <p>Rendre la gestion des marchés publics plus transparente</p> <p>Stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réviser la législation en vigueur en renforçant les recours pour le citoyen en cas de contestation ou de publication des marchés • Prendre des décisions pour une large diffusion du public sur l'attribution des marchés publics 	<p>• <u>Indicateurs de rendement :</u></p> <p>• Rapport diagnostic indiquant les besoins identifiés</p> <p>• Nombre de besoins satisfaits</p> <p>• Existence du Manuel de gestion</p>	<p>• <u>Indicateurs de rendement :</u></p> <p>• Niveau de performance des structures cibles</p> <p>• <u>Indicateurs de rendement :</u></p> <p>• Influence des services techniques et des structures de contrôle sur le processus de lutte contre la corruption</p>
F03	<p>• Les structures sont plus aptes à répondre aux besoins essentiels</p> <p>• Les structures sont gérées de façon transparente</p>	<p>• <u>Indicateurs de rendement :</u></p> <p>• Niveau de performance des structures cibles</p>	<p>• Les services techniques et les structures de contrôle fonctionnent efficacement à la lutte contre la corruption</p>
F04	<p>• La dynamique de la concurrence est transparente et l'environnement des affaires est plus sain</p>	<p>• <u>Indicateurs de rendement :</u></p> <p>• Paramètres de fonctionnement et de concurrence au niveau des marchés publics</p> <p>• Perception des opérateurs économiques</p>	

OBJETIF ET STRATÉGIES		RÉSULTATS ESComptés		INDICATEURS DE RENDEMENT	
ACTIVITÉS		RÉSULTATS ESComptés		INDICATEURS DE RENDEMENT	
VOLET F : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		RÉSULTATS ESComptés		INDICATEURS DE RENDEMENT	
<p>SC3</p> <p>Objectif Développer les capacités et les aptitudes des organisations de la Société Civile à la détection et à la prévention de corruption.</p> <p>Stratégies Créer un Observatoire National de lutte contre la Corruption comme mécanisme de prévention et de détection de la corruption</p>	<p>FC3</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un cadre de coordination des actions de prévention et de détection de la corruption Collecte, analyse et diffusion méthodiques des données Appui technique et matériel autour de la lutte contre la corruption Étude sur la faisabilité d'un observatoire de lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> Une étude est réalisée en vue de cerner les éléments constitutifs d'un Observatoire National de Lutte contre la Corruption Un expert prenant raison de l'existence d'un Observatoire National de Lutte contre la Corruption est adopté et en vigueur L'observatoire est mis sur pied et autres manifestations d'éducation et de sensibilisation du public sont organisées La recherche est menée dans le domaine de la corruption <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Existence d'une étude de faisabilité sur la création d'un Observatoire National de Lutte contre la Corruption Existence effective d'un observatoire opérationnel Nombre et nature des campagnes conçues et mises en oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Le grand public est averti dans la lutte contre la corruption L'Observatoire National de Lutte contre la Corruption joue un rôle de catalyseur dans le processus de lutte contre la corruption Le public est mieux informé sur les méfaits de la corruption Les actions des organisations de la Société Civile sont mieux coordonnées <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Données factuelles faisant état de la participation effective du public à la lutte contre la corruption Niveau d'information du public sur la problématique de la corruption 	<p>La corruption est efficacement combattue dans le pays</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le classement du pays (issu de la classification internationale indépendante et crédible en la matière) 	
<p>SC2</p> <p>Objectif Mobiliser une part plus importante de ressources financières pour lutter contre la corruption</p> <p>Stratégies Faire une réflexion sur la réaffectation de certaines taxes et amendes dans le cadre de la lutte contre la corruption</p>	<p>FC2</p> <p>Étude consultative</p>	<ul style="list-style-type: none"> Une étude sur l'allocation des ressources financières pour la lutte contre la corruption est réalisée Des ressources internes pouvant alimenter un compte spécial sont ciblées <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Existence d'une étude d'allocation de ressources substantielles à la lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> Les actions de lutte contre la corruption sont appuyées par des ressources financières internes substantielles La corruption est efficacement combattue <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Volumen des ressources allouées à la lutte contre la corruption 	<p>La lutte contre la corruption se fait sur des bases matérielles favorisant une plus grande durabilité des résultats</p>	

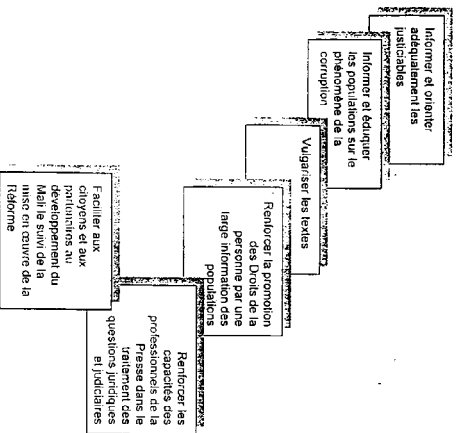
OBJETIF 1 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Strat.	Ind.	Indicateurs de rendement.	Indicateurs de résultat.	Indicateurs de processus.
<p>Objectif :</p> <p>Adopter une Politique nationale en matière d'éthique et de déontologie</p> <p>Stratégies :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réaliser une vaste consultation pour l'élaboration et l'adoption des principes constitutifs de la politique d'éthique et de déontologie Réviser et/ou renforcer le Règlement National de Formation Judiciaire en matière d'éthique et de déontologie 	<p>Indicateurs de processus :</p> <ul style="list-style-type: none"> Elaboration de programmes de formation en déontologie pour les cadres de l'administration et les professionnels juridiques et judiciaires Elaboration d'une Politique nationale en matière d'éthique et de déontologie 	<ul style="list-style-type: none"> Un processus consultatif national est mené en vue de l'élaboration d'une Politique nationale en matière d'éthique et de déontologie Une Politique nationale en matière d'éthique et de déontologie est élaborée Des programmes de formation ciblés en déontologie sont élaborés Des ressources professionnelles des secteurs public et privé sont formées en déontologie 	<p>Les questions de déontologie sont davantage intégrées dans la formation des ressources humaines et dans les réflexes et comportements des dites ressources</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ratification des ressources humaines formées quant à l'influence des connaissances acquises en matière de déontologie sur leurs comportements et valeurs 	<p>Indicateurs de résultat :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le respect des règles de déontologie et d'éthique fait partie des valeurs consacrées socialement <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Perception du corps social

INFORMATION - ÉDUCATION - COMMUNICATION

L'objectif général qui sous-tend le volet «Information-Education-Communication» (IEC) est de permettre aux populations de mieux cerner et de donner leurs points de vue sur les enjeux de la Réforme de la Justice tant en ce qui concerne leurs droits et obligations que les institutions juridiques et judiciaires.

Cet objectif général se traduit dans le cadre du plan d'action décennal à travers 6 objectifs spécifiques, à savoir :



U Informer et orienter adéquatement les justiciables

Les difficultés d'orientation pratique des justiciables au niveau des juridictions trouvent leur source dans l'absence de structure ou de personnel d'accueil. L'existence d'un plan type de juridiction provoque en outre au détriment du justiciable une énorme perte de

temps à retrouver souvent le magistrat ou la formation appelée à examiner son affaire. Il est ainsi souvent victime d'intermédiaires peu scrupuleux.

Dans le même ordre d'idées, les professionnels ne la Presse se heurtent à un mur de silence lorsqu'ils souhaitent satisfaire aux besoins d'information du Public relativement à des infractions en attente de jugement. Au regard des règles qui régissent actuellement le secret de l'instruction, la Presse se voit contrainte de diffuser des informations fondées sur des rumeurs, approfondissant ainsi le fossé d'incompréhension entre la Justice et les populations.

Des solutions limitées ont été initiées afin de résorber ces difficultés. Il s'agit d'une part de la création au niveau du Tribunal de Première Instance de la Commune III d'un BAO (Bureau d'accueil et d'orientation) et la pratique des communiqués de Presse émanant du Parquet relativement à certaines procédures sensibles.

Au nombre des opportunités, il convient de signaler :

- la construction progressive de juridictions à l'architecture similaire dans le cadre d'un plan-type qui facilite l'orientation des justiciables (Cours d'Appel de Kayes et de Mopti, Tribunaux de Première Instance des Communes II, IV et VI du District de Bamako...);
- la mobilisation d'ONG et l'existence sur le marché de l'emploi de diplômés justes susceptibles d'animer ces structures;
- le souci exprimé tant par les professionnels de la Presse que de la Justice de trouver un juste équilibre entre le besoin d'information du public, le secret de l'instruction et la présomption d'innocence.

U Renforcer les capacités des professionnels de la Presse en ce qui concerne le traitement de l'information juridique et judiciaire.

L'écartsisme du langage et la multiplicité des institutions juridiques et judiciaires ne favorisent pas une perception claire des mécanismes d'organisation et de fonctionnement des juridictions, encore moins de la compétence des juridictions ou des attributions des magistrats et des auxiliaires de Justice (avocats, notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs, greffiers, secrétaires de greffes et parquets, Officiers de Police Judiciaire, Surveillants de services pénitentiaires éducatifs sociaux).

Le traitement de l'information qui en découle génère un amalgame au niveau de l'opinion publique dans la mesure où les médias ne sont pas bien outillés, soit en raison d'une insuffisance de la formation, des ressources humaines soit en raison de la modestie de leurs ressources financières. Pour pallier à ces insuffisances, le programme de réforme envisage la création d'un réseau de journaliste chroniqueurs de justice.

Cette stratégie devrait s'appuyer sur des opportunités ayant trait d'une part à la présence de plus en plus marquée de diplômés juristes au niveau des rédactions de la Presse et d'autres part aux initiatives visant à la multiplication des rencontres autour de la thématique «Justice et Médias».

u Vulgariser les textes

L'une des principales entraves à l'accès à la Justice réside dans la méconnaissance générale des textes en dépit de la parution du Journal Officiel. Au delà du Journal Officiel, il y a lieu de noter quelques créneaux dans la Presse publique et privée qui souffrent du déficit de régularité.

Il est au demeurant utopique d'imaginer des citoyens maîtrisant tous les textes édictés au regard de l'inflation législative et de l'analphabétisme qui touche près de 80 % de la population.

Aussi, le plan d'action décentral à lui retenu à ce niveau une stratégie de vulgarisation relative essentiellement aux textes fondamentaux : Constitution, Codes et Textes usuels qui régissent les activités quotidiennes des citoyens (à savoir le Code du mariage et de la Tutelle, le Code de la Parenté, le Code de Procédure Civile, Commercial et Sociale, le Code Pénal, le Code Foncier...)

u Renforcer la promotion des Droits de la personne par une large information des populations

La consécration du respect des Droits de la personne par les textes fondamentaux requiert des efforts en vue d'ancrer les principes dans le comportement des autorités chargées de la poursuite et de la répression des infractions. L'ancrage des principes concerne aussi et surtout les populations sur les prérogatives que leur confèrent leurs droits et les obligations qu'exigent toute vie en société organisée.

C'est seulement ainsi que seront évitées certaines injustes telles les détentions préventives anormalement prolongées, les garde-à-vue abusives, les risques de torture des suspects, le recours à la justice privée...

Dans la même optique, la situation des couches vulnérables que constituent les femmes, les enfants et les personnes handicapées interpellent davantage compte tenu des pesanteurs socioculturelles et nécessite des efforts afin de mieux les protéger dans la jouissance et l'exercice des droits qui leur sont reconnus et consacrés par la Constitution et les textes fondamentaux.

L'essentiel de la stratégie ciblée porte par conséquent sur l'organisation de campagnes de sensibilisation des populations.

u Informer et éduquer le public sur le phénomène de la corruption

Le phénomène de la corruption est un fléau qui a atteint des proportions universelles, contribuant ainsi à miner la crédibilité des institutions en général et en particulier des institutions judiciaires.

Le Mali n'échappe pas à cette tendance et les Pouvoirs Publes sont décidés à inscrire le fléau qui est de nos jours à la base non seulement d'un renversement de l'échelle des valeurs mais également de la déperdition des ressources publiques et de la réticence des partenaires techniques et financiers à investir dans les pays du Sud.

La répression ne saurait à elle seule réduire la corruption sans une prise de conscience des acteurs de la vie publique et des populations.

L'implication des ONG et associations de la société civile qui réclament le droit légitime de donner leur point de vue sur le fonctionnement des institutions publiques dont les juridictions et l'utilisation des ressources publiques marque la proximité partagée de venir à bout de la corruption.

A cet effet, le Plan d'action a retenu comme principales stratégies d'une part la sensibilisation des populations et d'autres part le développement et le renforcement des capacités locales en journalisme d'investigation afin de traquer les manifestations complexes du phénomène.

U Faciliter aux citoyens et aux partenaires au Développement le suivi de la mise en œuvre de la Réforme de la Justice.

La mise en œuvre du plan d'action du PRODEJ suppose que l'ensemble des partenaires concernés par la Réforme (Pouvoirs Publics, société civile, partenaires techniques et financiers soient régulièrement tenus informés sur les étapes majeures franchies ainsi que les difficultés qui ne manqueront pas de jalonner le processus. La stratégie retenue vise à une information continue des citoyens et des partenaires au développement.

La pérennisation du processus consultatif devrait permettre de procéder aux corrections nécessaires et de s'assurer que les enjeux de la réforme sont bien compris et partagés.

VOLET C : INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION				
OBJECTIFS ET STRATEGIES	ACTIVITES	RESULTATS ESComptés	INDICATEURS DE RENDEMENT	REMARQUES
SGI <ul style="list-style-type: none"> • Objectif: Informer et orienter adéquatement les justiciables • Stratégies: <ul style="list-style-type: none"> • Créer des Bureaux d'accueil et d'orientation (BAO) • Créer des bureaux de presse au niveau des juridictions • Appuyer un appui aux BAO et aux bureaux de presse 	SGI <ul style="list-style-type: none"> • Etude sur l'identification des besoins de l'appareil judiciaire en matière d'accueil et d'orientation • Création des Bureaux d'accueil et d'orientation • Production de microprogrammes sur les modalités de fonctionnement des BAO • Formation en relations publiques du personnel recruté 	<ul style="list-style-type: none"> • Une étude est réalisée sur les besoins en BAO. • La création de BAO est complétée. • Des BAO sont mis sur pied dans les juridictions. • Les ressources humaines sont formées en relations publiques • Un plan et une campagne de communication sont conçus et mis en oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Les citoyens sont mieux informés et orientés • Les services offerts sont mieux le public • La fonctionnalité, l'efficacité ainsi que l'accès à l'information sont renforcés au niveau des services centraux et des juridictions 	<ul style="list-style-type: none"> • Les justiciables sont bien accueillis et bien orientés dans l'environnement judiciaire
		Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une étude réalisée sur les besoins en BAO • Existence d'un texte portant création de BAO et de bureaux de presse • Nombre de bureaux d'accueil et d'orientation créés • Produits et services offerts dans le cadre de la campagne de communication 	Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> • Qualité des services rendus au niveau de l'accueil et de l'orientation • Nombre de personnes reçues par les bureaux • Nombre de dossiers traités • Rétroaction des justiciables 	Indicateurs de rendement: <ul style="list-style-type: none"> • Perception des acteurs de la Justice et des justiciables

OBJECTIFS ET STRATÉGIES		ACTIVITES	INDICATEURS DE RENDMENT	INDICATEURS DE RENDMENT	INDICATEURS DE RENDMENT
		VOLUME : INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION			
S02		S02	S02	S02	S02
<p>Qu'éclairer les capacités des professionnels de la presse relative à la justice.</p> <p>Stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer un réseau de journalistes chroniquesurs de justice 	<p>Qu'éclairer les capacités des professionnels de la presse relative à la justice.</p> <p>Stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer un réseau de journalistes chroniquesurs de justice 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place du réseau de chroniquesurs de justice • Organisation de séminaires et colloques sur le thème « Médias et Justice » • Développement de projets monochroniques de la presse et des activités ciblées du réseau des chroniquesurs de justice 	<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau de chroniquesurs de justice est mis en place • Le réseau est appuyé financièrement et techniquement dans la mise en œuvre de projets ponctuels 	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités des professionnels de la presse relative à la justice sont renforcées • Le réseau de chroniquesurs de justice est appuyé financièrement dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information judiciaire 	<p>L'information sur la Justice est diffusée efficacement</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perception du public et des médias des de la communication
		<ul style="list-style-type: none"> • Vulgarisation des codes usuels en général et, en particulier, des textes sur l'organisation et le fonctionnement des institutions judiciaires • microprogrammes • débats • chroniques • traduction, édition et diffusion de recueils et autres documents en langues nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Des textes fondamentaux sont traduits en langues nationales • Des programmes de communication et de vulgarisation du Droit sont élaborés et mis en œuvre • Indicateurs de rendement : • Nombre de textes traduits • Nombre de programmes de communication élaborés et exécutés 	<ul style="list-style-type: none"> • Les citoyens sont largement informés et éduqués sur les textes fondamentaux • Indicateurs de rendement : • Niveau de connaissance des programmes de communication • Réinformation des populations cibles 	<p>Les codes usuels sont mieux connus des populations, y compris des populations analphabètes</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau moyen de connaissance des citoyens en ce qui concerne les codes usuels

Plan d'Action du PRODUCEUR - Objectifs - Activités - Résultats à court terme - Résultats à moyen terme - Impact	OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	EXTRANTS (résultats à court terme)	EFFETS (résultats à moyen terme)	IMPACT (résultats à long terme)
	SG4 Objectif Renforcer la promotion des Droits de la personne par une large information des populations Stratégies • Organiser des campagnes de sensibilisation au public.	GC4 • Organisation de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur le respect des droits en général et sur la promotion et la défense des droits de la femme, de l'enfant et des personnes handicapées en particulier • Appuyer un appui institutionnel aux structures d'éducation civique (organisations associatives et ONG) • Tenir compte de la citoyenneté et des Droits de la personne	• Des campagnes de sensibilisation sur les droits de la personne sont mises en œuvre • Des activités ponctuelles des femmes communautaires sont organisées • Des structures d'éducation civique sont appuyées • Les citoyens sont mieux informés sur les droits de la personne Indicateurs de rendement : • Nombre de programmes de communication réalisés et réalisés • Nombre d'activités ponctuelles réalisées • Nombre de femmes communautaires appuyées financièrement et éduquées • Volume d'appui apporté aux structures d'éducation civique	• La promotion des Droits de la personne est renforcée • Les citoyens connaissent davantage les droits de la femme, de l'enfant et des personnes handicapées Indicateurs de rendement : • Perceptions de la société Civile • Niveau de connaissances des populations en ce qui a trait aux droits de la femme, de l'enfant et des personnes handicapées	• Les Droits de la personne sont largement respectés Indicateurs de rendement : • Situation du pays en matière de respect des Droits de la personne

OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	EXAMENS DE RENDEMENT	EFFETS	IMPACT
VOLET G : INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION				
SG5 Objectif : Informer et éduquer le public sur le phénomène de la corruption Stratégies : • Développer et renforcer les capacités locales en journalisme d'investigation	GS5 • Elaboration de modules de formation sur le journalisme d'investigation • Formation de journalistes aux techniques d'investigation • Organisation de séminaires et colloques • Organisation de campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption • Diffusion de l'information à travers divers média	• Des modules de formation en journalisme d'investigation sont élaborés • Des journalistes sont formés • Des campagnes d'investigation sont organisées • La lutte contre la corruption est accentuée Indicateurs de rendement : • Nombre de modules de formation élaborés • Nombre de journalistes formés • Nombre de campagnes d'investigation • Volume et nature des campagnes de sensibilisation réalisées • Fréquence dans les médias de l'intérêt pour la problématique de la corruption	• Les populations comprennent mieux le phénomène de la corruption et le combattent plus efficacement • Les journalistes ont les outils pour traquer et mettre à jour les faits et méfaits de la corruption Indicateurs de rendement : • Qualité des enquêtes et reportages journalistiques relatifs à la corruption • Appréciation des populations • Nombre d'accusations et de délits de corruption	• La lutte contre la corruption est efficace Indicateurs de rendement : • Nombre de journalistes dans le pays (légal) par des organismes internationaux indépendants et spécialisés. Ex. Transparency International)

OBJECTIFS ET STRATEGIES	ACTIVITES	RESULTATS SOUS-TENUS	IMPACTS ATTENDUS	
<p>SGE</p> <p>Objectif: Faciliter aux citoyens et aux partenaires au développement du Mali le suivi de la mise en oeuvre de la réforme</p> <p>Stratégies:</p> <ul style="list-style-type: none">• Informer continuellement les citoyens et les partenaires au développement sur l'évolution de la Réforme	<p>G06</p> <p>Elaborer et mettre en oeuvre un programme d'information continue des citoyens et des partenaires au développement sur les états d'avancement de la mise en oeuvre du programme de réforme de la Justice</p>	<ul style="list-style-type: none">• Une stratégie, un plan et un programme de communication sur le suivi de la Réforme sont produits et mis en oeuvre• Les acteurs, les pouvoirs publics et les partenaires au développement sont informés et impliqués sur les étapes majeures du processus et des enjeux	<ul style="list-style-type: none">• Les citoyens et les partenaires au développement suivent l'évolution du programme de réforme• L'accès à l'information sur les états d'avancement du projet réforme des citoyens, permettant par le fait même l'amélioration continue des processus• Le processus de la Réforme est géré avec transparence et sur une base participative <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none">• Perception et jugement des citoyens et des partenaires au développement• Nombre de requêtes perçues suite à la rétroaction des citoyens grâce au programme d'information sur les états d'avancement de la mise en oeuvre de la Réforme	<p>La réforme est perçue comme l'aboutissement d'un processus ouvert et démocratique</p> <p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none">• Perception des différents acteurs de la Réforme y compris des citoyens

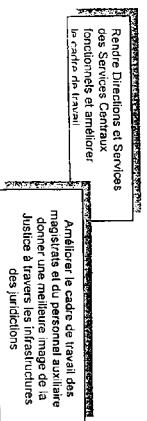
INFRASTRUCTURES - LOGISTIQUE - ÉQUIPEMENT - BUDGET

u Infrastructures

L'une des causes majeures du dysfonctionnement de l'appareil judiciaire est sa faiblesse en ce qui concerne les infrastructures. A tous les niveaux, les besoins sont énormes. Pour pallier cette situation, le Plan d'Action prévoit deux objectifs.

Le premier objectif vise à rendre les Directions et Services fonctionnels et à améliorer le cadre de travail. Pour ce faire, la principale activité consistera à les doter en infrastructures adéquates et adaptés. Il s'agira de constructions nouvelles ou de réhabilitation d'infrastructures existantes.

Le second objectif vise à améliorer le cadre de travail des magistrats et du personnel (Greffiers, Secrétaires de Greffe et Parquets, Surveillants des Services Pénalementaires...) et à donner une meilleure image de la Justice à travers les infrastructures des juridictions. Pour y arriver, le programme dotera d'infrastructures adéquates les Cours, les Tribunaux, les Maisons d'arrêt, les Centres d'accueil et le Laboratoire de Police scientifique. Voir le Plan d'investissement (Section V) pour apprécier l'ampleur des besoins devant être satisfaits en matière d'infrastructures.



o Logistique

Les faiblesses de l'appareil judiciaire en matière logistique contribuent aussi largement au dysfonctionnement, souligne au point précédent relatif aux infrastructures.

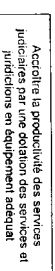
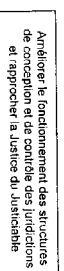
Pour y remédier, le PRODEJ a pour objectif d'améliorer le fonctionnement des structures de conception et de contrôle des juridictions et rapprocher la Justice des justiciables en dotant les Services Centraux et les juridictions de moyens logistiques adéquats.

Voir le Plan d'investissement (Section V) pour une présentation détaillée des besoins de l'appareil judiciaire en moyens logistiques.

o Équipement

L'objectif de la Réforme sur le Plan de l'équipement est de doter les Services Centraux et les juridictions d'équipements fonctionnels et modernes (bureautique, création d'un réseau informatique national pour la Justice et d'un Casier judiciaire informatisé et centralisé).

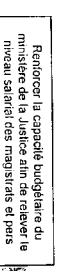
(Voir le Plan d'investissement, Section V, pour tous les détails concernant le comblement des déficits en matière d'équipement) :



o Budget

Malgré l'intérêt que les pouvoirs publics ont pour la Justice, le budget national alloue à peine un pour cent au département de la Justice. Tel que l'a relevé le processus consultatif sur la planification de la réforme, il est impérieux que davantage de ressources soient allouées au domaine de la Justice. Cet impératif est particulièrement important en ce qui a trait à la nécessité d'augmenter le niveau salarial des magistrats et du personnel auxiliaire, condition critique du renforcement de l'indépendance de la Justice. L'objectif visé par le

PRODEJ dans cette perspective est de renforcer la capacité budgétaire du ministère de la Justice afin de relever le niveau salarial des magistrats et du personnel auxiliaire. Voir projections et scénario budgétaires (Plan d'investissement, Section V)



VOILET II : INFRASTRUCTURES				
SHI	HOI	EXTRANTS	INDICATEURS DE RENDREMENT	INDICATEURS DE RENDREMENT
<p>Objectif Renforcer les Directions et Services Centraux et améliorer le cadre de travail</p> <p>Stratégies • Construire les structures cibles des infrastructures requises</p>	<p>1) Construction et réhabilitation des infrastructures requises</p> <p>Direction Nationale de l'Administration de la Justice (DNAJ) - Direction Nationale des Affaires Judiciaires et du Secau (DNAJS) - Direction Nationale de l'Administration Penitentiaire et de l'Education Supérieure (DNAVES) - Inspection des Services Judiciaires (ISJ) - Institut National de l'Environnement (INAE) - Administration Financière (FMA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des appels d'offres sont lancés pour la détermination finale des coûts des infrastructures L'expertise de cabinet des services est retenue Les travaux de construction sont lancés et exécutés <p>Indicateurs de rendement: • Avis d'appels d'offres effectivement lancés • Marchés publics octroyés • Réalisations concrètes sur le terrain</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le programme de construction et de réhabilitation des infrastructures des Services Centraux est finalisé Les services centraux disposent d'infrastructures adéquates et adaptées <p>Indicateurs de rendement: • Réalisations finales concrètes du Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures des Services Centraux et des logements des Directions</p>	<p>Les Services Centraux de la Justice sont plus performants et travaillent dans un cadre de travail approprié</p> <p>Indicateurs de rendement: Caractéristiques de l'environnement de travail des Services Centraux</p>

<p>242</p>	<p>HO2</p>	<p>Les juridictions sont plus performantes</p>
<p>Objectif</p>	<p>Position des Cours, des tribunaux, des maisons d'arrêt, des centres d'accueil et du Laboratoire de Police scientifique en infrastructures.</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures est finalisé</p>
<p>Stratégies</p>	<p>Constitution ou réhabilitation des infrastructures :</p>	<p>Les juridictions civiles disposent d'infrastructures adéquates et adaptées</p>
<p>Doier les structures civiles</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>
<p>infrastructures</p>	<p>Conseil d'Etat - Cour Constitutionnelle - Cour de Cassation - Cour des Comptes</p>	<p>Le Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures</p>

OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	EXTRANTS	INDICATEURS	INDICATEURS	INDICATEURS
			VOLETT 1. INFRASTRUCTURES	VOLETT 2. REHABILITATION	VOLETT 3. REHABILITATION
<p>Maisons d'arrêt (Restauration des infrastructures): Bougouni – Dienné – Kenkoba – Kousségala – Tominan – Youwarou.</p> <p>Maisons d'arrêt (Nouvelles constructions): Kayes – M'pasa – Nara – Tombouctou – Yandina – Bamako – Sikasso – Koro – Kadi – Segou – Koudougou – Bankeless – Mali – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Kati – Bougouni – Niakoro – Bamakou – Bougouni – Tominan – Dienné – Rharous – Aïtongou – Koudougou – Yelmamé – Niafunké – Bafoulabé – Kangaba – Dioncetti – Tominan – Youwarou – Dienné Kadi</p> <p>Centres d'accueil Bamako – Koudougou – Sikasso – Ségou – Mopti – Tombouctou – Gao –</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Des appels d'offres sont lancés pour la réalisation des coûts des infrastructures • L'expertise de cabinets d'architecture est retenue • Les travaux de construction sont lancés et exécutés 	<p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avis d'appels d'offres effectivement lancés • Marchés publics octroyés • Réalisations concrètes sur le terrain 	<p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisations finales concrètes du Programme de construction et de réhabilitation des infrastructures des juridictions 	<p>Indicateurs de rendement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les juridictions sont plus performantes et plus efficaces dans l'exécution de leur mission dans le cadre de travail approprié

OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	ÉTATS INTERMÉDIAIRES	INDICATEURS	INDICATEURS
Stratégie	Id	VOLET 1 : LOGISTIQUE		
<p>Stratégie</p> <p>Offrir aux juridictions des services judiciaires adéquats</p>	<p>Acquisition des Directions et Services des Services Centraux et des juridictions de moyens logistiques adéquats</p> <p>Acquisition du matériel requis</p> <p>Cours d'Etat-Cour Constitutionnelle</p> <p>Cour de Cassation – Cour des Comptes</p> <p>Services Centraux :</p> <p>Véhicules des directeurs, véhicules de liaison, motocykles, téléphone, fax, courrier électronique</p> <p>Cours d'Appel</p> <p>Véhicules légers, véhicules 4x4, motocykles, téléphone, fax, courrier électronique</p> <p>Tribunaux de 1^{re} instance</p> <p>Véhicules légers, véhicules 4x4, motocykles, téléphone, fax,</p> <p>Tribunaux administratifs</p> <p>Véhicules, motocykles, téléphone, fax</p> <p>Tribunaux de commerce</p> <p>Véhicules, motocykles, téléphone, fax</p> <p>Tribunaux du Travail</p> <p>Véhicules, motocykles, téléphone, fax</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les besoins et les coûts finaux des services logistiques sont déterminés par les services techniques du Ministère de la Justice Des aits d'appel d'offre sont lancés aux fournisseurs Le matériel est acquis et distribué <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Existence de rapports des services techniques du Ministère de la Justice faisant le point sur les besoins et les coûts de dotation des services judiciaires en moyens logistiques Avis d'appel d'offres Attribution des services Matériel requis disponible 	<ul style="list-style-type: none"> Les services judiciaires disposent de moyens logistiques adéquats et remplissent leurs missions avec plus de facilité <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Perception et renforcement des bénéficiaires 	<p>Les structures de conception et de contrôle des juridictions ont une bonne performance</p> <p>Indicateurs de rendement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau de performance des structures cibles

OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	RÉSULTATS	INDICATEURS DE RENDEMENT	INDICATEURS DE RENDEMENT	INDICATEURS DE RENDEMENT
VOLET I : ÉQUIPEMENT					
	<p>Tribunaux administratifs <i>Présidence</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, <i>Gardi</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, coffre-fort, registres <i>Salles d'audience</i>: Mobilier, brasseur d'air</p> <p>Tribunaux de commerce <i>Présidence</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, documentation <i>Gardi</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, <i>Salles d'audience</i>: Mobilier, brasseur d'air</p> <p>Tribunaux du Travail <i>Présidence</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, documentation <i>Gardi</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, coffre-fort, registres <i>Salles d'audience</i>: Mobilier, brasseur d'air</p> <p>Tribunaux pour mineurs <i>Présidence</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, documentation <i>Gardi</i>, Mobilier de bureau, machine à écrire, ordinateur, photocopieur, climatiseur, brasseur d'air, coffre-fort, registres <i>Salles d'audience</i>: Mobilier, brasseur d'air</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les besoins et les coûts de dotation en moyens logistiques sont déterminés par les Services Centraux du Bureau des Services Des listes d'articles sont fournies aux fournisseurs Le matériel est acquis et distribué 	<p>Les services judiciaires disposent d'un équipement adéquat et remplissent leurs missions avec plus d'efficacité</p> <p>Indicateurs de rendement: Répartition des services bénéficiaires</p>	<p>Les services judiciaires sont performants</p> <p>Indicateurs de rendement: Taux de performance des structures cibles</p>	

OBJECTIFS ET STRATÉGIES	ACTIVITÉS	EXTRANTS (RÉSULTATS CONCRÈTS)	EFFETS (RÉSULTATS MOYENS)	IMPACTS (RÉSULTATS FINAUX)
SK1 Objectif : Renforcer la capacité des magistrats du Ministère de la Justice afin de relever le niveau salarial des magistrats et du personnel auxiliaire (Greffiers, Secrétaires des greffes, etc.). Stratégies : • Augmenter le budget alloué au Ministère de la Justice	K01 Réflexion et concertation autour des besoins budgétaires nécessaires pour une augmentation des salaires des magistrats et du personnel auxiliaire	<ul style="list-style-type: none"> La famille judiciaire et le personnel auxiliaire ont une réflexion sur le relèvement du niveau salarial au sein de la Magistrature et du personnel auxiliaire Un consensus est établi sur la satisfaction des besoins de l'appareil judiciaire en ce qui concerne la rémunération des magistrats et du personnel auxiliaire. Indicateurs de rendement : Existence de textes définissant les termes du consensus (Famille judiciaire-Gouvernement) sur le plan de la rémunération des magistrats et du personnel auxiliaire 	<ul style="list-style-type: none"> Le niveau salarial des magistrats et du personnel auxiliaire est relevé Les conditions de vie des magistrats et du personnel auxiliaires sont améliorées Les magistrats sont plus à l'abri du besoin L'investissement propre à l'indépendance des juges est renforcé 	<ul style="list-style-type: none"> L'institution judiciaire est plus crédible et plus performante
K02 Création d'un compte spécial d'allocation		Une étude est réalisée sur la création d'un compte spécial d'allocation Indicateurs de rendement : Existence d'une étude sur la création d'un compte spécial d'allocation	Meilleure connaissance de la masse des ressources générées par la Justice (timbres, frais de consignation, droits de timbres et consignation, etc.) Indicateurs de rendement : Etats financiers au chapitre des ressources ciliées	La performance et l'efficacité du service public de la Justice sont renforcées Indicateurs de rendement : Perception des acteurs de la Justice et des justiciables
K03 Etude sur la prise en charge des honoraires des avocats et des huissiers en cas d'assistance judiciaire		Une étude sur la prise en charge des honoraires des avocats et des huissiers en cas d'assistance judiciaire est réalisée Indicateurs de rendement : Existence d'une étude sur la prise en charge des honoraires des avocats et des huissiers en cas d'assistance judiciaire	L'Etat est mieux outillé pour la détermination de la prise en charge des honoraires des avocats et des huissiers en cas d'assistance judiciaire Indicateurs de rendement : Appréciation des avocats, des huissiers et des juges	Le nombre des bénéficiaires de la loi sur l'assistance judiciaire augmente au niveau des couches démunies Indicateurs de rendement : Nombre de bénéficiaires de l'assistance judiciaire

MINISTRE DE LA JUSTICE
COMITE DE PILOTAGE DU PROJET
D'APPUI A LA REFORME
DE LA JUSTICE (CP - PRODEJ)



RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

PROGRAMME DECENNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA JUSTICE

(PRODEJ)

- ✓ POLITIQUE GENERALE
- ✓ PLAN D'ACTION
- ✓ STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
- ✓ PLAN D'INVESTISSEMENT

31 Décembre 1999

Plan d'Action du Programme - Objectifs - Stratégies	ACTIVITES	EXTRANTS (Résultats à court terme)	EFFETS (Résultats à moyen terme)	IMPACT (Résultats à long terme)
VOLET A : JUDICE	KOI Création de régies de dépenses urgentes au niveau des juridictions	Dos régies de dépenses urgentes sont créées au niveau des juridictions Indicateurs de rendement : Existence effective de régies de dépenses urgentes au niveau des juridictions	La gestion quotidienne des juridictions est améliorée Indicateurs de rendement : Appréciation du personnel exerçant au niveau des juridictions	La performance et l'efficacité des juridictions sont renforcées Indicateurs de rendement : Perception des acteurs de la justice

Section III
PLAN D'ACTION
STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE

1. Principes directeurs de la Stratégie de mise en œuvre

La stratégie de mise en œuvre préconisée pour le PRODEJ s'articule autour des principes suivants dont l'observation dans la pratique devrait contribuer à maximiser les chances de réussite du programme décennal.

❖ Une recherche permanente de synergies

La réforme de la Justice implique un nombre considérable d'intervenants œuvrant dans divers sphères d'activités mais devant travailler étroitement de concert pour la génération des résultats escomptés du PRODEJ, cela, avec des ressources et un temps bien limités. Aussi est-il important d'accorder une attention particulière au besoin de mener le processus avec le souci constant de la recherche de la plus grande synergie possible entre les partenaires impliqués. La nécessité de privilégier autant que possible les démarches synergiques est d'autant forte que le projet fait appel à l'intervention de plusieurs départements ministériels.

❖ Une gestion itérative des processus

Parler d'un projet de réforme s'étendant sur une période de dix ans et portant sur un domaine aussi complexe et sensible que la Justice (domaine ayant très peu fait l'objet de réforme en Afrique) implique que le processus devrait être géré avec une attitude d'ouverture à l'apprentissage et à l'humilité, ce qui favorise la prise en compte des leçons tirées de l'expérience, permettant par le fait même une amélioration continue dans la production des résultats escomptés.

❖ Un traitement méthodique de l'information

Une des faiblesses que l'on rencontre souvent dans les programmes d'envergure est la déficience en matière de gestion de l'information. Or la gestion moderne est essentiellement centrée sur une exploitation judicieuse de l'information méthodiquement traitée. Aussi la stratégie de mise en œuvre accorde-t-elle une grande attention au traitement systématique de l'information, traitement étant à la base de l'approche itérative dont il a été question au point précédent.

2. Structure de mise en œuvre

La mise en œuvre du Plan d'Action Décennal sera gérée par un organisme dénommé l'Unité de Coordination du Programme Décennal de Développement de la Justice (UC-PRODEJ).

2.1 Mandat

Placé sous l'autorité directe du Ministère de la Justice Garde des Sceaux, l'UC-PRODEJ aura pour mandat de :

coordonner l'ensemble des processus de mise en œuvre du Plan d'Action Décennal et de veiller à une production adéquate et efficace des résultats escomptés du Plan.

2.2 Objectifs

Les objectifs généraux de l'UC-PRODEJ seraient les suivants :

- En collaboration étroite avec les structures responsables identifiées plus loin dans ce document, l'UC-PRODEJ devra, sur la base des indications du Plan d'Action, élaborer un tableau de bord détaillé du Programme Décennal de Développement de la Justice ;
- Assurer une interaction harmonieuse des parties prenantes au programme de réforme en favorisant la plus grande synergie possible entre les intervenants : Gouvernement, Acteurs de la Justice, Société Civile, Partenaires techniques et financiers;
- Assurer une administration saine, transparente et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles allouées à la production des résultats escomptés;
- Faciliter la participation populaire à la mise en œuvre du Plan d'Action en entretenant un dialogue continu avec les citoyens;
- Créer et animer une dynamique d'action axée sur une recherche permanente de la durabilité et de la pérennité des résultats;
- Mettre en œuvre une stratégie efficace de gestion du changement issu de la Réforme.

PRODEJ / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre -- SECTION III

N 1

Il est important de noter dès ici que l'UC-PRODEJ ne sera pas chargée de mettre en œuvre directement des projets. Son rôle se limitant, en effet, à coordonner et à encadrer la mise en œuvre des projets réalisés par les différentes parties impliquées dans la production des résultats escomptés du Programme décennal.

De plus et afin de maximiser les chances de réussite de la Réforme, Un Comité d'Orientation et de Suivi du PRODEJ sera créé dont la mission sera de veiller au bon déroulement du Programme. Décennal de développement de la Justice et de fournir au bassin, des avis aux autorités compétentes en vue de répondre aux besoins et aux priorités des secteurs de la Justice, de la société civile, des pouvoirs publics, des partenaires techniques et financiers et de la population malienne en général.

2.3 Composition

La structure de l'UC-PRODEJ serait composée comme suit :

- *Un Comité d'orientation et de suivi(COS)*

Composé de membres désignés respectivement par :

- la Présidence de la République
- la Primature
- le Ministère de la Justice
- la Cour Suprême
- L'Assemblée Nationale
- les Ministères impliqués dans la mise en œuvre
- du Plan d'Action
- les Partenaires techniques et financiers
- la Société Civile
- les syndicats et corporations de la famille Judiciaire

- *Une équipe de gestion*

(composée de :

- un Directeur
- un Chef de l'Unité Administrative et Financière
- 2 Chargés de projets

un personnel de soutien (2 secrétaires, 1 planton et 2 chauffeurs)

2.4 Rôles et responsabilités

2.4.1 Le Comité d'orientation et de suivi

Présidé par le représentant désigné par la Présidence de la République, le COS aurait les responsabilités suivantes :

- Approuver les programmes d'activités (programme décennal, programmes triennaux, programmes annuels), les plans de travail, les budgets et les rapports d'étapes.
- Approuver les grands outils de gestion du projet (manuels des procédures, cadres de suivi et d'évaluation, etc) ;
- Définir des stratégies et des politiques sur la base de l'évolution du programme.

Le COS serait chargé d'assurer le suivi de l'application des décisions courantes du COS et aurait des pouvoirs spéciaux conférés par le COS.

2.4.2 L'équipe de gestion

a) Le Directeur :

Responsable devant le COS, il serait chargé de la coordination d'ensemble des processus et activités mis en œuvre en vue de la réalisation du mandat et des objectifs de l'Unité sur le plan opérationnel et en vue de produire les résultats escomptés du Programme Décennal. Il serait membre ex-officio du COS.

b) Les Chargés de projets :

- Responsables devant le Chef de l'Unité des Projets, les 2 chargés de projets assurent la gestion de leurs portefeuilles respectifs de projets portant sur les domaines suivants :
 - Droits de la personne et groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées et personnes âgées) ;
 - Ressources humaines, Formation et Documentation ;
 - Information, Education et Communication ;
 - Législation et lutte contre la corruption ;
 - Infrastructures, équipement, logistique et budgétel

La gestion des politiques consisterait essentiellement en ce qui suit :

- La préparation des documents d'approbation des projets ;
- L'analyse des rapports soumis par les structures responsables de la réalisation des projets ;
- La consolidation périodique des rapports sur les résultats ;
- L'interaction avec les structures responsables de la réalisation des projets ;
- L'appui aux processus de suivi et d'évaluation des projets.

c) Le Chef de l'Unité Administrative et Financière :

Responsable devant le Directeur, il serait chargé d'assurer la gestion administrative et financière du Programme décennal. Son mandat porterait sur :

- Le développement et l'application d'un système et des procédures administratives et financières ;
- La mise en place et l'exploitation d'un système efficace de gestion financière et comptable ;
- La préparation des rapports et états financiers périodiques ;
- Le suivi financier des projets ;
- L'appui aux évaluations financières et audits ;
- La gestion de l'information.

d) Le comptable

Responsable devant le Chef de l'Unité Administrative et Financière, il serait chargé de la gestion comptable du programme.

e) Le personnel de soutien

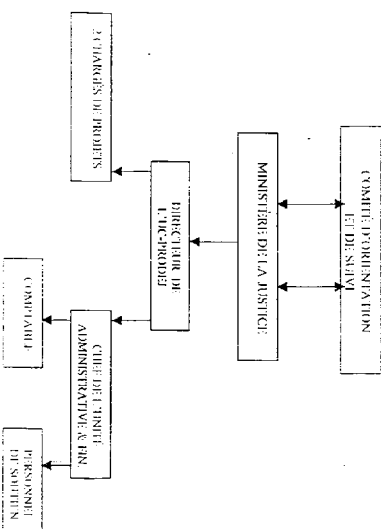
Responsable devant le Chef de l'Unité Administrative et Financière, il assurerait les tâches d'appui nécessaires au bon fonctionnement de l'Unité.

2.4.3 Concernant l'assistance technique

Les modalités d'intégration de l'assistance technique éventuelle dans le fonctionnement de l'Unité seraient définies au cas par cas, en fonction des politiques en vigueur et des besoins et missions spécifiques.

Il faut dire que la composition de l'équipe de gestion tel que présentée est celle d'un scénario de dotation minimale en ressources humaines de l'UC-PRODEL. Dependamment de la nature des tâches à exécuter, l'Unité pourra recourir à de l'expertise externe.

2.5 Organigramme de l'UC-PRODEJ



Légende

- > Lien hiérarchique
- > Lien de synergie

3.

Séquences de la mise en oeuvre

Le Plan d'Action serait mis en oeuvre en quatre phases :

- Le démarrage (1 an)
- L'exécution du premier Programme triennal d'activités (3 ans)
- L'exécution du second Programme triennal d'activités (3 ans)
- L'exécution du troisième Programme triennal d'activités (3 ans)

3.1 Phase de démarrage

La phase de démarrage portera sur les préparatifs nécessaires à un lancement adéquat du Programme Décennal. Cette phase comprendrait 3 étapes ci après décrites.

3.1.1 La mise en place de l'UC-PRODEJ

La mise en place de l'UC-PRODEJ serait constituée des activités suivantes :

- L'aménagement de l'espace physique;
- La dotation en équipement, en matériel de travail et en ressources humaines;
- L'organisation du travail (précisions des termes de référence, des mandats, des obligations de résultats, du règlement intérieur, etc.).

3.1.2 L'élaboration des outils de gestion

A cette étape, les outils de gestion requis seront développés :

- Manuel de normes et procédures ;
- Politiques de base ;
- Système financier et comptable ;
- Système de gestion de l'information interne ;
- Documents types de travail;
- Cadre de Suivi-Evaluation

3.1.3 Développement du Programme décennal

Cette phase consistera en ce qui suit :

- Etudes préliminaires prévues dans le Plan d'Action;
- Identification et élaboration des projets (exercice incluant naturellement la définition des résultats et des indicateurs spécifiques de rendement) ;
- Définition des modalités de partenariat avec les intervenants;
- Définition et négociation des paramètres de la gestion des allocations de fonds des partenaires mandataires;
- Actualisation des projections du Plan d'investissement;
- Finalisation du premier programme triennal d'activités sur la base des études réalisées et des projets identifiés.

3.2 Exécution du Premier programme triennal d'activités

A cette étape, le premier programme triennal approuvé par le Comité Directeur sera mis en oeuvre. Le dernier semestre sera consacré à la préparation du programme triennal suivant.

3.3 Élaboration et exécution du second Programme triennal

La troisième phase concernerait l'élaboration et l'exécution du second Programme triennal. La dernière période de six mois portera sur la préparation du troisième programme triennal.

3.4 Élaboration et exécution du troisième Programme triennal

Le troisième programme triennal sera mis en oeuvre à cette phase. La dernière année sera consacrée à la démobilisation progressive de l'UC-PRODEJ.

3.5 Échéancier

La distribution des opérations dans le temps se trouve dans le Chronogramme du Plan d'Action (Section 4 du présent document).

4.

Cadre de suivi et d'évaluation du rendement

La mise en œuvre du Plan d'Action devra accorder une attention particulière à la mesure du rendement. Les deux moyens prévus pour ce faire sont le suivi des activités et l'évaluation des résultats.

4.1 Suivi des activités

Comme mentionné plus haut, l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation fait partie des activités prévues à la Phase 1 de mise en œuvre du Plan d'action. Ce cadre établira les paramètres et les mécanismes qui régiront le suivi des projets et des résultats aux niveaux suivants :

- structures responsables des activités;
- chargés de projet;
- agents de suivi des partenaires techniques et financiers;
- Comité Directeur;

L'élaboration du cadre de suivi sera faite en tenant compte des éléments suivants :

- La nécessité d'établir les modalités de suivi en collaboration étroite avec les structures responsables afin d'assurer une «co-proprété» des exigences et laisser la porte ouverte à des approches spécifiques adoptées en fonction de réalités spécifiques;
- La nécessité d'éviter un «trop plein» de suivi (par exemple : un excès de missions de suivi qui aurait pour conséquence de ne pas faciliter la production des résultats escomptés des projets.

4.2 Évaluation des résultats

Le Programme Décennal fera l'objet de 2 types d'évaluation : des évaluations internes et des évaluations externes tant sur le plan des résultats développementaux que sur celui des résultats opérationnels (ordon des processus et des ressources)

• Évaluations internes

Étroitement liées aux activités de suivi, elles seront un ensemble de moyens d'observation méthodique du cheminement vers l'atteinte des résultats escomptés. À ce niveau, il s'agira pour les chargés de projets et les structures responsables d'avoir des outils leur permettant de détecter rapidement et efficacement les signaux d'alarme envoyés par les rapports périodiques et les observations sur le terrain afin d'apporter en temps opportun les améliorations nécessaires

• Évaluations externes

Il est prévu trois évaluations externes pour le Programme Décennal. En effet, chaque programme triennal fera l'objet d'une évaluation complète. La dernière évaluation serait combinée avec l'exercice d'évaluation finale.

Le calendrier des évaluations se trouve dans le Chronogramme (Section IV du présent document)

4.3 Rapports

Les rapports se veulent les principaux outils de suivi des activités et des résultats. Il est prévu 3 types de rapports : des rapports annuels, des rapports triennaux consolidés et un rapport final. Le calendrier des rapports fait partie du chronogramme (Section IV).

Il est entendu que le système de gestion de l'information contribuera à faciliter la production méthodique des rapports, surtout en ce qui concerne les rapports consolidés sur les résultats.

5.

Éléments pour une stratégie de gestion du changement

Une réforme est en soi la recherche d'un changement en vue d'une situation nouvelle. Or, bien que les résultats escomptés du processus soient soutenus par les parties prenantes, il demeure qu'un changement ne se fait presque jamais sans résistances, certaines pouvant aller jusqu'à l'opposition délibérée, pour diverses raisons. Aussi est-il important d'en tenir compte et de s'assurer que la mise en œuvre du Plan d'Action inclut nécessairement une **stratégie de gestion du changement**. Cette stratégie de gestion du changement s'articulerait autour des principales opportunités et menaces qui sous-tendent la mise en œuvre du programme de réforme :

Opportunités :

- La volonté et l'engagement exprimés par le Gouvernement de moderniser la Justice et de la rendre plus saine et crédible;
- Le désir marqué des citoyens (tel que l'a révélé le sondage mené tout au début du processus consultatif s'étant conclu par la tenue du Forum National sur la Justice) de s'épanouir dans un État de Droit dans lequel la distribution de la Justice est assurée par un appareil responsable et digne de confiance;
- L'engagement des partenaires techniques et financiers à appuyer le Mali dans son **programme de réforme**;
- La disposition de la Famille Judiciaire et de la Société Civile au dialogue et à une action concertée, sous le signe de la perception des dysfonctionnements de la Justice comme étant la résultante d'une responsabilité partagée;
- L'unanimité nationale sur une réalité : « la Justice malienne est malade ».

Menaces :

- Les résistances diverses des corrupteurs de système de toutes sortes qui ont fait des dysfonctionnements de la Justice une source de leur bien-être;

- L'éventualité d'un relâchement de la détermination du leadership politique à redresser avec ardeur et consistance l'appareil judiciaire;

- Le répit éventuel des citoyens dû à un pessimisme nourri par l'impunité des auteurs et complices de violation de la Loi et le laxisme des pouvoirs publics;
- L'éventualité d'une timidité des partenaires au développement dans la fourniture de moyens financiers et techniques nécessaires à la faisabilité même de la réforme.

En termes opérationnels l'approche de gestion de la réforme devra accorder une place de choix à une écoute attentive de la réaction des parties prenantes et à la capacité de détection des signaux de menaces afin que des mesures correctives soient prises lorsque nécessaire.

6.

Gestion de l'information interne

Tel que mentionné tout au début de ce document, le traitement et l'exploitation judicieuse de l'information font partie des principes directeurs de la mise en œuvre du Plan d'Action. Il s'agit particulièrement ici de l'information interne de gestion. En effet, l'efficacité du pilotage de la réforme dépendra en grande partie de la capacité de la structure de coordination à concevoir, à mettre en place et à exploiter la somme d'information que générera la mise en œuvre de la réforme. Aussi est-il indiqué qu'un système performant de gestion de l'information soit l'une des pierres angulaires de la production efficiente des résultats escomptés et du suivi du Programme Décennal.

7.

Structures responsables de la mise en œuvre des activités

Les tableaux ci-après identifient les structures, respectivement responsabilisées pour la mise en œuvre des activités prévues dans le Plan d'Action, responsable de la coordination de la mise en œuvre du programme de réforme, le Ministère de la Justice, notamment à travers l'UC-PRODEJ, oeuvrera de concert avec les différentes parties impliquées.

- 18 Ministères
 - Ministère des Affaires Étrangères
 - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité
 - Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants
 - Ministère de la Communication
 - Ministère de la Culture et du Tourisme
 - Ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration
 - Ministère de l'Éducation de Base
 - Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique et du Travail
 - Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
 - Ministère de l'Environnement
 - Ministère des Finances
 - Ministère de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat
 - Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant, et de la Famille
 - Ministère des Relations avec les Institutions
 - Ministère de la Santé, des Personnes Âgées et de la Solidarité
 - Ministère des Travaux Publics et des Transports
 - Ministère du Urbanisme et de l'Habitat
 - Ministère de la Jeunesse

La liste des activités cibles de la synergie du Ministère de la Justice avec les départements ministériels (p. 19-21) établit le cahier des charges des différentes relations bilatérales qu'il devra entretenir en vue d'assurer une action concertée au niveau gouvernemental. Il reviendra à chaque département de désigner un représentant dont la responsabilité sera de servir d'interface avec le Ministère de la Justice. Les

personnes ainsi désignées représenteront en principe leur département au Comité d'orientation et de suivi du PRODEJ.

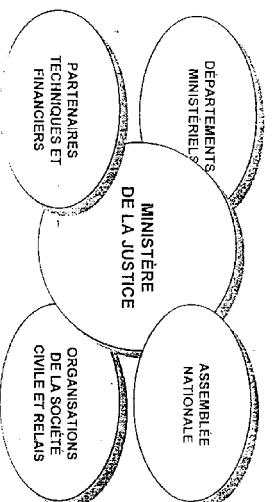
- Des organisations de la Société Civile

L'interaction avec les organisations de la Société Civile et les relais régionaux se fera dans la totalité des volets de la réforme car l'implication de la Société Civile est un des facteurs de réussite du programme. Afin de maximiser les résultats de la dynamique de synergie, une *Table de travail Ministère de la Justice-Société Civile* servira de cadre d'interaction. Elle sera composée des représentants des principales organisations de la Société Civile impliquées dans la mise en œuvre des activités du programme de réforme, des représentants des relais régionaux du ministère de la Justice, et des responsables de l'UC PRODEJ.
- Des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

L'identification de l'implication précise des partenaires techniques et financiers dans la mise en œuvre sera déterminée en fonction des choix opérés par les uns et les autres suivant les domaines d'intervention

La table ronde aidera à identifier ceux des PTF qui siègeront au sein du COS.

UNE STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE DU PLAN ACTION AXÉE SUR UNE SYNERGIE DES INTERVENANTS, SOUS LA COORDINATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE



PRODEJ / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre – SECTION III

89

VOLET A : RESSOURCES HUMAINES		STRUCTURES RESPONSABLES
ACTIVITES		
501 Certification des travailleurs en personnel		Ministère de la Justice (Services Centraux) - MFAAC
502 Recrutement du personnel		Ministère de la Justice- MFAAC
VOLET B : FORMATION DU PERSONNEL		
503 Identification des besoins en formation du personnel		Institut National de Formation Judiciaire (INF-J)- MFAAC
504 Elaboration de programmes appropriés de formation		Institut National de Formation Judiciaire (INF-J) - MFAAC
505 Mise en œuvre des programmes de formation		Institut National de Formation Judiciaire (INF-J)
VOLET C : DOCUMENTATION		
506 Création d'un centre national de documentation juridique et judiciaire		Ministère de la Justice
507 Exploitation du Centre national d'information juridique et judiciaire		Ministère de la Justice
508 Implantation de bibliothèques d'information juridique et judiciaire à Bamako et dans chaque juridiction		Ministère de la Justice

PRODEL / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre -- SECTION III

90

VOLET D: LÉGISLATION		STRUCTURES RESPONSABLES
ACTIVITÉS		
D01	Elaboration d'un Code de la Famille comprenant des dispositions sur le mariage et la tutelle, la parenté, les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux	Ministère de la Justice - Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Ministère de la Culture - Assemblée Nationale - Ministère de la Promotion de la Jeunesse
D02	Elaboration d'un Code de la consommation	Ministère de la Justice - Ministère de l'Economie - Ministère de la Santé - Ministère de l'Industrie - Ministère de l'Environnement - Assemblée Nationale - Ministère de la Promotion de la Jeunesse
D03	Rédaction des textes sur la Presse	Ministère de la Justice - Ministère de la Communication - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - Ministère des Relations avec les Institutions - Assemblée Nationale - Ministère des Finances - Assemblée Nationale -
D04	Rédaction de la Loi sur l'assistance judiciaire	Ministère de la Justice - Ministère de la Solidarité - Ministère des Finances - Assemblée Nationale -
D05	Rédaction d'une Loi d'application des règles d'égalisation des chances des personnes handicapées	Ministère de la Justice - Ministère de la Solidarité - Assemblée Nationale -
D06	Elaboration d'une Loi instituant les travaux d'intérêt général (TIG) en matière pénale	Ministère de la Justice - Ministère de l'Emploi - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - Assemblée Nationale -
D07	Elaboration d'une Loi instituant la médiation pénale	Ministère de la Justice - Assemblée Nationale -
D08	Elaboration d'un Texte concernant les atteintes concernant l'intégrité physique de la femme et de la fille	Ministère de la Justice - Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - Assemblée Nationale - Ministère de la Jeunesse - Ministère de la Culture
D09	Elaboration d'une Loi d'application de l'article 9 de la Constitution relatif au droit à un avocat pendant l'enquête préliminaire	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - Assemblée Nationale - Ministère des relations avec les institutions
D10	Etude sur les mécanismes de réparation par l'Etat en cas de détention injustifiée et éventuellement prolongée	Ministère de la Justice
D11	Etude sur la conciliation à faire entre la présomption d'innocence, le respect du secret de l'instruction et le droit à l'information du public	Ministère de la Justice

PRODEL / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre – SECTION III

91

VOLE D'LEGISLATION		RESPONSABLES
ACTIVITES		
016	Elaboration d'une Loi portant création du Caier Judiciaire National	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - Ministère des Affaires Etrangères et des Maitiens de l'Extrieur -Assemblée Nationale -
018	Institution de la procédure de la mise en état devant les juridictions civiles commerciales et sociales	Ministère de la Justice -Assemblée Nationale -
020	Elaboration du décret portant tant des frais de justice en matière pénale	Ministère de la Justice - Ministère des Finances -Assemblée Nationale -
022	Recteure du Code général des Impôts	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité -Assemblée Nationale -
024	Recteure du Code Pénal	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité -Assemblée Nationale - Ministère des relations avec les institutions
026	Recteure du Code de procédure pénale	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité -Assemblée Nationale -
028	Recteure de la Loi portant régime pénitentiaire	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité -Assemblée Nationale -
030	Elaboration d'une Loi portant régime de l'éducation surveillée	Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité -Assemblée Nationale - Ministère Jeunesse
032	Etude sur le levrai , le veuvage et le scroel	Ministère de la Justice - Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Ministère de la Culture
034	Ratification des conventions relatives aux Droits de l'Homme non encore ratifiées	Ministère des Affaires Etrangères et des Maitiens de l'Extrieur - Ministère de la Justice - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - Ministère de la Communication - MPTEEF
036	Recteure de la Loi portant organisation judiciaire au Mali	Ministère de la Justice - Ministère des Finances -Assemblée Nationale - MPDCC
038	Redéfinition de la Carte judiciaire du Mali	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité - MPFAAC

VOLET D'LEGISLATION		STRUCTURES RESPONSABLES
ACTIVITES		
026 Mise en place d'un Comité scientifique	Ministère de la Justice	
026 Elaboration d'une Loi portant statut spécial des Services judiciaires du Ministère de la Justice	Ministère de la Justice - Ministère de l'Emploi - Assemblée Nationale -	
026 Reorganisation de l'Institut National de Formation Judiciaire	Ministère de la Justice - Ministère de l'Enseignement Supérieur - Université du Vall - Ministère des Finances	
027 Elaboration d'un texte régissant le fonctionnement des Greffes	Ministère de la Justice - Ministère de l'Emploi -	
028 Rectitude du Statut de la Magistrature et élaboration d'un Code de Déontologie de la Magistrature	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Ministère de l'Emploi	
028 Elaboration d'une Loi organique fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature	Ministère de la Justice - Assemblée Nationale - Ministère des relations avec les institutions	
029 Rectitude de la Loi portant statut du Barreau et élaboration d'un Code de Déontologie du Barreau	Ministère de la Justice - Assemblée Nationale -	
030 Rectitude de la Loi portant statut des Commissaires priseurs et élaboration d'un Code de Déontologie des Commissaires priseurs	Ministère de la Justice - Assemblée Nationale -	
030 Rectitude de la Loi portant statut des Huissiers et élaboration d'un Code de Déontologie des Huissiers	Ministère de la Justice - Assemblée Nationale -	
030 Elaboration d'un statut particulier et d'un Code de déontologie des Notaires	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Assemblée Nationale	
030 Elaboration d'un statut particulier et d'un Code de Déontologie des Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Ministère de l'Emploi	
030 Elaboration d'un statut spécial et d'un Code de déontologie des surveillants des Services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Ministère de l'Emploi	
030 Institution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale	Ministère de la Justice - Ministère du Commerce - Ministère du Travail - Ministère des Finances	
031 Elaboration d'un texte instituant la constitution obligatoire d'avocat devant la Cour Suprême	Ministère de la Justice - Assemblée Nationale -	

PRODEL/Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre -- SECTION III

93

VOLET E : DROITS DE LA PERSONNE		STRUCTURES RESPONSABLES
ACTIVITES		
<p>E01</p> <ul style="list-style-type: none"> • Animation, Formation, Débats • Virgénération des textes sur les droits de la personne 		Ministère de la Justice - Ministère de l'éducation de Base - Ministère de l'Enseignement Supérieur Secondaire et de la Recherche Scientifique - Organisations de la Société Civile - Ministère de la Communication - Ministère de la Culture et du Tourisme
<p>E02</p> <p>Identification des besoins de formation</p>		Ministère de la Justice - Organisations de la Société civile
<p>E03</p> <p>Collecte de données et élaboration du répertoire des ONG et associations de défense des droits de la personne</p>		
<p>E04</p> <p>Appui aux programmes sectoriels pour les ONG et associations</p>		Ministère de la Justice - Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale - Société Civile - Ministère de la Promotion de la Jeunesse - Ministère de l'éducation de Base - Ministère de l'Enseignement Supérieur Secondaire et de la Recherche Scientifique - Ministère de la Communication - Ministère de la Culture et du Tourisme
<p>E05</p> <p>Elaboration d'outils de suivi et d'évaluation des actions de promotion des droits de la personne</p>		Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile
<p>E06</p> <p>Préparation conjointe de l'EID (Espace d'Interpellation Démocratique) par la coalition de la Société civile et le Ministère de la Justice</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenue de réunions de suivi et d'évaluation de l'EID • Diffusion des résultats de l'EID 		Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile
<p>E07</p> <p>Organisation de rencontres thématiques sur les grandes questions liées aux droits de la personne</p>		Ministère de la Justice - Société Civile - Ministère de l'éducation de Base - Ministère de l'Enseignement Supérieur Secondaire et de la Recherche Scientifique - Ministère de la Communication - Ministère de la Culture et du Tourisme
<p>E08</p> <p>Participation de la Société civile à l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments juridiques internationaux</p>		Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile - Assemblée Nationale
<p>E09</p> <p>Analyse des besoins spécifiques des femmes, des enfants et des personnes handicapées en matière des droits de la personne</p>		Ministère de la Justice - Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Organisations de la Société Civile

PRODEJ / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre – SECTION III

94

ACTIVITES		VOLET 4 DROITS DE LA PERSONNE	STRUCTURES RESPONSABLES
	Formation et sensibilisation des agents chargés de l'ordre et de la répression (Justice, Gendarmerie, Police)	Ministère de la Justice – Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité – Organisations de la Société Civile	
	Diffusion de textes juridiques relatifs aux droits des femmes	Ministère de la Justice – Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille – Organisations de la Société Civile	
		Ministère de la Communication – Ministère de la Culture et du Tourisme – Ministère de l'Éducation de Base, MESSPA	
E05	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer (concernant les violences faites aux femmes) auprès des autorités concernées Formation et sensibilisation des autorités, des jeunes et des agents de santé 	Ministère de la Justice – Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille – Ministère de la Santé et de l'Action Sociale – Organisations de la Société Civile	
	Élaboration d'une Politique nationale de lutte contre la violence faite aux femmes.	Ministère de la Justice – Organisations de la Société Civile, Ministère Culture, MPPFEF	
E06	Appuis techniques et financiers aux centres d'écoute et aux femmes démunies et vulnérables	Ministère de la Justice – Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille – Ministère de la Santé et de l'Action Sociale – Organisations de la Société Civile	
	Analyse de la situation carcérale		
	Formation des agents des services pénitentiaires	Ministère de la Justice – Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité – Organisations de la Société Civile	
	Appui aux activités d'éducation et de réinsertion		
E07	Organiser des consultations nationales sur la peine de mort	Ministère de la Justice	
ACTIVITES		VOLET 5 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	STRUCTURES RESPONSABLES
E01	Appui à la satisfaction des besoins identifiés	Ministère de la Justice – Ministère de l'Administration Territoriale – Ministère des Finances – Ministère de la Communication	
	Élaboration d'outils de gestion administrative et financière	Ministère de la Justice – Ministère de l'Administration Territoriale – Ministère des Finances – Ministère de la Communication	

PRODEL / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre -- SECTION III

95

VOLET I : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		STRUCTURES RESPONSABLES
ACTIVITES		
F01 Production et diffusion des informations sur la gestion des marchés publics		Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Ministère de la Communication
F02 Mise en place d'un cadre de coordination des actions de prévention et de détection de la corruption		Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile
F03 Collecte, analyse et diffusion méthodiques des données		Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile
F04 Mobilisation du grand public autour de la lutte contre la corruption		Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile
F05 Etude consultative		Ministère de la Justice - Organisations de la Famille judiciaire - Organisations de la Société Civile
F06 Elaboration de programmes de formation en déontologie pour les cadres de l'administration et les professions juridiques et judiciaires		Institut National de Formation Judiciaire- Ministère Emploi, Fonction Publique et Travail
F07 Réalisation des programmes de formation en déontologie pour les cadres de l'administration et les professions juridiques et judiciaires		Institut National de Formation Judiciaire- MEFP

VOLET G : INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION		STRUCTURES RESPONSABLES
ACTIVITES		
G01 • Création de bureaux d'accueil et d'orientation • Production de microprogrammes sur les modalités de fonctionnement des BAO • Formation en relations publiques du personnel recruté		Ministère de la Justice
G02 Mise en place du réseau de champions de justice		Ministère de la Justice - Associations des Professionnels des médias Ministère de la Communication
Organisation de séminaires et colloques sur le thème «Médias et Justice»		Ministère de la Justice - Associations des professionnels des médias- Ministère de la Communication
Financement de projets ponctuels de la presse et des activités ciblées du réseau des chroniqueurs de justice		Ministère de la Justice - Ministère de la Communication- Professionnels des médias
G03 Vulgarisation des codes usuels en général et, en particulier, des textes sur l'organisation et le fonctionnement des institutions judiciaires ; microprogrammes, débats, chroniques, l'audio, vidéo et diffusion de documents en langues nationales		Ministère de la Justice - Ministère de la Communication - Organisations de la Société Civile- Ministère Education de base

VOLET G: INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION	
ACTIVITES	STRUCTURES RESPONSABLES
<p>G01</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur le respect des droits en général et en particulier sur la promotion et la défense des droits de la femme, de l'enfant et des personnes handicapées 	Ministère de la Justice - Organisation de la Société Civile - Ministère promotion Femme, Enfant et Famille
<p>G05</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apporter un appui institutionnel aux structures d'éducation civique 	Ministère de la Justice - Ministères de l'éducation, société civile
<p>G06</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de modules de formation sur le journalisme d'investigation • Formation de journalistes aux techniques d'investigation • Organisation de séminaires et colloques • Organisation de campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption • Diffusion de l'information à travers divers média 	Ministère de la Communication - Ministère Justice (INEJ) - Professionnels des médias
<p>G07</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaborer des mécanismes, élaborer et mettre en œuvre un programme d'information et de sensibilisation des agents et des préposés au développement sur les états d'avancement de la mise en œuvre du projet de Réforme de la Justice 	Ministère de la Justice - Organisations de la Société Civile - Ministère de la Communication
VOLET H: INFRASTRUCTURES	
ACTIVITES	STRUCTURES RESPONSABLES
<p>H01</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction et réhabilitation des infrastructures requises 	Ministère de la Justice - Ministère des Travaux Publics - Ministère des Finances - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat MPAAC
<p>H02</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des Cours d'Appel en infrastructures, des juridictions en Paix de Justice, en maisons d'arrêt et en centres d'accueil et de placement, et des chefs de juridiction en logement 	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat MPAAC
VOLET I: LOGISTIQUE	
ACTIVITES	STRUCTURES RESPONSABLES
<p>I01</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition du matériel requis 	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - MPAAC

VOLET J - EQUIPEMENT	
ACTIVITES	STRUCTURES RESPONSABLES
101 Acquisition du matériel requis	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - MF, AC
VOLET K - BUDGET	
ACTIVITES	STRUCTURES RESPONSABLES
Ensemble des activités	Ministère de la Justice - Ministère des Finances - MJ/AAC

PRODEL / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre -- SECTION III

18

Liste des activités cibles de la synergie bilatérale entre le Ministère de la Justice et les autres départements ministériels

Ministère de la Justice – Ministère de la Promotion de la Femme, l'Enfant et la Famille

- Analyse des besoins spécifiques des femmes, des enfants et des personnes participantes en matière de droits de la personne
- Appuis techniques et financiers aux centres d'écoute et aux femmes démunies et vulnérables
- Elaboration d'un code de la famille comprenant des dispositions sur le mariage et la jurelle, la parenté, les successions, les légalités et les régimes matrimoniaux
- Elaboration d'un texte réprimant les atteintes concernant l'intégrité physique de la femme et de la fille
- Etude sur le lévirat, le veuvage et le sororat
- Formation et sensibilisation des autorités, des jeunes et des agents de santé
- Organisation de séminaires de travail pour la mise en place d'une plateforme d'action famille judiciaire/société civile dans le cadre de la concertation et de la promotion des droits de la personne, particulièrement celles concernant les femmes, les enfants et les personnes handicapées
- Plaidoyer (concernant les violences faites aux femmes) auprès des autorités concernées

Ministère de la Justice – Ministère de la Culture

- Elaboration d'un code de la Famille
- Etude sur le lévirat, le veuvage et le sororat
- Elaboration d'une politique nationale en matière de violence faite aux femmes
- Elaboration d'un texte réprimant les atteintes à l'intégrité physique
- Ministère de la Justice – Ministère de l'Economie du Plan et de l'Intégration
- Elaboration d'un code de la consommation

Ministère de la Justice – Ministère de la Santé, des Personnes âgées et de la Solidarité

- Appuis techniques et financiers aux centres d'écoute et aux femmes démunies et vulnérables
- Elaboration d'un code de la consommation
- Elaboration d'une loi d'application des règles d'égalisation des chances des personnes handicapées
- Formation et sensibilisation des autorités, des jeunes et des agents de santé

- Organisation de séminaires de travail pour la mise en place d'une plateforme d'action Famille judiciaire/société civile dans le cadre de la concertation et de la promotion des droits de la personne, particulièrement celles concernant les femmes, les enfants et les personnes handicapées
- Plaidoyer (concernant les violences faites aux femmes) auprès des autorités concernées
- Relecture de la loi sur l'assistance judiciaire

Ministère de la Justice – Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

- Elaboration d'un code de la consommation
- Institution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale

Ministère de la Justice – Ministère de l'Environnement

- Elaboration d'un code de la consommation

Ministère de la Justice – Ministère de la Communication

- Appui à la satisfaction des besoins identifiés
- Elaboration de modules de formation sur le journalisme d'investigation
- Elaboration d'outils de gestion administrative et financière
- Formation de journalistes aux techniques d'investigation
- Production et diffusion des informations sur la gestion des marchés publics
- Relecture des textes sur la presse
- Relecture des textes en général et, en particulier, des textes sur l'organisation et le fonctionnement des institutions judiciaires

Ministère de la Justice – Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

- Analyse de la Situation carcérale
- Appui aux activités d'éducation et de réinsertion
- Elaboration d'une loi d'application de l'article 9 de la constitution relatif au droit à un avocat pendant l'enquête préliminaire
- Elaboration d'une loi portant création du casier judiciaire national
- Elaboration d'une loi instituant les travaux d'intérêt général (TIG) en matière pénale
- Elaboration d'une loi portant régime de l'éducation surveillée
- Elaboration d'un texte réprimant les atteintes concernant l'intégrité physique de la femme et de la fille
- Formation des agents des services pénitentiaires
- Formation et sensibilisation des agents chargés de l'ordre et de la répression (Justice, gendarmerie, police)
- Ratification des conventions relatives aux droits de l'homme non encore ratifiées

PRODEL / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre – SECTION III

99

- Récriture du code pénal
- Récriture du code de procédure pénale
- Récriture d'une loi portant régime de l'éducation surveillée
- Récriture des textes sur la presse

Ministère de la Justice – Ministère des Finances

- Acquisition du matériel requis pour la dotation en moyens logistiques en équipement
- Construction et réhabilitation des infrastructures
- Elaboration d'une loi portant sur les régimes matrimoniaux
- Elaboration d'un statut spécial des surveillants des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée
- Elaboration d'un statut particulier et d'un code de déontologie des greffes et des secrétaires des greffes et parquets
- Elaboration d'un statut particulier et d'un code de déontologie des notaires
- Elaboration d'outils de gestion administrative et financière
- Augmentation du niveau salarial des magistrats
- Institution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale
- Publication et diffusion des informations sur la gestion des marchés
- Récriture du code général des impôts
- Récriture du décret portant tarif des frais de justice en matière pénale
- Récriture de la loi sur l'assistance judiciaire
- Récriture de la loi portant organisation judiciaire au Mali
- Récriture du statut de la magistrature et élaboration d'un code de déontologie de la magistrature

Ministère de la Justice - Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique et du Travail

- Elaboration d'une loi insistant les travaux d'intérêts général (TIG) en matière pénale
- Elaboration d'une loi portant statut spécial des services centraux du Ministère de la Justice
- Elaboration d'un statut particulier et d'un code de déontologie des greffes et secrétaires de greffes et parquets
- Elaboration d'un statut spécial des surveillants des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée
- Elaboration d'un texte résumant le fonctionnement des greffes
- Institution de la médiation en matière civile, commerciale et sociale
- Récriture du statut de la magistrature et élaboration d'un code de déontologie de la magistrature

Ministère de la Justice – Ministère des Affaires Étrangères et des Relations de l'Étranger

- Elaboration d'une loi portant création du casier judiciaire national
- Ratification des conventions relatives aux droits de l'Homme non encore ratifiées

Ministère de la Justice – Ministère de l'Enseignement Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique

- Renforcement de l'éducation aux droits de la personne dans les établissements scolaires
- Réorganisation de l'Institut National de Formation Judiciaire
- Vulgarisation des textes sur les droits de la personne

Ministère de la Justice – Ministère de l'Éducation de Base

- Appui institutionnel aux structures d'éducation civique
- Traduction des textes fondamentaux dans les langues nationales

Ministère de la Justice – Ministère des Transports et des Travaux Publics-

Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat

- Construction et réhabilitation des infrastructures requises

Ministère des Relations avec les Institutions

- Elaboration d'un Code de la famille comprenant des dispositions sur le mariage et la tutelle, la parenté, les successions et les régimes matrimoniaux
- Récriture des textes sur la Presse
- Elaboration d'une Loi d'application de l'article 9 de la Constitution relatif au droit à un avocat pendant l'enquête préliminaire
- Récriture du Code Pénal
- Elaboration d'une Loi organique fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Famille

- Code de la Famille
- Elaboration d'un texte résumant les attentes concernant l'intégrité physique de la femme et de la fille
- Récriture de la loi portant régime de l'éducation surveillée

PRODEJ / Plan d'action / Stratégie de mise en œuvre -- SECTION III

100

Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants

- Organisation judiciaire
- Carte judiciaire
- Infrastructures, Equipement, Logistique, Budget
- Formation du personnel et Documentation

Section IV
PLAN D'ACTION
CHRONOGRAMME

		VOLET A : RESSOURCES HUMAINES																			
		AN I		AN II		AN III		AN IV		AN V		AN VI		AN VII		AN VIII		AN IX		AN X	
ACTIVITES		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
M02 Recrutement du personnel																					
VOLET B : FORMATION DU PERSONNEL																					
B01 Identification des besoins de formation des personnels																					
B02 Elaboration de programmes appropriés de formation																					
B03 Mise en oeuvre des programmes de formation																					
VOLET C : DOCUMENTATION																					
C01 Création d'un centre national de documentation juridique et judiciaire																					
C02 Exploitation du Centre national d'information juridique et judiciaire																					
C03 Implémentation de la documentation juridique et judiciaire à Bamako et dans chaque juridiction																					
VOLET D : LEGISLATION																					
D01 Rédaction des textes / Classification de textes / Etudes																					
D02 à D09																					

Légende: 1 - 2 - 3 - 4 = Trimestres. Les cases sombres indiquent les périodes couvertes par les activités

ACTIVITES	AN I				AN II				AN III				AN IV				AN V				AN VI				AN VII				AN VIII				AN IX				AN X			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
501 Animation, formation, Droits Vulgarisation des textes sur les droits de la personne																																								
502 Identification des besoins de formation																																								
503 Créditer de données et laboration du repertoire des ONG et associations de defense des droits de la personne																																								
504 Appui aux programmes sectoriels pour les ONG et associations																																								
505 Organisation de séances de travail pour la mise en place d'une plateforme judiciaire/Société civile dans le cadre de la concertation et de la cooperation des ONG et associations de la personne, particulièrement celles concernant les femmes, les enfants et les personnes handicapées																																								

ACTIVITES	VOLET E : DROITS DE LA PERSONNE																							
	AN I			AN II			AN III			AN IV			AN V			AN VI			AN VII			AN VIII		
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Elaboration d'outils de suivi et d'évaluation des actions de promotion des droits de la personne prévues par la réforme																								
• Préparation conjointe de l'EID (Espace d'interpellation Démocratique) par la Colette et le Ministère de l'Intérieur																								
• Diffusion des résultats de l'EID																								
Organisation de rencontres thématiques sur les grandes questions liées aux droits de la personne																								
• P																								
Participation de la Société Civile à l'élaboration de la loi sur la violence avec les instruments juridiques internationaux																								
Analyse des besoins spécifiques des femmes, des enfants et des personnes handicapées en matière de droits de la personne																								
Formation et sensibilisation des agents chargés de l'ordre et de la répression (Justice, Gendarmes, Police)																								

ACTIVITÉS	VOLET I : DROITS DE LA PERSONNE																																											
	AN I				AN II				AN III				AN IV				AN V				AN VI				AN VII				AN VIII				AN IX				AN X							
Délégation de textes juridiques relatifs aux droits des femmes	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4				
• Plaidoyer (concernant les violences faites aux femmes) auprès des autorités concernées																																												
• Formation et sensibilisation des autorités, des jeunes et des agents de																																												
• Elaboration d'une Politique nationale de lutte contre la violence faite aux femmes																																												
• Appui technique et financier aux centres d'écoute et aux femmes démunies et violentes																																												
• Analyse de la situation carcérale																																												
• Formation des agents des services pénitentiaires																																												
• Appui aux activités d'éducation et de réinsertion																																												
• Organisation de consultations nationales sur la peine de mort																																												

ACTIVITES	VOILET F LUTIE CONTRE LA CORRUPTION																							
	AN I				AN II				AN III				AN IV				AN V				AN VI			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
E01 Evaluation des besoins Acquis à la satisfaction des besoins identifiés Elaboration d'outils de gestion administrative et financière																								
E02 Réforme et normalisation des procédures et méthodes de travail Fourniture et mise à jour des informations sur la gestion des marchés publics																								
E03 Mise en place d'un cadre de coordination des actions de prévention et de détection de la corruption Collecte, analyse et diffusion méthodiques des données Mobilisation du grand public autour de la lutte contre la corruption																								
E04 Etude consultative																								
E05 Elaboration de programmes de formation en déontologie pour les cadres de l'administration et les professions judiciaires et judiciaires Réalisation des programmes de formation en déontologie pour les cadres de l'administration et les professions judiciaires et judiciaires																								

Légende : 1 - 2 - 3 - 4 = Trimestres. Les cases sombres indiquent les périodes couvertes par les activités.

ACTIVITES	VOLETS INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION																			
	AN I				AN II				AN III				AN IV				AN V			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
• Organisation de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur le respect des droits en général et en particulier sur la protection et la défense des droits de la femme, des enfants et des personnes handicapées																				
• A pui institutionnel aux structures d'éducation civique																				
• Elaboration de modules de formation sur le journalisme d'investigation																				
• Formation de journalistes aux techniques d'investigation																				
• Organisation de séminaires et colloques																				
• Organisation de campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption																				
• Diffusion de l'information à travers divers médias																				

Légende - 1 - 2 - 3 - 4 = limitées. Les cases sombres indiquent les périodes couvertes par les activités.

Section V
PLAN D'INVESTISSEMENT

1. PRÉSENTATION

Le Plan d'investissement couvre une période de dix ans. La mise en œuvre du programme décernera nécessairement des investissements de l'ordre de 91,761 milliards de FCFA en francs constants (les chiffres qui suivent seront quelque peu ajustés pour tenir compte des avis formulés par les conseils interministériels qui se sont penchés sur le Plan d'Action et le Plan d'Investissement. Il s'agit essentiellement d'avis portant sur des besoins d'harmonisation des données du PRODEJ avec celles issues de certains départements). Les investissements sont répartis entre 12 volets :

Volet 1 : Ressources humaines

Le volet Ressources humaines couvre 12,3% du coût estimatif total, soit 11,318 milliards de FCFA. Ces ressources seront destinées à la satisfaction des besoins suivants :

- Le recrutement du personnel : 300 Magistralis, 500 Greffiers, 300 Surveillants de prison, 100 Educateurs sociaux et Techniciens d'apprentissage, 3 Commissaires, 5 Inspecteurs et 12 Sous-officiers pour le Laboratoire de Police scientifique, 300 Secrétaires des Greffiers et Parquets, 100 Secrétaires, 150 plantons, 160 chauffeurs et 120 gardiens.
- La facilitation de l'installation des nouveaux professionnels du droit sous forme de crédits de démarrage.

Volet 2 : Formation

2 % des ressources seront allouées au volet formation, soit 1,743 milliard de FCFA qui serviront à assurer :
s ressources seront allouées au volet formation, soit 1,743 milliard de FCFA qui serviront à assurer :

- La formation des formateurs : la formation des magistrats et des auxiliaires de Justice en informatique et bureautique (en 10 ans, près de 1600 personnes seraient formées en informatique et bureautique) ; la formation destinée aux organisations de défense des

droits humains ; la formation et la sensibilisation des agents de l'ordre et de la répression ; la formation et la sensibilisation des autorités, des jeunes et des agents de santé sur les violences faites aux femmes ; la formation des agents des services pénitentiaires ; la formation en relations publiques du personnel recruté pour les Bureaux d'accueil et d'orientation dans les juridictions ; la formation de journalistes aux techniques d'investigation ; et la formation continue des acteurs de la Justice. De plus, une étude d'évaluation des besoins relatifs au renforcement du programme de l'Institut National de Formation Judiciaire en matière d'éthique et de déontologie sera menée et des mesures appropriées seront prises en fonction de ses conclusions.

Volet 3 : Documentation

Le volet documentation mettra en valeur 3,4% du coût estimatif total, soit 3,210 milliards de FCFA. Cette somme sera investie dans deux grands projets :

- la mise sur pied, le développement et l'exploitation d'un Centre National de Documentation Juridique et Judiciaire (CNDJJ) ; et
- le développement des bibliothèques dans les juridictions.

Volet 4 : Législation

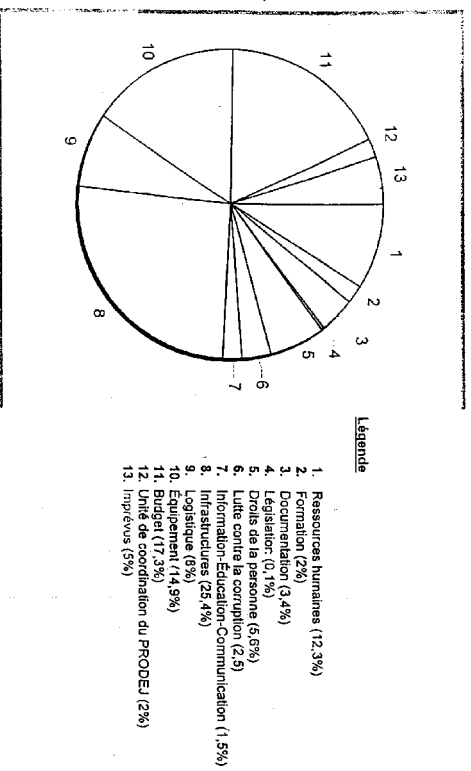
Le volet législation sera consacré aux activités relatives à la législation :

- Etudes (étude sur les mécanismes de réparation par l'État en cas de détention injustifiée et anormallement prolongée, étude sur la conciliation à faire entre la présomption d'innocence, le respect de l'instruction et le droit à l'information du public, études sur le lévirat et le veuvage) ;
- Expertises ponctuelles, et initiatives spéciales d'information et d'éducation au niveau des législateurs
- Frais de fonctionnement du Comité scientifique

Tableau 10 : PLAN D'INVESTISSEMENT DU PRODEJ
TOTAL DES COUTS ESTIMATIFS PAR VOLET
(En millions de FCFA)

VOLETS	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL Par Volets
Dotation en ressources humaines	272	461	652,6	844,2	1035,8	1227,4	1419	1610,6	1802,2	1994	11 318
Formation du personnel	25	330	280	260	230	160	150	150	130	0	1743
Documentation	480	350	300	300	300	300	300	300	300	300	3210
Législation	29	20	20	20	20	20	20	0	0	0	149
Droits de l'homme	541	533	518	518	518	518	518	518	518	488	6188
Lutte contre la corruption	253	250	230	230	230	230	230	230	230	230	2343
Information - Education Communication	143	160	140	140	140	140	140	140	140	150	1433
Infrastructures	3130	3524	3410	3105	2441	1825	1471	1577	1326	1449	23 358
Logistique	1202	1202	1202	1202	1202	1202	0	0	0	0	7212
Equiperment	2291	2291	2291	2291	2291	2291	0	0	0	0	13 746
Budget	1084	1188	1286	1404	1512	1620	1728	1836	2052	2160	16 880
Unité de coordination du PRODEJ	180	180	180	190	180	180	180	190	190	200	1840
SOUS - TOTAL	9810	10488	10520	10504	10100	9813	6156	6552	6678	6971	87 392
Impôts (5%)	480	524	526	525	505	491	308	328	344	348	4389
TOTAL GÉNÉRAL par année	10086	11013	11046	11029	10605	10304	6464	6880	7022	7319	91701

Graphique 1 : Répartition de l'investissement par volet



2. DÉTAILS SUR LES INVESTISSEMENTS PAR VOLET ET PAR ANNÉE

PLAN D'INVESTISSEMENT DU PROJET: COUTS ESTIMÉS (en millions de FCFA)										
RUBRIQUES	DÉTAIL EN RESSOURCES HUMAINES									
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	TOTAL
Etudes d'évaluation des besoins en personnel pour les notes explicatives à partir de la Page 189	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Recrutement du personnel ²	417,6	362,2	499,9	637,9	775,8	874,7	973,6	1072,1	1171,5	8055
Total Dotation en ressources humaines	420,6	362,2	499,9	637,9	775,8	874,7	973,6	1072,1	1171,5	8058

N.B. : Voir toutes les notes explicatives à partir de la page 126

[illegible]

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEJ - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)
DOCUMENTATION

[illegible]

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEJ - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODE - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)										
RUBRIQUES	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	TOTAL
Etude des mécanismes de réparation par l'état en cas de détention injustifiée et anormalement prolongée 1*	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Etude sur la conciliation à faire entre la présomption d'innocence, le respect des droits de l'homme et le droit à l'information du public	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Etudes sur le levai et le veuvage 2*	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Ressources humaines de la direction du suivi et de l'animation des activités relatives à la législation - Comité scientifique 22	20	20	20	20	20	20	20	0	0	140
Total Volet Législation	29	20	20	20	20	20	20	0	0	149

[illegible]

[illegible][illegible]



PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEL - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)												
RUBRIQUES	INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION											
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL	
Ressources financées de vulgarisation des textes fondamentaux	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	600
Ressources financées de sensibilisation et d'éducation sur les droits "r"	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	300
Ressources financières d'appui aux activités ponctuelles des femmes communautaires	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	250
Information continue sur l'évolution de la réforme "r"	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	20	110
Total Volet ICS	143	160	143	140	140	140	140	140	140	140	160	1433

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEL - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)										
RUBRIQUES	INFRASTRUCTURES									
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X
Dotation des Directions et Services des Services Centraux en infrastructures assignées	3130	3524	3410	3105	2441	1925	1471	1577	1326	1449
Dotation des Cours, des Tribunaux, des Maisons d'arrêt, des Centres de rééducation et du Laboratoire de Police Scientifique en infrastructures										
Total Volet Infrastructures	3130	3524	3410	3105	2441	1925	1471	1577	1326	1449

23 358

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEL - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)												
RUBRIQUES	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL	
Dotation des Directions et Services des Services Centraux et des juridictions de moyens logistiques adégués	1202	1202	1202	1202	1202	1202	0	0	0	0	7212	
Total Volet Logistique	1202	1202	1202	1202	1202	1202	0	0	0	0	7212	

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEL - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)												
RUBRIQUES	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL	
Dotation des Services et Juridictions en Equipement adégué	2291	2291	2291	2291	2291	2291	0	0	0	0	13 746	
Total Equipement	2291	2291	2291	2291	2291	2291	0	0	0	0	13 746	

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEL - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)												
RUBRIQUES	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL	
Augmentation du niveau salarial des magistrats et du personnel auxi	1080	1188	1296	1404	1512	1620	1728	1836	2052	2160	15 876	
Etude sur la création d'un compte gèral d'ffectation	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	
Etude sur la prise en charge des huissiers en cas d'absence judiciaire	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	
Total Volet BUDGET	1084	1188	1296	1404	1512	1620	1728	1836	2052	2160	15 880	

PLAN D'INVESTISSEMENT du PRODEU - COUTS ESTIMATIFS (en millions de FCFA)											
UNITÉ DE COORDINATION DU PRODEU (UC-PRODEU)											
RUBRIQUES	AN I	AN II	AN II	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL
Budget de fonctionnement ¹⁵	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	1700
Ressources financières de réserve ¹⁶	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	100
Evaluations financières ¹⁷	0	0	0	10	0	0	0	10	0	0	20
Evaluation finale ¹⁸	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	20
Total UC-PRODEU	180	180	180	180	180	180	180	190	180	200	1840

NOTES EXPLICATIVES

VOLET DOTATION EN RESSOURCES HUMAINES

RESSOURCES HUMAINES

Etudes d'évaluation des besoins en personnel

- Honoraires d'un expert pour des travaux ponctuels d'affinement de l'évaluation des besoins en personnel

3 Recrutement du personnel (Voir Annexe F pour les détails)

- Magistrats
- Juges
- Greffiers : 200 en 10 ans
- 50 ans --- 300 en 10 ans
- Surveillants de prison
- 10 ans --- 100 en 10 ans
- 10 ans --- 100 en 10 ans
- Educateurs sociaux et Techniciens d'apprentissage
- 100 10 ans
- Laboratoire National de Police Scientifique
- 3 commissaires, 5 inspecteurs et 12 sous-officiers
- 300 10 ans
- 200 10 ans
- Secrétaires
- 100 secrétaires en 10 ans à raison de 10 par an
- Planteurs
- 150 planteurs en 10 ans à raison de 15 par an
- Chaudieus
- 100 chaudieus en 10 ans à raison de 10 par an
- Gardiens
- 120 gardiens en 10 ans à raison de 12 par an

N.B. : Les besoins en personnel de la Justice Militaire seront identifiés en synapse avec le Ministère des Forces Armées et des Anciens Combattants et seront pris en compte lors de la préparation du premier programme triennal.

Ressources manœuvres spéciales de crédit aux professions libérales

Il existe des besoins évidents concernant la dotation de l'appareil judiciaire en magistrats, greffiers, juges, commissaires, huissiers, experts, etc. Les besoins des professions libérales (notaires, huissiers et des commissaires privés) sont aussi importants. Les besoins des professions libérales seront identifiés et des crédits seront alloués à faciliter l'installation des nouveaux professionnels du droit en leur donnant accès aux ressources de base nécessaires au démarrage, sous forme de crédit. L'administration du volet Ressources financières pourrait être déléguée à un établissement bancaire de la place.

Les échanges avec les divers ordres (avocats, notaires, huissiers et commissaires privés) sur l'estimation des coûts moyens ont révélé que les charges de base pour l'installation adéquate dans les professions concernées sont de l'ordre de 5 millions de FCFA par professionnel (mobilier, équipement informatique, 6 mois initiaux de loyer, documentation, impévis).

VOLET FORMATION DU PERSONNEL

Base d'estimation des coûts de formation :

- Taux d'honoraires moyen des formateurs : 100 000 FCFA par jour
- Nombre moyen de formateurs par session : 2 formateurs
- Durée moyenne des prestations des formateurs : 14 jours (10 jours de préparation et 4 jours de session)
- Nombre moyen de session par composante : 4 sessions par an
- Nombre moyen de session par session : 4 personnes
- Documents (nombre moyen de pages) : 100 pages/personne
- Coût moyen de reproduction : 60 FCFA la page
- Fudekita (espace et divers) : 400 000 F/session
- Coût moyen de la restauration par session : 5000 FCFA par personne
- Marges moyennes simplifiées par session : 500 000 FCFA

Donc, le coût moyen d'une session de 50 personnes est de 8 000 000 FCFA.

L'impact change en fonction de la taille des structures et corps cibles.

3 Etude d'évaluation des besoins en formation du personnel

- Honoraires d'experts.

4 Formation des formateurs

- Honoraires des formateurs, Facilités (espaces, outils) : Reproduction de documents, frais divers (restauration).

5 Formation des magistrats et des auxiliaires de Justice en informatique et bureautique

- Coût moyen de formation en bureautique : 125 000 FCFA par personne pour 50 heures de formation (honoraires des formateurs, documentation, frais d'occupation des laboratoires, aménagement de l'équipement informatique). Chaque personne devait bénéficier d'une moyenne de 100 heures de formation, soit une participation à deux semaines (le premier sur les connaissances de base et le second sur l'acquisition de connaissances plus avancées). En 10 ans, près de 1000 personnes seraient formées.

- ⁶ Formation destinée aux organisations de défense des droits de la personne
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils) ; Reproduction de documents, Frais divers (restauration, etc)
- ⁷ Formation et sensibilisation des agents de l'ordre et de la répression
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils) ; Reproduction de documents, Frais divers (restauration, etc)
- ⁸ Formation et sensibilisation des autorités, des jurés et des agents de santé sur les violences faites aux femmes
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils) ; Reproduction de documents, Frais divers (restauration, etc)
- ⁹ Formation des agents des services pénitentiaires
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils) ; Reproduction de documents, Frais divers (restauration, etc)
- ¹⁰ Etude d'évaluation des besoins relatifs au renforcement du programme de l'Institut National de Formation Judiciaire en matière d'éthique et de déontologie
- Honoraires d'un expert pour l'évaluation des besoins
- ¹¹ Formation en relations publiques du personnel recruté pour les Bureaux d'accueil et d'orientation
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils), Frais divers
- ¹² Formation de journalistes aux techniques d'investigation
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils), Frais divers
- ¹³ Formation continue des acteurs de la Justice
- Honoraires des formateurs, Facilités (espace, outils), Frais divers
- VOLET DOCUMENTATION**
- ¹⁴ Etude de faisabilité sur le Centre national de documentation juridique et judiciaire (CNDJJ) – Etude incluant l'identification des besoins relatifs aux bibliothèques des juridictions
- Honoraires d'experts en systèmes de gestion de l'information
- ¹⁵ Fonctionnement du CNDJJ
- Ressources humaines (Salaires et Charges sociales définies par le Comité de formation et de suivi sur la base des barèmes en vigueur) (V.O. 1. l'indicateur
 - 3 responsables sectoriels

- 3 autres responsables
 - Personnel de soutien
 - Bureautique et fournitures de bureau : (200 000 000 FCFA)
 - Logistique : 2 véhicules et 1 moto (30 000 000 FCFA)
 - Equipement informatique : serveurs, ordinateurs, scanners, logiciels, classeurs, etc. (100 000 000 FCFA)
 - Entretien et autres frais de fonctionnement (30 000 000 FCFA)
- ¹⁶ Ressources financières pour le développement du CNDJJ
- Ressources destinées à financer le plan de développement du CNDJJ
- ¹⁷ Ressources financières pour le développement des bibliothèques
- Base d'acquisition des cédé :
- Bibliothèques régionales (le région : District de Bamako)
 - Bibliothèques nationales (Bibliothèque nationale, Université, Tribunaux administratifs, Tribunaux de commerce, Tribunaux pour enfants) ;
 - Cédé moyen de soutien pour les bibliothèques régionales : 50 millions
 - Cédé moyen de soutien des tribunaux en ressources documentaires : 10 millions de FCFA par juridiction
 - Acquisition d'ouvrages
 - Salaires des bibliothécaires
 - Mobilier (classiers, tables, chaises, etc)
 - Ordinateurs pour accès aux ressources d'informations numérisées
 - Ressources de développement et de mise à jour des collections
- VOLET LEGISLATION**
- ¹⁸ Etude des mécanismes de réparation par l'Etat en cas de détention injustifiée et anormalement prolongée
- Honoraires d'un expert
- ¹⁹ Etude sur la conciliation à faire entre la présomption d'innocence, le respect de l'instruction et le droit à l'information du public
- Honoraires d'un expert
- ²⁰ Etudes sur le légal, le vœux et le moral
- Honoraires d'un expert
- ²¹ Ressources financières de facilitation du suivi et de l'animation des activités relatives à la Législation
- Frais de fonctionnement du Comité scientifique : expertises, ponctuelles, initiatives spéciales de persuasion, d'information et

PRODEL/Plan d'investissement

d'éducation au niveau des législateurs, reprographie, dotation d'un secrétaire permanent, équipement, etc.)

VOLET DROITS DE LA PERSONNE

20 **Ressources financières pour l'appui technique et financier des organisations de défense des droits de la personne** (droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées non inclus)

- Assistance technique ponctuelle : financement de projets des organisations cibles relativement aux activités portant sur l'information de certaines juridictions, la vulgarisation des droits de la personne et l'information des populations sur les droits

21 **Ressources financières pour l'appui à l'institution de l'enseignement des droits établis** (enseignants, élèves)

- Expertise pour l'élaboration de manuels (manuel de l'élève et manuel de l'enseignant)
- Acquisition et fourniture des manuels aux enseignants

22 **Ressources financières pour la vulgarisation en langues nationales des textes sur les droits de la personne**

- Honoraires des traducteurs (5000 pages par an à raison de 5000 FCFA la page x 10 ans = 250 000 000 FCFA, pour 50 000 pages)
- Production et reproduction de textes (20 000 000 par an x 10 ans = 200 000 000 FCFA)
- Diffusion des textes auprès des organisations de promotion des droits
- (3 millions par an x 10 ans = 30 000 000 FCFA)
- Ressources pour satisfaction de besoins essentiels non prévus (5 millions par an x 10 ans = 50 000 000 FCFA)

23 **Élaboration du répertoire des ONG et associations de défense des droits humains**

- Honoraires d'un expert
- Confection et reproduction du répertoire
- Ressources pour les mises à jour périodiques

24 **Ressources de facilitation du travail de concertation et de synergie entre les intervenants**

- Activités de «réseautage» (networking) : rencontres thématiques, séminaires, événements spéciaux, expertises ponctuelles, etc.

SECTION V - Page 128

25 **Ressources financières pour l'appui aux organisations de défense des droits des femmes** (femmes démunies et violentes non incluses)

- Financement de projets des organisations cibles

26 **Ressources financières pour l'appui aux organisations de défense des droits des enfants**

- Financement de projets des organisations cibles

27 **Ressources financières pour l'appui aux organisations de défense des droits des personnes handicapées**

- Financement de projets des organisations cibles

28 **Etude sur la situation carcérale au Mali**

- Honoraires d'un expert
- Ressources financières pour l'éducation et la réinsertion des détenus
- Expertises ponctuelles
- Mise en œuvre de programmes

29 **Ressources pour la satisfaction de besoins essentiels non prévus**

30 **Renforcement des capacités du Centre de détention, de réinsertion et de rééducation pour femmes et mineurs de Boïé**

- Ressources allouées à l'amélioration de la performance (l'étude sur la situation carcérale au Mali devrait fournir des indications sur les besoins réels et précis à satisfaire dans ce domaine)
- Expertises ponctuelles
- Renforcement des capacités des plantations agricoles

31 **Ressources financières pour l'appui aux centres d'accueil et aux femmes démunies et violentes**

- Expertises ponctuelles
- Ressources allouées à l'amélioration de la performance (l'étude sur la situation carcérale au Mali devrait fournir des indications sur les besoins réels et précis à satisfaire dans ce domaine)

32 **Consultation sur la peine de mort**

- Expertises ponctuelles
- Frais divers liés au processus consultatif

ANNEXES

6. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DECENNAL DE DEVELOPEMENT DE LA JUSTICE

L'ambition du Mali en somme est de pouvoir compter sur une Justice répondant aux attentes des citoyens. Le peuple ne retrouvera confiance dans son système judiciaire - car c'est en son nom que la justice est rendue - que dans la mesure où la justice sera plus proche du justiciable, plus facile d'accès et plus diligente et qu'elle assurera l'égalité de tous devant la loi, sans distinction de fortune, d'ethnie ou de religion. Il faut retrouver cette confiance de la population qui constitue le gage de la consolidation des acquis démocratiques dans un contexte social respectueux des lois et des institutions.

Une stratégie efficiente de mise en œuvre du programme décennal de développement de la Justice vise à l'atteinte de résultats qu'il convient d'identifier avant d'aborder les points d'ancrage et les structures appelées à coordonner la mise en œuvre du programme.

Résultats visés

Il s'agit essentiellement à ce niveau d'une population mieux informée de ses droits et qui applique la réforme de la justice, une corruption efficacement combattue ; d'un cadre juridique national modernisé et de nouvelles lois, des acteurs de la justice responsables et mieux protégés, une magistrature indépendante et responsable, des cours, des tribunaux fonctionnels et bien équipés, des maisons d'arrêt répondant aux normes internationales, un ministère de la Justice efficient et efficace.

Points d'ancrage

Les axes d'intervention qui découlent du programme décennal de développement de la Justice se caractérisent par leur diversité en

raison de l'approche globale et du caractère participatif du processus.

C'est en raison d'un souci de cohérence qu'il convient de regrouper ces axes autour de cinq points d'ancrage, à savoir :

- a) Le ministère de la Justice;
- b) L'organisation judiciaire;
- c) Le secteur juridique;
- d) Les acteurs de la justice;
- e) Les populations.

a) Ministère de la Justice

En vertu de ses responsabilités évoquées supra (système de Justice 1.10), le ministère de la Justice a un rôle central à jouer dans la mise en œuvre du programme décennal de développement de la justice.

Il importe à cet effet de renforcer ses capacités afin de permettre une mise en œuvre efficiente de la réforme en se dotant de ressources humaines performantes, tout comme il faut doter le département central, les directions et les services rattachés de moyens logistiques et d'équipements adéquats. Il faut aussi accroître la capacité de communication du ministère, créer un centre national de documentation juridique et judiciaire qui soit opérationnel; réorganiser l'Institut National de Formation Judiciaire afin qu'il offre une formation de qualité adaptée à l'environnement socio-économique et culturel du pays; créer des maisons d'arrêt et des laboratoires de police scientifique et les doter de ressources humaines performantes et d'infrastructures adéquates; renforcer et améliorer le fonctionnement du système pénitentiaire; renforcer les

capacités des services techniques et des structures de contrôle qui permettront de lutter efficacement contre la corruption et de garantir le respect des règles de déontologie.

b) Organisation judiciaire

Il conviendra de doter les cours et tribunaux de ressources humaines, performances, d'infrastructures, ainsi que de moyens logistiques et d'équipements adéquats; prévoir un meilleur accueil pour les justiciables à l'intérieur des cours et tribunaux; offrir aux justiciables et aux couches démunies de la population un meilleur accès à la justice; améliorer le rendement des tribunaux par leur équipement conséquent et la modernisation de l'outil de travail.

c) Secteur juridique

Un comité scientifique sera chargé de poursuivre la relecture des textes afin de les rendre plus accessibles à la majorité des citoyens et de combler les vides juridiques en tenant compte de l'environnement socioculturel.

d) Acteurs de la justice

Les statuts des professions juridiques seront révisés et mis en oeuvre et des codes de déontologie élaborés à l'intention des juges et des auxiliaires de justice.

e) Populations

Les populations seront associées à la réforme par une série d'initiatives qui viseront à les informer de leurs droits et obligations. Les médias seront appelés à jouer un rôle actif à cet égard et les textes fondamentaux seront traduits dans les langues nationales et diffusés. Les capacités d'intervention des organisations chargées du respect des droits de la personne seront renforcées et un cadre de concertation entre ONG, associations et gouvernement sera mis en place.

La mise en oeuvre de ces points d'ancrage interviendra sur la base des volets d'activités identifiés dans le plan d'action du Programme décennal de développement de la justice.

□ Structure de mise en oeuvre du programme décennal de développement de la Justice.

La structure de mise en oeuvre trouve son ancrage dans le ministère de la Justice. Elle aura pour but de coordonner l'ensemble du processus et de faire en sorte que le programme décennal de développement de la justice atteigne les résultats escomptés.

Il sera créé à cet effet un comité d'orientation et de suivi sous l'autorité d'un représentant désigné par le Président de la République dont les membres seront choisis au sein de la famille judiciaire, de la société civile, des pouvoirs publics ainsi que parmi les représentants des partenaires techniques et financiers.

Parallèlement à ce comité, une cellule créée au sein du ministère et sous l'autorité du Garde des Sceaux sera chargée d'assurer les tâches techniques de coordination.

Tableau 1 : CONSTRUCTION / REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES (en F CFA)
Source : Ministère de la Justice du Mali, Direction Administrative et Financière

I - CONSTRUCTION D'UN INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE ET D'UN LOGEMENT POUR LE DIRECTEUR

II - CONSTRUCTION DU CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION JURIDIQUE ET JUDICIAIRE

III - CONSTRUCTION DE COURS D'APPEL ET DE LOGEMENT POUR LES PREMIERS PRESIDENTS ET LES PROCUREURS GENERAUX

1 - Bamako	192.000.000
2 - Kayes Achèvement du palais de justice et construction de logements pour le premier Président et le Procureur Général	101.000.000
3 - Mopti Réhabilitation du palais et des logements	50.000.000
4 - Sikasso Construction de Palais et de logements	230.000.000
5 - Ségou Construction de Palais et de logements	230.000.000
6 - Gao Construction de Palais et de logements	288.000.000
7 - Tombouctou Construction de Palais et de logements	307.000.000

IV - CONSTRUCTION DE TRIBUNAUX DE 1^{ère} INSTANCE ET DE LOGEMENTS POUR LES PRESIDENTS ET LES PROCUREURS DE LA REPUBLIQUE

N.B. : Les infrastructures de justice (notamment les Palais de Justice des tribunaux de 1^{ère} instance, des tribunaux administratifs, des tribunaux du travail, des tribunaux du commerce et des tribunaux pour enfants) seront toujours réunies dans chaque juridiction dans un espace dénommé Complexe de Justice.

1 - Construction du Palais et des Logements de KITA	247.000.000
2 - Construction du Palais et des logements de KATI	177.000.000
3 - Construction des Palais de Justice des Communes 1 et 5 de Bamako et les Logements des Chefs de Juridictions des 6 COMMUNES	469.000.000
4 - Constructions de Palais de Justice et des Logements de KOUTIALA	212.000.000
5 - Construction du Palais de Justice et des Logements de NIORO DU SAHEL	247.000.000
6 - Construction du Palais de Justice et des Logements de BOUGOUNI	212.000.000
7 - Construction du Palais de Justice et des Logements de SAN	212.000.000
8 - Achèvement du Palais de Justice de Kayes et Construction de Logements pour les chefs de juridiction	101.000.000
9 - Construction du Palais de Justice et des logements de KOULIKORO	177.000.000
10 - Construction des Logements de TOMBOUCTOU	93.000.000
11 - Construction des Logements de BANDIAGARA	81.000.000
12 - Construction du Palais et des Logements de KIDAL	283.000.000

13 - Construction du Palais et des Logements de NIONO	212.000.000
14 - Construction du Palais et des Logements de SIKASSO	212.000.000
15 - Construction du Palais et des Logements de SEGOU	212.000.000
16 - Construction du Palais et des Logements de GAO	265.000.000
17 - Construction du Palais et des Logements de NIARA	177.000.000
18 - Construction du Palais et des Logements de DOILA	177.000.000
19 - Construction du Palais et des Logements de NIAFUNKE	283.000.000
20 - Construction du Palais et des Logements de DJENNE	247.000.000
21 - Construction du Palais et des Logements de DOUMENTZA	247.000.000
22 - Construction du Palais et des Logements de KORO	247.000.000
23 - Construction du Palais et des Logements de GOUNDAM	283.000.000
24 - Construction du Palais et des Logements de TENENKOU	247.000.000
25 - Construction du Palais et des Logements de KENIEBA	247.000.000
26 - Construction du Palais et des Logements de YELIMANE	247.000.000
27 - Construction du Palais et des Logements de BANKASS	247.000.000
28 - Construction du Palais et des Logements de MACINA	212.000.000
29 - Construction du Palais et des Logements de DIEMA	247.000.000
30 - Construction du Palais et des Logements de BAFOLABE	247.000.000
31 - Construction du Palais et des Logements d'ANSONGO	265.000.000
32 - Construction du Palais et des Logements de BANAMBA	177.000.000
33 - Construction du Palais et des Logements de YANFOLILA	212.000.000
34 - Construction du Palais et des Logements de DIRE	283.000.000
35 - Construction du Palais et des Logements de KOLOKANI	177.000.000
36 - Construction du Palais et des Logements de KANGABA	177.000.000
37 - Construction du Palais et des Logements de KOLONDIEBA	212.000.000
38 - Construction du Palais et des Logements de BLA	212.000.000
39 - Construction du Palais et des Logements de YOROSSO	212.000.000
40 - Construction du Palais et des Logements de BOUREM	265.000.000
41 - Construction du Palais et des Logements de RHAROUS	283.000.000
42 - Construction du Palais et des Logements de KADIOLO	213.000.000
43 - Construction du Palais et des Logements de KIGNAN	213.000.000
44 - Construction du Palais et des Logements de YOUWAROU	247.000.000
45 - Construction du Palais et des Logements de TOMINIAN	212.000.000
46 - Construction du Palais et des Logements de OUELESSEBOUGOU	177.000.000

47 – Construction du Palais et des Logements de BARAQUILLI	212.000.000
48 – Construction du Palais et des Logements de MENAKA	265.000.000
49 – Construction du Palais et des Logements de TOUKOTO	247.000.000
50 – Construction du Palais et des Logements de FANA	177.000.000
51 Construction du Palais et des Logements de MARKALA	212.000.000
52 – Construction du Palais et des Logements de KIMPARANA	212.000.000
53 – Construction du Palais et des Logements d'ABEIBARA	283.000.000
54 – Construction du Palais et des Logements de TESSALIT	283.000.000
55 – Construction du Palais et des Logements de TIN ESSAKO	283.000.000

V – CONSTRUCTION DE PALAIS DE JUSTICE ET DE LOGEMENTS POUR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

1 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de BAMAKO	159.000.000
2 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de SEGOU	191.000.000
3 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de SIKASSO	191.000.000
4 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de GAO	238.000.000
5 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de KOULIKORO	159.000.000
6 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de TOMBOUCTOU	254.000.000
7 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de KIDAL	254.000.000
8 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de KAYES	222.000.000
9 – Palais de Justice et logement du tribunal administratif de MOPTI	222.000.000

VI – CONSTRUCTION DE PALAIS DE JUSTICE ET DE LOGEMENTS POUR LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

1 – Construction Palais de Justice et logement de SEGOU	198.000.000
2 – Construction Palais de Justice et logement de KOUTIALA	198.000.000
3 – Construction Palais de Justice et Logement de SIKASSO	198.000.000
4 – Construction Palais de Justice et logement de GAO	247.000.000
5 – Construction Palais de Justice et logement de BAMAKO	165.000.000
6 – Construction Palais de Justice et logement de TOMBOUCTOU	263.000.000
7 – Construction Palais de Justice et logement de KOULIKORO	165.000.000
8 – Construction Palais de Justice et logement de MOPTI	231.000.000
9 – Construction Palais de Justice et logement de KAYES	231.000.000
10 – Construction Palais de Justice et logement de KIDAL	263.000.000

VII - CONSTRUCTION DE PALAIS ET DE LOGEMENTS POUR LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL

1 - Construction du Palais et du logement de BAMAKO	113.000.000
2 - Construction du Palais et du logement de KAYES	158.000.000
3 - Construction du Palais et du logement de SIKASSO	136.000.000
4 - Construction du Palais et du logement de SEGOU	136.000.000
5 - Construction du Palais et du logement de KOULIKORO	113.000.000
6 - Construction du Palais et logement de MOPTI	158.000.000
7 - Construction du Palais et du logement de GAO	170.000.000
8 - Construction du Palais et du logement de TOMBOUCTOU	101.000.000
9 - Construction du Palais et du logement de KIDAL	181.000.000

VIII - CONSTRUCTION DE PALAIS ET DE LOGEMENTS POUR LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

1 - Construction du Palais et logement de MOPTI	237.000.000
2 - Construction du Palais et logement de SIKASSO	203.000.000
3 - Construction du Palais et logement de BAMAKO	169.000.000
4 - Construction du Palais et logement de SEGOU	203.000.000
5 - Construction du Palais et logement de KAYES	237.000.000
6 - Construction du Palais et logement de GAO	254.000.000
7 - Construction du Palais et logement de KATI	169.000.000
8 - Construction du Palais et logement de KOUTIALA	203.000.000
9 - Construction du Palais et logement de TOMBOUCTOU	271.000.000
10 - Construction du Palais et logement de KOULIKORO	169.000.000

IX - CONSTRUCTION DE BUREAUX D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION AU NIVEAU DES COURS ET TRIBUNAUX

1 - Cours d'Appel :
(Bamako - Kayes - Mopti - Sikasso - Ségou - Gao et Tombouctou)

2 - Tribunaux de 1^{ère} Instance :

- a) District de Bamako
- b) Région de Kayes
- c) Région de Koulikoro
- d) Région de Sikasso
- e) Région de Ségou
- f) Région de Mopti
- g) Région de Tombouctou
- h) Région de Gao
- i) Région de Kidal

X - REHABILITATION DE PALAIS DE JUSTICE

Koulikoro	20.000.000
-----------	------------

Tableau 2 : Investissement en moyens logistiques (en FCFA)

SERVICES CENTRAUX		
DNAJ		
Véhicule léger Directeur	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
DNAJS		
Véhicule Directeur	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
DNAPES		
Véhicule Directeur	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
Bicyclette	5	750.000
DAF		
Véhicule Directeur	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
INSPECTION		
Véhicule Directeur	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	2	33.000.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000

Tableau 2 : Investissement en moyens logistiques (en FCFA)

INFJ		
Véhicule Directeur	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Véhicule minibus (séminaire)	2	40.000.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
COUR DE CASSATION		
Véhicule Président	1	12.500.000
Véhicule Procureur Général	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Téléphone Fax	2	1.620.000
Courrier électronique	2	720.000
Moto	2	2.400.000
CONSEIL D'ETAT		
Véhicule Président	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	1	16.500.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
COUR DES COMPTES		
Véhicule Président	1	12.500.000
Véhicule liaison 4x4	2	33.000.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
COUR CONSTITUTIONNELLE		
Véhicule Président	2	25.000.000
Véhicule liaison 4x4	2	33.000.000
Téléphone Fax	1	810.000
Courrier électronique	1	360.000
Moto	1	1.200.000
COUR D'APPEL		
Véhicule Présidents	7	87.500.000
Véhicule Procureur Général	7	87.500.000

Tableau 2 : Investissement en moyens logistiques (en FCFA)		
Véhicule de liaison 4x4	7	115.500.000
Téléphone Fax	14	11.340.000
Courrier électronique	14	5.040.000
Moto	14	16.800.000
TRIBUNAUX DE 1^{ère} INSTANCE		
Véhicule Présidents	60	750.000.000
Véhicule Procureurs	60	750.000.000
Véhicule de liaison 4x4	60	990.000.000
Téléphone Fax	120	97.200.000
Courrier électronique	120	43.200.000
Moto	120	144.000.000
TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS		
Véhicule Présidents	9	112.500.000
Véhicule liaison 4x4	9	148.500.000
Téléphone Fax	9	7.290.000
Courrier électronique	9	3.240.000
Moto	9	10.800.000
TRIBUNAUX DE COMMERCE		
Véhicule Présidents	10	125.000.000
Véhicule liaison 4x4	10	165.000.000
Téléphone Fax	10	8.100.000
Courrier électronique	10	3.600.000
Moto	10	12.000.000
TRIBUNAUX DU TRAVAIL		
Véhicule Présidents	9	112.500.000
Véhicule liaison 4x4	9	148.500.000
Téléphone Fax	9	7.290.000
Courrier électronique	9	3.240.000
Moto	9	10.800.000
TRIBUNAUX POUR ENFANTS		
Véhicule Présidents	10	125.000.000
Véhicule liaison 4x4	10	165.000.000
Téléphone Fax	10	8.100.000
Courrier électronique	10	3.600.000

Tableau 2 : Investissement en moyens logistiques (en FCFA)

Moto	10	12.000.000
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE		
1 - Maison centrale d'arrêt de Bamako :		
Véhicule liaison 4x4	2	25.000.000
Mini Bus	2	33.000.000
Moto	20	24.000.000
Téléphone Fax	1	810.000
Fourgons cellulaires	3	60.000.000
2 - Maisons d'arrêt régionales :		
Véhicule liaison 4x4	8	132.000.000
Téléphone Fax	8	6.480.000
3 - Centre Spécialisé de détention de rééducation et de réinsertion de Bollé (CSDR) :		
Véhicule liaison 4x4	2	33.000.000
Mini Bus	2	40.000.000
Moto	20	24.000.000
Téléphone Fax	1	810.000
4 - Pénitenciers agricoles :		
Moto Yamaha	10	12.000.000
5 - Prisons de cercle et d'arrondissement :		
Motocyclette	60	30.000.000
POLICE JUDICIAIRE GENDARMERIE NATIONALE		
1 - Compagnie de Kayes :		
Véhicule de transfert	5	100.000.000
Moto Yamaha	13	15.600.000
2 - 2^{ème} Groupement de Bamako :		
Véhicule de transfert	10	200.000.000
Moto Yamaha	20	24.000.000
3 - 3^{ème} Groupement de Sikasso :		
Véhicule de transfert	5	100.000.000
Moto Yamaha	13	15.600.000
4 - 4^{ème} Groupement de Ségou :		
Véhicule de transfert	5	100.000.000
Moto Yamaha	13	15.600.000
5 - 5^{ème} Groupement de Mopti :		

Tableau 3 : INVESTISSEMENT EN ÉQUIPEMENT (en FCFA)

SERVICES CENTRAUX	
DNAJ (Direction Nationale de l'Administration de la Justice) Mobiliers, Matériels de Bureaux, Matériel informatique	75.000.000
DNAJS (Direction Nationale des Affaires Judiciaires et du Sceau)	75.000.000
DNAPEJ (Direction Nationale de l'Administration Penitentiaire et de l'Education Surveillée) Mobilier et Matériels de bureau	58.000.000
Matériel didactique	200.000.000
Médicaments	2.500.000.000
Équipement Sportifs	800.000.000
Talkie-Walkie	60.000.000
Ateliers	2.500.000.000
Forages	150.000.000
Groupe Electrogène	4.500.000
DAF (Direction Administrative et Financière) Mobilier, Matériel de bureau, Matériels informatique	50.240.000
INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES	75.000.000
INFJ (Institut National de Formation Judiciaire) Mobilier, Matériels, Matériels informatique	75.000.000
(Cour Cassation – Conseil d'Etat – Cour des comptes) Mobilier, Matériel de bureau, Matériel informatique, robes	129.000.000
COUR CONSTITUTIONNELLE	50.000.000
COURS D'APPEL	
Bamako	75.000.000
Kayes	66.000.000
Mopti	66.000.000
Sikasso	66.000.000
Ségou	66.000.000
Tombouctou	66.000.000
Gao	66.000.000
TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE	
A – District de Bamako	243.000.000
B – Région de Kayes	359.000.000
C – Région de Koulikoro	310.000.000
D – Région de Sikasso	292.000.000
E – Région de Ségou	

Tableau 3 : INVESTISSEMENT EN EQUIPEMENT (en FCFA)

F - Région de Mopti	330.000.000
G - Région de Tombouctou	354.000.000
H - Région de Gao	287.000.000
I - Région de Kidal	229.000.000
	229.000.000
TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	
A - Bamako	
B - Kayes	29.000.000
C - Koulikoro	29.000.000
D - Sikasso	29.000.000
E - Ségou	29.000.000
F - Mopti	29.000.000
G - Tombouctou	29.000.000
H - Gao	29.000.000
I - Kidal	29.000.000
	29.000.000
TRIBUNAUX DE COMMERCE	
A - Bamako	
B - Kayes	24.000.000
C - Koulikoro	29.000.000
D - Sikasso	20.000.000
E - Ségou	29.000.000
F - Mopti	29.000.000
G - Tombouctou	29.000.000
H - Gao	29.000.000
I - Kidal	29.000.000
J - Koutiala	29.000.000
	29.000.000
TRIBUNAUX DU TRAVAIL	
A - Bamako	
B - Kayes	13.000.000
C - Koulikoro	11.000.000
D - Sikasso	9.000.000
E - Ségou	9.000.000
F - Mopti	10.000.000
	8.000.000

Tableau 3. INVESTISSEMENT EN EQUIPEMENT (en FCFA)	
G - Tombouctou	8.000.000
H - Gao	8.000.000
I - Kati	8.000.000
TRIBUNAUX POUR ENFANTS	
A - Samako	10.000.000
B - Kayes	10.000.000
C - Koulikoro	10.000.000
D - Sikasso	10.000.000
E - Ségou	10.000.000
F - Mopti	10.000.000
G - Tombouctou	10.000.000
H - Gao	10.000.000
I - Kati	10.000.000
J - Koutiala	10.000.000
TRIBUNAUX MILITAIRES	
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	150.000.000
A - Samako	106.000.000
B - Maisons d'arrêt régionales	209.000.000
C - Pénitenciers agricoles	382.000.000
D - Prisons de cercle et d'arrondissement	2.000.000
LABORATOIRE NATIONAL POLICE SCIENTIFIQUE	
Consommables	
CENTRES D'ACCUEIL ET DE PLACEMENT	

Sources : Ministère de la Justice du Mali, Direction Administrative et Financière ET MFAAC

Kita	10.000.000
Bafoulabé	15.000.000
Kéniéba	25.000.000
Nioro du Sahel	25.000.000
Yélimané	15.000.000
Kangaba	20.000.000
Fana	10.000.000
Baraouli	15.000.000
Macina	15.000.000
Bougouni	20.000.000
Kadiolo	15.000.000
Diola	20.000.000
Goundam	15.000.000
Youwarou	15.000.000

XI - CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES POUR L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

I - REFECTION DE CENTRES DE DETENTION

Kéniéba	10.000.000
Yorosso	15.000.000
Niono	10.000.000
Yélimané	17.500.000
Bafoulabé	10.000.000
Tominian	17.500.000
Djenné	10.000.000
Youwarou	17.500.000
Sanikass	15.000.000
Tanenikou	15.500.000
Diré	17.500.000
Rharous	17.500.000
Bourem	17.500.000
Diéma	15.000.000
Kangaba	17.200.000
Nara	17.200.000
Yanfollia	9.100.000
Pénitenciers agricoles	40.000.000

II - NOUVELLES CONSTRUCTIONS

A - Maisons d'arrêt

Bamako	
2 maisons d'arrêt de 2000 personnes	
Kayes	196.000.000
1 maison d'arrêt	
Koulikoro	140.000.000
1 maison d'arrêt	
Sikasso	168.000.000
1 maison d'arrêt	
Ségou	168.000.000
1 maison d'arrêt	
Mopti	196.000.000
1 maison d'arrêt	
Tombouctou	224.000.000
1 maison d'arrêt	
Gao	210.000.000
1 maison d'arrêt	
Kidal	224.000.000

B- Centre de Rééducation pour Mineurs
4 centres

C- Prisons de cercle et d'arrondissement
50

XI - CONSTRUCTION DE CHAMBRES DE SURETÉ POUR LA GENDARMERIE

1 - Compagnie de Gao
11 chambres

2 - Compagnie de Tombouctou
06 chambres

3 - 5^{ème} Groupement de Mopti
12 chambres

4 - 4^{ème} Groupement de Ségou
12 chambres

5 - 3^{ème} Groupement de Sikasso
13 chambres

6 - 2^{ème} Groupement de Bamako
19 chambres

7 Compagnie de Kayes
12 chambres

XII - CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES POUR LE LABORATOIRE NATIONAL DE POLICE
SCIENTIFIQUE

XIII - CENTRES D'ACCUEIL ET DE PLACEMENT

1 - Bamako

100.000.000

2 - Mopti

140.000.000

3 - Sikasso

120.000.000

PROGRAMME DE CONSTRUCTION DES JURIDICTIONS ET SERVICES CENTRAUX

AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V
Bandiagara Ménaka Commune I Commune V DNAJ DNAJS INFS Toukoto	Ouelessébougou Kati (TPI) Kita (TPI) Koutiala (TPI)	Yélimané Niono Diéma Bafoulabé Kéniéba	Nara Kolokani Dioila Ouelessébougou Fana	Bougouni Kolondiéba Yanfolila Kadiolo Yorosso

AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X
C.A. Sikasso TPI. Kangaba TPI. Kignan TPI. Kimparana TPI. Markala	C.A. Ségou C.A. Bla C.A. Macina TPI. Ségou TPI. Sikasso	C.A. Gao TPI. Gao TPI. Kidal TPI. Bourem TPI. Djenné TPI. Youwarou	C.A. Tombouctou TPI. Tombouctou TPI. Rharous TPI. Diré TPI. Ténenkou	TPI. Mopti TPI. Kayes TPI. Koulikoro TPI. Niono TPI. Douentza Goundam Ansongo Bankass Koro

Prisons à reconstruire :

AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V
Kayes Ménaka Nara Tombouctou Yanfolila Bamako	Sikasso Koro Kidal	Ségou Macina Bankass	Mopti Kita San	Koutiala Douentza Goundam Niono

AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X
Bandiagara Bourem Ténenkou	Djenné Rharous Ansongo	Kolokani Yélimané Bamako	Niafunké Bafoulabé Niono	Youwarou Kangaba Douentza Tominian Yorosso Diéma

Tableau 4 : Amortissement des moyens logistiques et de l'équipement						
Années	Designations	Valeur d'origine	Amortissement de la période	Amortissement antérieur	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
AN I	Logistique Equipement	6010 11457	-	-	-	6010 11457
AN II	L E	6010 11457	1202 2291	-	1202 2291	4808 9166
AN III	L E	6010 11457	1202 2291	1202 2291	2404 4582	3606 6873
AN IV	L E	6010 11457	1202 2291	2404 4582	3606 6873	2404 4584
AN V	L E	6010 11457	1202 2291	3606 6873	4808 9164	1202 2291
AN VI	L E	6010 11457	1202 2291	4808 9164	6010 11457	-
AN VII	L E					
AN VIII	L E					
AN IX	L E					
AN X	L E					

Tableau 5 : Simulation des besoins budgétaires par rapport à l'augmentation du niveau salarial des magistrats (en millions de FCFA)											
Rubriques	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL
Salaires moyen de 500 000 FCFA par mois suggéré par le Syndicat Autonomie de la Magistrature	1900	1960	2160	2340	2540	2700	2880	3060	3420	3600	26 450
Prévisions budgétaires sur la base du salaire moyen actuel de 200 000 FCFA par mois	720	732	824	936	1008	1080	1152	1224	1368	1440	10 584
Ecart	1280	1188	1256	1404	1512	1620	1728	1836	2052	2160	15 866

L'Etat devra prévoir un budget additionnel de 16 milliards FCFA pour les 10 années à venir, soit une moyenne de 1,6 milliard par an, au cas où les revendications syndicales seraient satisfaites. Ce chiffre tient compte de l'augmentation du personnel de 300 magistrats en 10 ans (30 magistrats par an).

Tableau 6 : Investissement en matière de recrutement du personnel (en millions de FCFA)											
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL
Magistrats	72	144	216	288	360	432	504	576	648	720	3960
Greffiers ¹	50	120	180	240	300	360	420	480	540	600	3300
Secrétaires ²	19,8	39,6	59,4	79,2	99	118,8	138,6	158,4	178,2	198	1089
Surveillants ³	7,2	14,4	21,6	28,8	36	43,2	50,4	57,6	64,8	72	396
Educ. Soc. ⁴	7,2	14,4	21,6	28,8	36	43,2	50,4	57,6	64,8	72	396
TOTAL	163,2	332,4	498,6	664,8	831	997,2	1163,4	1329,6	1495,8	1662	9141

¹ Base de calcul : Salaire moyen de 200 000 FCFA par mois : 30 magistrats par an

² Base de calcul : Salaire moyen de 100 000 FCFA par mois : 50 greffiers par an

³ Base de calcul : Salaire moyen de 55 000 FCFA par mois : 30 secrétaires des Greffes et Parquets et de secrétaires par an

⁴ Base de calcul : Salaire moyen de 60 000 FCFA par mois : 10 surveillants par an

⁵ Base de calcul : Salaire moyen de 60 000 FCFA par mois : 10 éducateurs sociaux et techniciens d'apprentissage

Tableau 7 : Investissement en matière de recrutement du personnel (en millions de FCFA)											
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL
Avocats, Notaires											
Huissiers,	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	500
Com. priseurs											
TOTAL	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	500

¹ Appui aux professions libérales : Installation des nouveaux professionnels (Mobilier, équipement, documentation, etc.)

Tableau 8 : Investissement en matière de recrutement du personnel Laboratoire de Police Scientifique (en millions de FCFA)											
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL
Commissaires ¹	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	59
Inspecteurs ²	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	72
Sous-officiers ³	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	147
TOTAL	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	278

¹ Base de calcul : Salaire moyen de 164 500 FCFA par mois (taux en vigueur) : 3 commissaires

² Base de calcul : Salaire moyen de 120 000 FCFA par mois (taux en vigueur) : 5 inspecteurs

³ Base de calcul : Salaire moyen de 102 500 FCFA par mois (taux en vigueur) : 12 sous-officiers

Tableau 9: Investissement total en matière de recrutement du personnel (en millions de FCFA)											
	AN I	AN II	AN III	AN IV	AN V	AN VI	AN VII	AN VIII	AN IX	AN X	TOTAL
Magistrats	72	144	216	288	360	432	504	576	648	720	3960
Greffiers	60	120	180	240	300	360	420	480	540	600	3300
Sec. des Greffes	19,8	39,6	59,4	79,2	99	118,8	138,6	158,4	178,2	198	1089
Surveillants	7,2	14,4	21,6	28,8	36	43,2	50,4	57,6	64,8	72	396
Educ. Soc.	7,2	14,4	21,6	28,8	36	43,2	50,4	57,6	64,8	72	396
Professions libe.	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	500
Commissaires	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	59
Inspecteurs	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	72
Sous-officiers	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	147
Secrétaires	8,6	13,2	19,8	26,4	33	39,6	46,2	52,8	59,4	66	363
Plantons	8,4	16,8	25,2	33,6	42	50,4	58,8	67,2	75,6	84	462
Chauffeurs	7,6	15,2	22,8	30,4	38	45,6	53,2	60,8	68,4	76,2	417
Gardiens	2,8	5,6	8,4	11,2	14	16,8	19,6	22,4	25,2	28	154
TOTAL	269	461	652,6	844,2	1035,8	1227,4	1419	1610,6	1802,2	1994	11315

* Secrétaires des Greffes et Parquets

† Laboratoire de Police Scientifique

‡ Base de calcul : Salaire moyen de 55 000 FCFA par mois ; 10 secrétaires par an -- 100 secrétaires en 10 ans

§ Base de calcul : Salaire moyen de 47 000 FCFA par mois ; 15 plantons par an -- 150 plantons en 10 ans

|| Base de calcul : Salaire moyen de 40 000 FCFA par mois ; 16 chauffeurs par an -- 160 chauffeurs en 10 ans

¶ Base de calcul : Salaire moyen de 20 000 FCFA par mois ; 12 gardiens par an -- 120 gardiens en 10 ans